

# CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE. 1830 – 1954<sup>1</sup>

**Abderrahim Taleb Bendiab**

*Imprimé en 1983*

*Imprimerie du Centre – Alger*

## **Introduction**

Cette chronologie recense plus d'un demi millier de dates marquant les différentes étapes de la lutte du peuple algérien pour la reconquête de son indépendance. Elle traite de la période coloniale jusqu'au 1er novembre 1954. Le lecteur pourra ainsi suivre les différentes phases de ce combat plus que centenaire qui a opposé notre peuple à la puissance coloniale.

Dans le choix des dates, nous avons retenu celles qui nous ont paru les plus significatives, sur les plans politiques, économiques, sociaux et culturels, celles qui ont marqué à un moment déterminé l'évolution du processus historique. Nous pouvons diviser cette chronologie en deux grandes parties.

1. La mise en place de l' « ordre colonial ». Il y eut d'abord des opérations militaires. Elles furent longues et meurtrières. Nous avons volontairement publié de larges extraits pour montrer la nature terroriste du système colonial. Ensuite et afin d'appuyer ces opérations militaires, on mit en place tout un arsenal de lois juridiques qui visait un triple objectif :

a) Pulvériser la tribu, la société en introduisant la propriété privée. Par ce moyen les colonialistes espéraient en terminer avec la résistance des masses populaires. En effet, la structure économique et sociale de l'Algérie en 1830 était un des éléments moteurs qui alimentaient cette résistance héroïque.

b) Mettre en place l'exploitation capitaliste qui ne pouvait pas tolérer l'existence d'une forme collective de la propriété (arch., sabega, habous...) ou encore l'existence ou la mise en place d'une économie indépendante (destruction de l'artisanat, intégration de l'économie algérienne à celle de la France).

c) Le système colonial s'est caractérisé pendant toute la période d'occupation par une contradiction fondamentale qui a permis au mouvement national à ses débuts, de se frayer un chemin pour la libération du pays.

En effet le colonialisme français se voulait d'une part assimilationniste. Pour cela différentes décisions ont été mises en application : introduction du Code Civil français qui dessaisissait la juridiction des mahakmas, institutionnalisation d'un nouvel état civil, introduction de l'école française en opposition à l'enseignement de la langue arabe et du Coran, velléité d'évangélisation des populations

---

<sup>1</sup> Quelques extraits incomplets de ce livre ont déjà été mis en ligne [par Alger Républicain](#) et [par socialgerie](#). repris sur plusieurs blogs : [Jacques Tourtaux](#) ...

autochtones etc... ; tout cela avec le désir d'implanter une très forte minorité européenne qui devait faciliter ces opérations assimilationnistes.

D'autre part, et, en opposition à cette stratégie assimilationniste, tout un système d'assujettissement fut mis en place pour bloquer l'évolution politique de la société algérienne : sénatus-consulte de 1865, code de l'indigénat, système des communes mixtes et territoires militaires, et différentes autres mesures, circulaire Michel, décret Régnier, article 80 etc....

Cette politique coloniale à trois dimensions eut un triple effet sur la société algérienne.

- Tentative de génocide des populations autochtones au nom de la "race supérieure qui supprime la race inférieure". En 1830 la population de l'Algérie était estimée à trois millions d'habitants ; en 1870, elle n'était plus que de deux millions cinq cent milles. Raymond Barre, Premier Ministre français peut alors déclarer la conscience tranquille devant les députés de l'Assemblée Nationale Française « La France est fière de ses réalisations en Algérie ».
- Paupérisation extrême des populations algériennes avec multiplication des épidémies dues à la malnutrition. Mais le résultat le plus grave en conséquence a été la réduction au sous développement de la société algérienne qui a entraîné la constitution en France d'une très forte émigration dont aujourd'hui le capitalistes voudraient se débarrasser : « après avoir pressé le citron, on jette l'écorce ».

Dans le domaine culturel, il y eut partout régression avec le triomphe de l'analphabétisme : « *le colonialisme,* » a écrit Aimé Césaire, « *a frappé de mort des civilisations dont nul ne peut dire de quelles contributions supplémentaires elles eussent enrichi l'humanité". On sait ce que la colonisation a rapporté en argent, en richesse à l'Europe. Mais on ne peut supputer ce que l'humanité a perdu dans des civilisations disparues. A quel stade serions nous aujourd'hui de progrès universel si ces civilisations avaient continué à prospérer, à chercher, à trouver. On peut y rêver longtemps. Le colonialisme a brisé l'échine à d'autres civilisations plus humbles certes, mais qui étaient encore susceptibles de renouvellement, de développement. En sorte qu'il est permis de dire que la colonisation a fait reculer la civilisation au lieu de la faire avancer. Elle a décivilisé aussi bien le colonisateur que le colonisé, apparaissant ainsi comme une gigantesque entreprise d'ensauvagement, non seulement de l'Asie et de l'Afrique mais encore par un retour des choses de l'Europe elle-même ».*

- La violence a été une des caractéristiques essentielles de la lutte nationale. Les bombardements collectifs de la période 1954-1962, les tortures, les assignations à résidence surveillée, l'exode, ne sont pas des phénomènes nouveaux. Les opérations de Massu, de Bigeard, de Challe... continuent celle de Lamoricière, du Duc d'Aumale, de Bugeaud, du 8 mai 1945...

Nous avons donc tenté de dégager ce processus de destruction sur le plan politique, économique, social et culturel.

## 2. Dans la deuxième partie nous avons cité les principales étapes traversées par la lutte de libération nationale.

En effet, il y eut d'abord les résistances essentiellement paysannes de tout le XIXe et du début du XXe siècle, et ensuite le processus de formation des courants et partis politiques.

Ce fut un long cheminement qui a eu ses moments forts où les masses furent entraînées dans la lutte : 1919, 1936, 1944, 1950... obligeant le colonialisme à reculer et à faire des concessions.

Mais il y eut aussi des mouvements de repli ou de stagnation dû pour l'essentiel à une violente répression : 1925, 1930, 1939... entraînant parfois, le doute ou les déviations chez un certain nombre de militants.

Cependant la stratégie de libération du pays s'est maintenue. Il n'y a jamais eu de coexistence avec le système colonial, contrairement aux affirmations de l'historien français Roger Letourneau.

Le choix des dates retenues dans la seconde partie pose un problème de méthodologie historique. La plupart des ouvrages relatifs à l'histoire du mouvement national algérien centrent l'essentiel de leurs réflexions autour des classes dirigeantes et de leur état major. Cette approche a conduit très souvent ces historiens à des positions beaucoup plus idéologiques que scientifiques ; ce qui par certains aspects pourrait nuire à la recherche historique.

Cette histoire qui centre toute sa réflexion autour de la vie politique peut nous amener parfois à des impasses dans l'étude que nous faisons sur le mouvement national. Pour cela nous citerons un exemple : le MTLD qui avait l'audience populaire la plus large est secoué par une profonde crise à partir des années cinquante. Il connaît alors des désaffections, le doute s'installe au sein des militants et au cours de l'année 1954 le parti connaît une profonde scission qui a pratiquement atomisé toutes ses structures. Or c'est au cours de cette même année que se prépare avec succès le déclenchement de la lutte armée pour la libération nationale. Comment donc concilier cette désorganisation totale d'un des plus importants partis politiques d'où sont issus l'essentiel des hommes du 1er novembre avec le succès remporté par le mot d'ordre de lutte armée ? Seule donc une histoire sociale prise dans sa totalité peut nous permettre de dépasser ce qui nous paraît être à priori une contradiction. C'est ce qui nous a guidé dans le choix des dates que nous avons retenues. Le lecteur pourra noter l'intensité des luttes et apprécier de façon concrète comment la crise du mouvement national a été dépassée pour aboutir au choix de la lutte armée.

Le lecteur notera que certaines régions de l'Algérie où certaines catégories de faits politiques reviennent plus souvent. Cela est le résultat provisoire de nos connaissances. Nous avons travaillé avec l'acquis scientifique que nous possédons. Quant aux sources, nous ne les avons pas toujours citées ; elles sont classiques ; il s'agit des travaux d'Ageron, de Julien, Lacoste, Nouschi, Montoy, Prenant, Collot, Larcher, des thèses comme celle de Mesdames Hamed, Benallègue, de Planche, Kadache, un dépouillement de la presse...

Nous espérons que cette chronologie puisse rendre service à l'étudiant, aux chercheurs, ou tout simplement à ceux ou celles qui veulent avoir un aperçu sommaire de l'histoire de notre peuple.

**Abderrahim Taleb Bendiab**

<b>DATES</b>	<b>FAITS</b>
<b>1806 - 1807</b>	Naissance de l'Emir Abdelkader <sup>2</sup> dans la région de Mascara. Il appartenait à la tribu des Hachem, et était d'ascendance 'Chorfa'. Il était en outre affilié à la tribu des Kadriya. Sa mère Lalla zhora était une femme instruite et profondément religieuse. Il a fait ses premières études à l'école de son village natal puis à Arzew.
<b>1825</b>	Pèlerinage d'Abdelkader à La Mecque. Il a fait un séjour en Egypte. Après son pèlerinage il se rendit à Damas puis à Baghdad où il se recueillit sur la tombe d'Abdelkader El Djilali fondateur de la confrérie des Kadriya.
<b>1830 – 14 Juin</b>	Débarquement des troupes françaises à Sidi Fredj. Le corps expéditionnaire français se composait de 35.000 hommes.
<b>1830 – 5 Juillet</b>	Convention de capitulation entre Boumont, Général en Chef de l'Armée française et le Dey d'Alger. Contenu du 5 <sup>ème</sup> paragraphe : <i>« l'exercice de la religion mahométane restera libre. La liberté des habitants de toutes les classes, leur religion, leurs propriétés, leur commerce et leur industrie ne recevront aucune atteinte. Les femmes seront respectées. Le Général en chef en prend l'engagement sur l'honneur ».</i>
<b>1830 –23 Juillet</b>	La tentative de l'Armée française d'occuper Blida se heurte à une vive résistance : elle est mise en échec.
<b>1830 – 8 Septembre</b>	Arrêté du Général Clauzel réunissant au domaine les propriétés du Dey, des Beys et des Turcs déportés ainsi que celles de La Mecque et de Médine. Cette mesure a entraîné la protestation des muphtis et des oulémas ; car elle supprimait les ressources du culte et de la charité musulmane.
<b>1830 – Novembre</b>	Expédition sur Médéa qui se heurte à une très grande résistance. Dès le 7 décembre, 5.000 hommes sont envoyés en renfort pour occuper la ville.
<b>1830 –7 Décembre</b>	Arrêté du Général Clauzel portant attribution à l'Etat, des revenus de tous les établissements affectés à la Mecque, à Médine et aux mosquées. Ces mesures ont entraîné de nombreuses protestations. Des raisons de sécurité sont intervenues pour justifier cette mesure. Les autorités françaises estimèrent : <i>« imprudent de laisser des biens considérables, à des corporations religieuses puissantes qui pouvaient alimenter les révoltes sous prétexte de répandre l'aumône ».</i>
<b>1830 – 7 Décembre</b>	Arrêté du Général Clauzel portant création d'une chambre de commerce à Alger.
<b>1830</b>	Oran a été totalement vidée de sa population qui avait fui l'arrivée des français ; ils ne sont restés que 250 « indigènes » (In : A. Berque – La bourgeoisie algérienne...).
<b>1831 – 4 Janvier</b>	Oran est occupée par les troupes françaises. Le dernier Bey d'Oran Hassan s'embarque pour l'Orient.
<b>1831 – Février</b>	Nomination d'un nouveau Général en chef en Algérie : Berthezène.
<b>1831 – 10 Mars</b>	Ordonnance portant création d'un corps de la légion étrangère.

<sup>2</sup> ABD EL KADER – BUGEAUD – ALGÉRIE – *Karl Marx – Friedrich Engels, 1858 :*

**ABDELKADER ET L'INDÉPENDANCE ALGÉRIENNE** (pdf. 15.7 Mo) – *par Kateb Yacine – Conférence prononcée le 24 Mai 1947 à la Salle des Sociétés Savantes à Paris- rééditions : éditions algériennes EN-NAHDHA*

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1832</b>	Débaptisation de la mosquée d'El-Ketchéoua pour en faire la cathédrale d'Alger
<b>1832</b>	Hadj Ahmed Bey de Constantine entre en lutte contre les Français. Annaba est occupée par les troupes colonialistes.
<b>1832 – 6 Avril</b>	Massacre de la tribu d'El-Oufia. Le Général de Rovigo en décrit la scène : « <i>un corps de troupe... surprit au point du jour, la tribu endormie sous ses tentes, et égorga les malheureux El-Oufia, sans qu'un seul cherchât à se défendre. Tout ce qui vivait fut voué à la mort : on ne fit aucune distinction ni d'âge ni de sexe. Au retour de cette honteuse expédition, nos cavaliers portaient des têtes au bout de leur lance... Tout le bétail fut vendu au Consul du Dannemark, le reste du butin, sanglantes dépouilles d'un effroyable carnage, fut exposé au marché de la porte de Bab-Azzoun, on y voyait avec horreur des bracelets de femmes encore attachés à des poignets coupés, et des boucles d'oreilles pendant à des lambeaux de chair</i> »... (Cité par Lacoste, Nouschi, Prenant...).
<b>1832 – 21 Novembre</b>	Abdelkader est proclamé Emir au cours d'un congrès des tribus. Il est aussitôt reconnu par les habitants de Mascara et ceux de Tlemcen. Il se fait aussi reconnaître par les tribus des Beni-Amer, les Gharaba et les Beni-Hachem.  Il proclame le Djihad contre l'agression colonialiste.
<b>1833</b>	Béjaia est occupée par les troupes françaises.
<b>1833 – 1<sup>er</sup> Mars</b>	Arrêté de l'intendant civil qui ordonne à tous les propriétaires de déposer à la direction des domaines leurs titres de propriété. Les terres des propriétaires qui ne produisaient pas de titre devaient être réunies au domaine de l'Etat comme « <i>bien sans maître</i> ».
<b>1833 - 26 Février</b>	Traité entre le Général Desmichels et l'Emir Abdelkader. Contenu de son article 2 : « <i>La religion et les usages musulmans seront respectés et protégés</i> ». ce traité ne reconnaissait à la France en Oranie que l'occupation d'Oran et de Mostaganem.
<b>1834 – 22 Juillet</b>	Ordonnance qui règle l'organisation des possessions françaises en Afrique du Nord. C'est la date de l'annexion. La Régence d'Alger, jusque là soumise à l'occupation, devient possession. La même ordonnance met à la tête une administration qui prend le titre de « <i>Gouvernement Général des possessions françaises dans le Nord de l'Afrique</i> ».
<b>1834 – 10 Août</b>	Arrêté : « <i>Les tribunaux français peuvent être saisis des affaires civiles et commerciales des algériens s'ils le désirent où s'ils sont de religion différente</i> »
<b>1835 – Avril</b>	L'Emir Abdelkader établit son autorité jusqu'aux abords d'Alger.
<b>1835 – 26, 28 Juin</b>	Reprise des hostilités entre les troupes colonialistes et celles de l'Emir Abdelkader. Ce dernier remporte la victoire de la Macta sur les troupes du Général Trézel.
<b>1835 – 11 Novembre</b>	Ordonnance qui institue le monopole de pavillon entre la France et l'Algérie. Cette ordonnance accorde la franchise à leur entrée dans la colonie aux marchandises originaires de la France.
<b>1835 – 6 Décembre</b>	Mascara est prise par les troupes du Général Clauzel. Elle est pillée et démantelée.
<b>1836 – 13 Janvier</b>	L'armée coloniale occupe Tlemcen.
<b>1836 - Avril</b>	Bataille de la Tafna entre les troupes de l'Emir Abdelkader et l'armée coloniale.
<b>1836 – 6 Juillet</b>	Bataille de la Sikkak entre les troupes de l'Emir Abdelkader et l'armée coloniale.

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1836 – 22 Novembre</b>	Les troupes du Général Clauzel échouent devant Constantine.
<b>1837</b>	Grave épidémie de choléra dans le pays.
<b>1837 – 30 Mai</b>	« Traité de la Tafna entre l'Emir Abdelkader et le Général Bugeaud. L'article 5 de ce traité contient les points suivants : « <i>Les Arabes vivants sur le territoire français exerceraient librement leur religion. Ils pourraient y bâtir des mosquées et suivre en tout point leur discipline religieuse sous l'autorité de leurs chefs spirituels</i> ».
<b>1837 – 6,13 Octobre</b>	Les troupes coloniales assiègent et investissent la ville de Constantine. Le 11 octobre le Général Danrémont voulut négocier ; les populations constantinoises lui firent cette réponse : « <i>si les Chrétiens manquent de poudre nous leur en enverrons ; s'ils n'ont pas de biscuits, nous partagerons le notre avec eux, mais tant qu'un de nous sera vivant ils n'entreront pas dans Constantine</i> ». Le 13 la place était prise mais le Général Danrémont commandant ses troupes est tué.  La prise de Constantine marque le début de la résistance dirigée par Ahmed Bey qui s'enfuit dans les Aurès.
<b>1838 – 26 mars</b>	Koléa est investie par les troupes coloniales.
<b>1838 – 15 Octobre</b>	Arrêté destituant Hadj Ahmed Bey de Constantine.
<b>1838 – 17 Novembre</b>	L'Emir Abdelkader s'empare de la résidence fortifiée d'Ain Mahdi de la confrérie des Tidjania qui résistait à son autorité.
<b>1839 – 5 Février</b>	Blida est investie par les troupes coloniales.
<b>1839 – 14 Octobre</b>	Décision du ministre de la guerre de donner le nom « <i>Algérie</i> » au territoire qu'on appelait jusqu'à présent « <i>Possessions françaises dans le Nord de l'Afrique</i> » qui avait succédé après la conquête d'Alger à l'expression « <i>Régence</i> » ou « <i>Royaume d'Alger</i> ». Le nom « <i>Algérie</i> » se trouvait dans l'œuvre de Fontenelle en 1686.
<b>1839 – 20 Octobre</b>	Les troupes de l'Emir Abdelkader attaquèrent la Mitidja où commençaient à s'installer les premiers colons.
<b>1839 - Automne</b>	L'œuvre de regroupement territorial de l'Emir Abdelkader est achevée. Les Français sont resserrés dans Oran, Alger et une partie du beylik de Constantine.  Abdelkader a assis son autorité sur les 2/3 de l'Algérie du Nord ; de Béjaïa à Tlemcen et d'Ain-Mahdi à Ténès.
<b>1839 – 18 Novembre</b>	Reprise des hostilités entre les troupes de l'Emir Abdelkader et l'armée coloniale.
<b>1839 – 20 Novembre</b>	Anéantissement d'un convoi français par les troupes de l'Emir Adelkader.
<b>1839 – 21 Novembre</b>	Les troupes de l'Emir Abdelkader remportèrent des victoires et obligèrent l'armée coloniale à évacuer la plaine de la Mitidja jusqu'à El-Harrach.
<b>1839</b>	L'Emir Abdelkader fonde la ville de Saida.
<b>1840 – 15 Mars</b>	Cherchell est occupée par l'armée française.
<b>1840 – 27 Mai</b>	Médéa est occupée par l'armée française.
<b>1840 – 8</b>	Miliana est occupée par l'armée française.

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>Juin</b>	
<b>1840 – 29 Décembre</b>	Le Général Bugeaud est nommé Gouverneur Général de l'Algérie.
<b>1841 – 28 Février</b>	Ordonnance qui supprime la juridiction répressive des Cadis. La loi pénale française est appliquée aux algériens. Cette ordonnance est une violation de la Convention de Capitulation du 5 juillet 1830 et des traités du 26 février 1834 et du 30 mai 1837 signés avec l'Emir Abdelkader.
<b>1841 - Mai</b>	Mascara, Boghari, Saida sont occupées par l'armée française.
<b>1841</b>	Déclaration de la tribu des Hachem à laquelle appartenait l'Emir Abdelkader au Général Bugeaud : « <i>Ce continent est le pays des Arabes, vous n'y êtes que des hôtes passagers. Y resteriez-vous trois cents ans comme les Turcs, il faudra que vous en sortiez...</i> » ('in : Lacoste...').
<b>1842 – 1<sup>er</sup> Février</b>	Tlemcen est occupée par l'armée française.
<b>1842 – 26 Septembre</b>	Ordonnance qui prévoit la nomination des Cadis avec l'approbation du ministre de la guerre. La Convention du 5 juillet 1830 et les traités signés avec l'Emir Abdelkader sont de nouveau violés.  L'article 5 du Traité de la Tafna garantissait aux Algériens « <i>la pratique de leur discipline religieuse sous l'autorité de leurs chefs spirituels</i> ».
<b>1843</b>	Transformation de la mosquée Ali Bitchini en église « Notre Dame des Victoires » de la même façon qu'est transformée l'ancienne mosquée de Souk-El-Ghezal de Constantine en Cathédrale. Désormais le gouvernement français ne tient plus compte des engagements auxquels il a souscrit.
<b>1843 – 16 Mai</b>	Le Duc d'Aumale s'empare de la Smala (capitale nomade) de l'Emir Abdelkader.
<b>1844 – 2 Janvier</b>	Pour faire face à la résistance qui dure, Bugeaud institue l'amende collective. <sup>3</sup> Les opérations de pacification prennent l'aspect d'un génocide.  Montagnac officier de cette guerre de conquête fit la proclamation suivante : « <i>Toutes les populations qui n'acceptent pas nos conditions doivent être rasées, tout doit être pris saccagé sans distinction d'âge ni de sexe</i> » (Cité par Lacoste, Nouschi, Prenant...).
<b>1844 – 1<sup>er</sup> Février</b>	Arrêté ministériel organisant les bureaux arabes composés d'officiers de toutes les armes spécialisés dans la connaissance des affaires indigènes. Ces bureaux arabes peuvent être considérés comme les ancêtres des S.A.S.
<b>1844 – 12 Février</b>	Circulaire de Bugeaud codifiant les infractions et tarifant les amendes. C'est l'ancêtre du Code de l'indigénat. Début de la mise en place de ce quadrillage de lois répressives chargées d'assurer la sécurité du système colonial.
<b>1844 – 4 Mars</b>	Biskra est occupée par l'armée française.
<b>1844 – 14 Août</b>	Bataille d'Isly au Maroc ; défaite de l'armée marocaine, l'Emir Abdelkader est abandonné par le roi du Maroc.

<sup>3</sup> voir aussi : LES ALGERIENS SOUS LE REGIME DE LA "RESPONSABILITE COLLECTIVE" ET DU "DROIT DE SECONDE QUALITE" - par Zahia el Mokrani-Gonon - <http://www.socialgerie.net/IMG/pdf/noteadditionnelleloid-2.pdf> - document joint de l'article 71 de socialgerie. – mis en ligne le 1<sup>er</sup> septembre 2009 : **20 AOUT 1955 : MASSACRE DES POPULATIONS ALGÉRIENNES - LES CRIMES DE L'ARSENAL JURIDIQUE COLONIALISTE** - <http://www.socialgerie.net/spip.php?article71>

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1844 – 10 Septembre</b>	Traité de Tanger, la France exige du sultan du Maroc la neutralisation de l'Emir Abdelkader.
<b>1844 – 1<sup>er</sup> Octobre</b>	Ordonnance sur la propriété foncière dont les principales dispositions ont été les points suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Régulariser la situation résultant des transactions foncières.</li> <li>• Supprimer l'inaliénabilité des biens habous.</li> <li>• Désormais c'est la loi française qui régit toutes les transactions entre européens et indigènes en matière immobilière.</li> <li>• Régler les formes d'expropriation pour cause d'utilité publique.</li> <li>• Tendre à reconnaître et à augmenter le domaine de l'Etat et pas conséquent à procurer des terres à la colonisation.</li> </ul>
<b>1844 – 4 Octobre</b>	Arrêté portant création d'une Chambre de commerce à Skikda.
<b>1844 – 14 Octobre</b>	Arrêté portant création d'une Chambre de commerce à Oran.
<b>1845 - Début</b>	Soulèvement sous l'impulsion des Derkaoua et de Boumezrag.
<b>1845 – 18 Mars</b>	Traité franco-marocain qui interdit à l'Emir Abdelkader ou à ses troupes la possibilité légale de séjourner au delà de la frontière.
<b>1845 – 15 Avril</b>	Ordonnance qui consacre la dualité des systèmes dans l'organisation de l'Algérie. Elle distinguait : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Territoires civils : ceux sur lesquels il existe une population civile européenne assez nombreuse.</li> <li>• Territoire arabe : là où les populations algériennes sont majoritaires et où à contrario la population européenne est faible.</li> <li>• Une transition : des territoires mixtes : ceux sur lesquels la population européenne est peu nombreuse.</li> </ul> <p>En plus cette ordonnance partage l'Algérie en trois provinces : Alger – Oran – Constantine.</p>
<b>1845 – 19 Juin</b>	Enfumades d'Ouled Riah par le Général Péliissier qui fit périr 760 personnes sur ordre du Maréchal Bugeaud : <i>« si des gredins se retirent dans leurs cavernes, imitez Cavaignac aux Sbéha, enfumez-les à outrance comme des renards ».</i>
<b>1845 - Juillet</b>	Harcelé par les troupes coloniales L'Emir Abdelkader se réfugie au Maroc. Mais ses anciens alliés se retournent contre lui, il rentre en Algérie.
<b>1845 – 23,25 Septembre</b>	Victoire de l'Emir Abdelkader à Sidi Brahim.
<b>1845 – 31 Octobre</b>	Pour faire face au mouvement insurrectionnel le gouvernement français introduit le système du séquestre. Les faits qui y donnent lieu étaient limités à deux cas : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Actes d'hostilité soit contre les Français soit contre les tribus soumises à la France.</li> <li>2. Abandon pour passer à l'ennemi.</li> </ol>
<b>1846 – 21 Juillet</b>	Ordonnance foncière qui procède <ol style="list-style-type: none"> <li>1. à un recensement général des titres de propriétés rurales en Algérie.</li> <li>2. à la délimitation, présentation, et vérification des titres de propriété sous peine de déchéance.</li> </ol> <p>Le territoire soumis à la délimitation par l'acte de 1846 concernait à peu près exclusivement pour le Sahel et la Mitidja 168.000 hectares ; dont 60.000 environ</p>



**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	devait revenir à l'Etat en vertu des causes de déchéance. De ce fait 2.000 familles pouvaient être arrachées au sol qu'elles cultivaient et laissées sans moyen d'existence.
<b>1846 – 19 Décembre</b>	Arrêté portant création d'une Chambre de Commerce à Annaba.
<b>1847 – 17 Février</b>	Khalifa Ben Salem fait sa soumission aux troupes françaises.
<b>1847 – 13 Avril</b>	Boumaza se rend aux troupes françaises.
<b>1847 – 5 Juin</b>	Soumission du Bey Ahmed de Constantine. Il s'établit à Alger.
<b>1847 – 23 Décembre</b>	L'Emir Abdelkader se rend aux troupes françaises. Il obtient la promesse qu'il sera libre d'aller s'établir au Proche Orient avec sa famille.
<b>1847 – 1848 - hiver</b>	Crise économique précédée par trois mauvaises années. Elle atteint les récoltes, les troupeaux et les hommes. Les maladies infectieuses et contagieuses se développent à travers tout le pays.
<b>1848 – 3 Novembre</b>	L'Emir Abdelkader est interné au château d'Amboise.
<b>1848 – Novembre - 1949</b>	Soulèvement des Zaatchas. <sup>4</sup>
<b>1848 – 4 Mars</b>	Décret qui déclare l'Algérie partie intégrante du territoire français ; diverses mesures sont prises pour introduire en Algérie l'organisation administrative de la France.
<b>1848 – 30 Mai</b>	Création d'un Congrès algérien composé exclusivement d'européens élus. Il devait délibérer sur toutes les questions d'ordre politique et financier intéressant l'Algérie.  On se trouve en présence de l'ancêtre des délégations financières.
<b>1848 – 4 Novembre</b>	Nouvelle Constitution française dont deux articles concernaient l'Algérie : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Art.21 admet les Français d'Algérie à élire des représentants à l'Assemblée Nationale. Cette Constitution crée trois départements avec des Conseils Généraux et municipaux élus par les Européens, administrés par des préfets et sous-préfets dotés de Conseils de préfecture.</li> <li>• Art. 109 déclare le territoire de l'Algérie territoire français.</li> </ul>
<b>1850 – 6 Août</b>	Décret portant création de six écoles arabes françaises à Alger, Constantine, Oran, Annaba, Blida, Mostaganem pour le double enseignement de l'arabe et du français.  <i>« Les Algériens ont vu dans cette tentative une sorte de piège tendu à leur simplicité en vue de leur ravir leur nationalité et leur religion ».</i>
<b>1841</b>	Décès du Bey Hadj Ahmed à Alger.
<b>1851</b>	Début de l'insurrection en Grande Kabylie.
<b>1851</b>	L'Algérie participe à l'Exposition Internationale de Londres.
<b>1851 – 11 Janvier</b>	Loi qui transforme l'Algérie en annexe commerciale de la France. Cette loi entraîne l'assimilation de l'économie algérienne et française. Elle élève les droits d'entrée sur

<sup>4</sup> voir socialgerie article 1156 "DES RESTES D'ALGÉRIENS DANS UN MUSÉE PARISIEN, BARBARIE COLONIALE!".

[http://www.socialgerie.net/ecriture/?exec=articles&id\\_article=1156](http://www.socialgerie.net/ecriture/?exec=articles&id_article=1156)

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	les produits étrangers jusqu'au montant fixé au tarif métropolitain et, d'autre part, elle supprime en France tout droit d'entrée sur les produits algériens.
<b>1851 – 30 Avril</b>	Arrêté organisant le culte musulman. Cet arrêté visait : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Au recensement des mosquées.</li> <li>• A la détermination du nombre des gens du culte et à leur rémunération. On créa un clergé musulman officiel.</li> </ul>
<b>1851 – 16 Juin</b>	Loi foncière qui proclame : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'inviolabilité de la propriété.</li> <li>2. La liberté des transactions.</li> <li>3. L'application de la loi française à toute transaction entre Européens ou entre Européens et Algériens art. 17 : « <i>aucun acte translatif de la propriété d'un immeuble appartenant à un musulman au profit d'une autre personne musulmane ne pourra être attaqué pour cause d'inaliénabilité fondée sur la loi musulmane</i> ».</li> </ol>
<b>1851 – 16 Juin</b>	Loi déclarant les forêts d'Algérie propriété de l'Etat français.
<b>1851 – 16 Juin</b>	Loi sur les régimes des eaux en Algérie avec comme principe : les eaux font partie du domaine public.
<b>1851 – 16 Juillet</b>	Loi déclarant : « <i>la propriété est inviolable sans distinction entre les possesseurs indigènes et les possesseurs français</i> ».
<b>1851 – 4 Août</b>	Loi portant création de la Banque d'Algérie d'escompte, de circulation et de dépôt à Alger.
<b>1852 – 14 Janvier</b>	Nouvelle constitution qui supprime les libertés accordées aux Européens en 1848 : plus de représentants de l'Algérie au corps législatif.  Cette constitution confie au Sénat le soin de régler par un Senatus Consulte la constitution de l'Algérie.
<b>1852 – 16 Avril</b>	La Bourse de Commerce d'Alger est créée « <i>cette institution dira l'exposé des motifs, viendra en aide aux effets du commerce sérieux et honnête en lui permettant de consommer ses opérations sur un terrain commun et au grand jour de la publicité</i> ».
<b>1852 – 16 Septembre</b>	L'Emir Abdelkader est libéré du château d'Amboise.
<b>1852</b>	L'armée coloniale occupe la Petite Kabylie.
<b>1852 – 4 Décembre</b>	Prise de Laghouat par l'armée coloniale, ce qui entraîne une insurrection généralisée jusqu'à Touggourt.
<b>1853</b>	L'Emir Abdelkader s'installe à Bursa en Turquie.
<b>1854 – 29 Novembre</b>	Fin de l'insurrection dans la région de Laghouat et de Touggourt.
<b>1855</b>	L'Emir Abdelkader s'installe à Damas. Il y installe une vaste bibliothèque faisant acheter pas des émissaires de nombreux livres et manuscrits en provenance de tous pays.
<b>1856 - 1861</b>	Une nouvelle crise économique se déclenche.  Désormais les crises cycliques européennes deviennent des facteurs économiques bien plus déterminants que les conditions naturelles locales qui jusqu'alors rythmaient la vie des algériens.

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1856 – 22 Mars</b>	Arrêté portant création d'une Chambre de Commerce à Constantine.
<b>1857</b>	L'Emir Abdelkader visite Jérusalem et Hébron en Palestine.
<b>1857 – 8 Avril</b>	Lois sur les chemins de fer.
<b>1857 – 11 Juillet</b>	Fin de la révolte en Grande Kabylie.
<b>1858 - Juin</b>	Devant la résistance héroïque des populations algériennes, le Ministre de l'Algérie fait cette déclaration pleine d'amertume : « <i>Nous sommes en présence d'une nationalité armée et vivace qu'il faut éteindre par l'assimilation</i> ». (C.R. Ageron. Histoire de l'Algérie contemporaine 1871-1954...).
<b>1858</b>	Révolte des Aurès.
<b>1859</b>	Révolte des Beni-Snassen (Tlemcen – Ghazaouet).
<b>1860 – 10 Décembre</b>	Décret portant création du Conseil Supérieur du Gouvernement. Il est présidé par le Gouverneur Général et comprend 53 membres : 31 élus et 22 membres de droit. Cette composition en faisait une « <i>chambre d'enregistrement</i> » aux pouvoirs trop restreints.
<b>1860</b>	Voyage de Napoléon III en Algérie.
<b>1863 – 22 Avril</b>	Senatus-Consulte relatif à la constitution de la propriété foncière en Algérie. Il reconnaît aux tribus les propriétés dont elles ont la jouissance permanente et traditionnelle. Il prévoit trois opérations : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Délimiter les territoires des tribus.</li> <li>2. Répartir des terres entre les différents douars.</li> <li>3. Etablir la propriété privée.</li> </ol> La mesure inquiète l'aristocratie musulmane qu'elle affaiblit, rompt les assises traditionnelles de la société tribale : « <i>Le but assigné est la désintégration de la tribu</i> ».
<b>1863 – 23 Mai</b>	Décret portant création des djemaâs dans chaque douar.
<b>1864</b>	Le Maréchal Mac-Mahon est nommé Gouverneur Général de l'Algérie. Il est chargé d'appliquer la politique du « <i>Royaume Arabe</i> ».
<b>1864 - Mars</b>	Insurrection des Ouled Sidi-Cheikh (Sud-Oranais).
<b>1864 – 14 Juillet</b>	Senatus-Consulte qui adopte les dispositions suivantes : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'indigène musulman est français, néanmoins il continue d'être régi par la loi musulmane.</li> <li>2. L'indigène musulman peut être admis à servir dans les armées. Il peut être appelé à des fonctions et emplois civils.</li> <li>3. L'indigène musulman peut, sur sa demande, être admis à jouir des droits de citoyens français ; dans ce cas il est régi par les lois civiles et politiques de la France.</li> </ol> Ce texte a été l'un des fondements de la politique d'assujettissement. Il est demeuré l'une des bases du régime politique et administratif algérien jusqu'en 1940.
<b>1865 – Mai - Juin</b>	Second voyage de Napoléon III en Algérie.
<b>1866-1868</b>	Série de calamités naturelles : invasion de sauterelles en 1866, sécheresse avec apparition des famines. Au cours de ces années 500.000 algériens périrent des suites de ces calamités.

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1867 - Mai</b>	Arrivée du Cardinal Lavignerie en Algérie. Elle marque le début d'évangélisation des populations musulmanes : « <i>Notre mission n'est pas d'y transporter la population de la Mère Patrie. Notre mission est de nous assimiler en ramenant à notre civilisation qui était celle de leurs pères, ces populations berbères... Il faut cesser de « parquer » (ce peuple) dans son Coran. Il faut que la France lui donne l'Évangile ou qu'elle le chasse dans les déserts loin du monde civilisé</i> ».
<b>1867 – 17 Juillet</b>	Loi douanière qui complète celle du 11 janvier 1851. Elle établit entre la France et l'Algérie une liberté totale de commerce. Il se crée ainsi une véritable unité économique entraînant le libre échange entre les deux territoires de la totalité de leurs produits agricoles et industriels.
<b>1868</b>	Suppression du corps des « Amines ». cette mesure enlève aux couches moyennes la possibilité d'exister.
<b>1868 – 20 Mai</b>	Décret portant création de la Commune Mixte qui est destinée à évoluer vers la Commune de plein exercice.
<b>1870 – 24 Octobre</b>	Décret transformant les trois anciennes provinces en trois départements comprenant chacun un territoire civil et un territoire sous commandement militaire.
<b>1870 – 24 Octobre</b>	Décret Crémieux qui a donné la citoyenneté en même temps que les droits politiques aux israélites d'Algérie. Le statut du droit civil français avec toutes ses charges et toutes ses obligations est imposé aux israélites d'Algérie.
<b>1871 – 23 Janvier</b>	Mutinerie des Spahis algériens.
<b>1871 – 5 Février</b>	Décrets de convocation de l'Assemblée Nationale qui appela les trois départements algériens à envoyer chacun à l'assemblée deux députés élus au scrutin de liste.
<b>1871 – 14 Février</b>	Siège d'El Milia mené par les Ouled Aidoun.
<b>1871 – 15 Mars</b>	Début de l'Insurrection d'El Mokrani. <sup>5</sup> L'échec de cette insurrection entraîne une violente répression. <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'amende collective s'est élevée à 35.000.000 de francs.</li> <li>• Environ 500.000 hectares ont été séquestrés.</li> </ul>
<b>1871 – 29 Mars</b>	L'Amiral de Gueydon est nommé Gouverneur Général de l'Algérie.
<b>1871 – 31 Mars</b>	Arrêté prévoyant le séquestre collectif et individuel.
<b>1871 – 8 Avril</b>	Insurrection généralisée en Petite Kabylie avec l'appel du « Djihad ».
<b>1871 – 21 Juin</b>	Loi concédant 100.000 hectares de terres aux Alsaciens de Lorraine désireux de s'installer en Algérie. Avis d'un publiciste de l'époque : « <i>il fallait établir des lois conçues uniquement en vue de l'extension de la colonie française et laisser ensuite les Arabes se tirer comme ils le pourront à armes égales avec les Européens</i> ».
<b>1871 – 10 Août</b>	Loi qui donne d'importants pouvoirs au Conseil Général de l'Algérie.
<b>1873 - 12 Juin</b>	Le Général Chanzy est nommé Gouverneur Général de l'Algérie.

<sup>5</sup> L'INSURRECTION NATIONALE ALGERIENNE de 1871 et LA COMMUNE DE PARIS - **FIERTÉS ET ENSEIGNEMENTS CROISÉS DE DEUX HISTOIRES PARALLÈLES** in : "REVOLUTION SOCIALISTE" N°6 (revue du PAGES, MARS 1971) – socialgerie article 221 – mis en ligne le 18 mars 2010 <http://www.socialgerie.net/spip.php?article221>.

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1873 – 26 Juin</b>	Loi Warnier dont les principales dispositions étaient les points suivants : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Francisation des terres.</li> <li>2. Faciliter des transactions en prescrivant, après enquête, la délivrance aux indigènes des titres de propriété. On brise l'indivision de façon à amener les indigènes au régime de la propriété individuelle.</li> <li>3. On introduit les procédures de l'enquête partielle.</li> <li>4. Toutes les terres individualisées sont soumises au code civil français.</li> </ol>
<b>1873 – 20 Septembre</b>	Décret consacré à l'électorat et à l'éligibilité des négociants musulmans aux Chambres de Commerce.
<b>1874 - Août</b>	Loi qui supprime toutes les juridictions kabyles et crée les tribunaux français.
<b>1875 – 20 Février</b>	Naissance de l'Emir Khaled – petit-fils de l'Emir Abdelkader à Damas.
<b>1875 – 23 Septembre</b>	Décret qui modifie l'application en Algérie de la loi du 10 août 1871 sur la composition du Conseil Général. Ce Conseil Général comprend deux catégories de membres : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les citoyens français qui détiennent les 4/5<sup>ème</sup> ou 5/6<sup>ème</sup> des sièges.</li> <li>• Les autres musulmans nommés d'abord parmi les propriétaires fonciers. Leur élection à partir de 1908 change très peu la composition locale des Conseils Généraux (<i>in</i> Collot. Les Institutions algériennes).</li> </ul>
<b>1876 – 26 Mars – 29 Avril</b>	Soulèvement d'El Amri dans la région de Biskra : environs 6.000 insurgés. L'échec entraîne : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amende collective d'environ 200.000 francs.</li> <li>• Les tribus qui avaient participé à ce soulèvement furent dispersées ; l'une d'entre elles fut envoyée dans le Tell oranais.</li> </ul>
<b>1876 – 30 Décembre</b>	Arrêté portant création du corps des administrateurs des communes mixtes. Ces fonctionnaires ont été considérés comme le symptôme de l'ordre colonial.
<b>1878 – 1879 Hiver</b>	Famine dans tout le pays.
<b>1879 – 30 Mai</b>	Insurrection dans les Aurès. Elle dura deux semaines. La répression se traduisit par : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une razzia des troupeaux</li> <li>• Une amende collective.</li> <li>• Séquestre de 2.777 hectares.</li> <li>• Des condamnations.</li> </ul>
<b>1880 – 6 Juillet</b>	Circulaire restreignant le pèlerinage à La Mecque.
<b>1881 – 10 Mai</b>	Insurrection de Bouamama dans le sud Oranais.
<b>1881 – 28 Juin</b>	<b>Code de l'Indigénat</b> qui est une juridiction d'exception. Elle permet aux juges de paix dans les communes de plein exercice et aux administrateurs dans les communes mixtes de prononcer des condamnations pour des délits « <i>spécifiquement indigènes</i> ». Ce code crée des peines spéciales contre les musulmans algériens qui se réunissent sans autorisation, que ce soit pour le pèlerinage ou un repas public... ou une manifestation.
<b>1881 – 26</b>	Décret adoptant le système de rattachement.

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>Août</b>	Chaque service algérien est rattaché directement au Ministre compétent.
<b>1882</b>	L'Armée française occupe le Mzab.
<b>1882 – 23 Mars</b>	Loi établissant l'état civil pour les Algériens. Cette mesure s'inscrit dans la ligne de la politique d'assimilation. Elle faisait obligation aux Algériens d'avoir une carte d'identité, de choisir un patronyme « <i>la constitution de l'état civil (était) et (devait être) une œuvre de dénationalisation, l'intérêt de celle-ci était de préparer la fusion</i> ». L'établissement de l'état civil pour les musulmans est ouvertement présenté comme une opération de « <i>dénationalisation</i> ». Il faudrait y ajouter la francisation massive des noms de lieux qui visaient en quelque sorte à transformer le paysage social du pays. ( <i>in</i> Cl Collot. Op. cité).
<b>1883 – 13 Février</b>	Décret sur l'enseignement primaire musulman. Ferdinand Buisson directeur de l'enseignement primaire au Ministère de l'Instruction Publique définissait ainsi la tâche à accomplir : « <i>instruire une population indigène c'est avant tout lui apprendre notre langue</i> ». Ce décret portait création d'un diplôme spécial pour indigène et d'un corps de maîtres indigènes. ( <i>in</i> . CH. R. Ageron. Les Algériens musulmans de la France).
<b>1883 – 26 Mai</b>	L'Emir Abdelkader meurt à Damas.
<b>1884 – 5 Avril</b>	Décret qui élargit à l'Algérie la loi municipale. Cette extension se fait avec d'importantes modifications et conduit à une domination sans égale de la population européenne sur la population musulmane. Le corps électoral musulman ne comprend que des personnes âgées de plus de 25 ans, comptant deux années de résidence dans la commune et appartenant à quelques catégories précises : propriétaires fonciers, employés de l'Etat, titulaires de décorations.
<b>1884 – 29 Décembre</b>	Institutionnalisation du monopole de pavillon.
<b>1887 – 22 Avril</b>	Loi foncière : le petit Senatus-Consulte le partage en cas d'indivision entre plusieurs familles : système des licitations.
<b>1887 – 9 Décembre</b>	Décret réglementant l'enseignement indigène.
<b>1887</b>	Les Algériens dans leur grande majorité refusent d'inscrire leurs enfants dans les écoles françaises. Ben Rahal, un des notables de l'Algérie du siècle passé nous en donne les raisons : « <i>En l'état actuel, l'arabe d'Algérie peut subir l'instruction ; je dis SUBIR parce qu'il ne la demandera pas ; il est même disposé, sauf quelques rares exceptions, à y voir une sorte de piège tendu à sa simplicité en vue de lui saisir sa nationalité et sa religion</i> » (Ben Rahal. Etude sur l'application de l'instruction publique en pays arabe : <i>in</i> Bulletin de la société de la géographie et d'archéologie de la Province d'Oran, 1887).
<b>1891 – 7 Avril</b>	Pétition des habitants de Tlemcen contre le projet de naturalisation en masse des Algériens et l'imposition du service militaire.
<b>1891 – 4 Décembre</b>	Déclaration de Burdeau à la Chambre des Députés : « <i>l'établissement de la race française sur le sol algérien : Voilà la question dominante</i> ».
<b>1892</b>	L'Emir Khaled se fixe en Algérie avec toute sa famille.
<b>1884 – 21</b>	La loi du 21 mars sur les syndicats a été expressément déclarée applicable à l'Algérie

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendjab – Alger - édition 1983*

<p><b>Mars</b></p>	<p>par son article 10. Cette loi en faisant disparaître toutes les entraves au libre exercice du droit d'association pour les syndicats professionnels, en supprimant toutes les autorisations préalables et toutes les formalités inutiles, a eu pour conséquence, de faire naître des groupements professionnels dont le nombre est allé croissant au fur et à mesure que se développait l'esprit d'association.</p> <p>En 1901, on avait 101 syndicats se répartissant de la façon suivante :</p> <p>Le département d'Alger : 49          Le département d'Oran : 30          Le département de Constantine : 22</p> <p>En 1911, ce chiffre avait doublé et la répartition se faisait de la façon suivante :</p> <p>Le département d'Alger : 126          Le département d'Oran : 61          Le département de Constantine : 54</p> <p>A cette date le total des syndiqués était de l'ordre de 18.945.</p> <p>Enfin, pour 1921, les chiffres sont les suivants :</p> <p>Le département d'Alger : 203          Le département d'Oran : 82          Le département de Constantine : 59</p> <p>Nombre total : 344</p> <p>Ces syndicats étaient groupés en unions et fédérations et affiliés à la C.G.T.  <i>(in : Gouvernement Général de l'Algérie. Les lois ouvrières et institutions sociales en Algérie. Alger. 1922).</i></p>
<p><b>1889 -          Décembre</b></p>	<p>Naissance de Abdelhamid Benbadis à Constantine.</p> <p>Quelques étapes de sa vie<sup>6</sup> :</p> <p>Il est issu d'une très vieille famille constantinoise, a fait ses études primaires en langue nationale à Constantine.</p> <p>1908-1912 : poursuit les études à la Grande Mosquée de la Zeitopuna à Tunis.</p> <p>1912-1913 : se rend en pèlerinage à la Mecque, et fait un séjour à Médine et au Caire.</p> <p>1914 – avril : commence son enseignement à la « Mosquée Verte » « <i>Djemaa-al-Akhdar</i> » de Constantine.</p> <p>1919 : Il débute dans la presse à l'occasion de la création du journal <i>Al-Najah</i>.</p> <p>1925 – 2 juillet : aidé d'un groupe d'amis, il lance le journal « <i>Al-Mountaqid</i> ».</p> <p>1925 - novembre : après la suspension d'El-Mountaqid, il lance le nouveau journal <i>Ech-Chihab</i>.</p> <p>1926 – 21 Décembre : il est l'objet d'une agression dans les rues de Constantine.</p> <p>1931 – mai : fondateur et président de l'Association des Oulémas.</p> <p>1936 – 3 janvier : Abdelhamid Benbadis lance un appel pour la tenue d'un Congrès regroupant toutes les personnalités et forces politiques du pays.</p> <p>1936 – juin : prend une part active à la préparation et aux travaux du Congrès</p>

<sup>6</sup> **AVRIL 1970 - TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE CHEIKH ABDELHAMID BEN BADIS : INITIATIVE DU PAGS À L'ORIGINE DE "YOUM AL 'ILM"** <http://www.socialgerie.net/spip.php?article1153>  
 révolution socialiste - avril 1971 dans sa version en français : **CENTENAIRE DE LA NAISSANCE D'IBN BADIS ABDELHAMID - TOUTE UNE VIE AU SERVICE DE LA LIBERTÉ ET DU PROGRÈS -**  
<http://www.socialgerie.net/spip.php?article1153#3>  
 et Scan de la réédition 1989 [http://www.socialgerie.net/IMG/pdf/Ben\\_Badis\\_brochure\\_1989\\_PAGS\\_fr.pdf](http://www.socialgerie.net/IMG/pdf/Ben_Badis_brochure_1989_PAGS_fr.pdf)

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	<p>Musulman Algérien (C.M.A.).</p> <p>1936 – juillet : fait partie de la délégation algérienne qui se rend à Paris auprès du gouvernement français pour déposer le cahier de revendications issu du C.M.A.</p> <p>1936 – août – septembre : entreprend une tournée à travers tout le pays pour expliquer le contenu de la charte revendicative du C.M.A.</p> <p>1939 : des séries d'épreuves familiales affectent la vie de Benbadis. Il perd son fils unique et l'un de ses frères.</p> <p>1940 – 16 avril : mort d'Abdelhamid Benbadis à Constantine. (<i>in</i> : Merad Ali. Abdelhamid Benbadis, Commentateur du Coran...).</p>
<b>1892 – 1<sup>er</sup> Mai</b>	<p>Constitution de la Bourse de travail d'Alger et d'Oran.</p> <p>La bourse de travail d'Oran comprenait en 1900, 6.000 syndiqués et 15 corporations (<i>in</i> : Echo d'Oran 30 octobre 1900).</p>
<b>1892 – 18 Octobre</b>	Décret réglementant l'enseignement indigène. L'obligation scolaire est restreinte aux garçons et à quelques localités.
<b>1892 – 7 Septembre</b>	Décret instituant une procédure de conciliation, et une procédure d'arbitrage. Ces mesures sont mises à la disposition des employeurs et des employés en vue de faciliter la solution de leurs différends et de leurs conflits collectifs.
<b>1892 – 28 Décembre</b>	Arrêté portant création de la Chambre de commerce de Béjaïa.
<b>1893-1894</b>	Crise viticole : « <i>ce fut, dans une économie fondée de plus en plus sur la viticulture, des expropriations en chaînes, de dramatiques liquidations hypothécaires, de retentissantes faillites commerciales</i> » ( <i>in</i> : Isnard. La vigne en Algérie).
<b>1893 – 14 Avril</b>	<p>Constitution des SIP. Le syndicat indigène de prévoyance est à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une institution de prévoyance (assurance collective contre l'incendie, la grêle, les accidents).</li> <li>• Une institution de secours (aide aux indigènes, ouvriers agricoles et cultivateurs pauvres).</li> <li>• Une institution de mutualité (prêts annuels en nature ou en argent aux fellahs ou aux khammès).</li> </ul>
<b>1893 – 7 Novembre</b>	L'Emir Khaled entre à l'école Saint-Cyr.
<b>1893</b>	Année de famine : les épidémies se répètent et on assiste à l'apparition d'une nouvelle forme de résistance : des attentats contre la propriété européenne.
<b>1895 – 21 Février</b>	Pétition des notables de Constantine. 1.700 signatures exprimant leur attachement à l'Islam : « <i>notre plus cher désir, la chose à laquelle nous tenons le plus c'est de conserver notre loi : la charia</i> ». ( <i>in</i> : C.R. Ageron. Op. cité...).
<b>1895 - Avril</b>	Voyage de Jean Jaurès en Algérie.
<b>1895 – 22, 23, 23 Juin</b>	III <sup>ème</sup> Congrès du « <i>Parti Socialiste ouvrier algérien</i> » en présence de 65 délégués.
<b>1895 – 11 Septembre</b>	Constitution des djemaâs où les membres sont désignés par l'autorité administrative.
<b>1895</b>	<p>Publication d'un livre « Algérie Libre » dont l'auteur Dessoliers est professeur de droit.</p> <p>Pour dépasser les crises économiques de la colonie, il préconise l'autonomie de</p>



**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	l'Algérie au profit des colons : « <i>les baisses des prix agricoles sont dues à la sujétion de l'Algérie. L'Algérie devenue libre pourrait valoriser ses produits, elle pourra ainsi édifier à l'abri d'une protection douanière une industrie, fabriquer elle-même ses tissus et son papier.</i> »
<b>1897</b>	Naissance de M'Barek El Mili.
<b>1897 – 16 Avril</b>	Nouvelle loi foncière. La procédure d'ensemble est abolie. Elle est remplacée par la procédure partielle s'appliquant indifféremment au territoire melk ou arch. Au lieu d'être imposée d'office, elle est facultative. Tout propriétaire occupant ou acquéreur peut requérir une enquête.
<b>1897 – 1<sup>er</sup> Novembre</b>	Création de la Bourse de Travail de Constantine.
<b>1898 – 28, 29, 30 Avril</b>	IX <sup>ème</sup> Congrès de la S.F.I.O. Il eut à discuter cette proposition du groupe d'Alger : « <i>l'exclusion de tous les juifs qui font partie du syndicat</i> ». Lorgeas, délégué d'Alger déclare : « <i>qu'il ne s'agit pas de religion, mais d'une race exécrationnable par son caractère, sa façon de vivre, son isolement et sa rapacité</i> ». (Archives de France Série F7...)...
<b>1898 – 19 – 25 Avril</b>	Emeutes anti-juives à Alger organisées par les colons qui demandent une plus grande autonomie. Max Régis déclarait : « <i>Je voulais me mettre à la tête de ce mouvement d'indépendance de l'Algérie</i> ». (Il s'agit d'une indépendance pour les colons) in Ageron...
<b>1898 – 16 Mai</b>	Naissance à Tlemcen d'Ahmed Mesli dit Messali. Quelques étapes de sa vie : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Issu d'une famille pauvre, membre de la confrérie des Derkaouas.</li> <li>• Commence à travailler dès son jeune âge (9 ans).</li> <li>• En 1918, fait son service militaire à Oran, puis à Bordeaux (France).</li> <li>• En 1921, rentre à Tlemcen où il suit le mouvement de l'Emir Khaled.</li> <li>• Octobre 1923, émigre à Paris où il travaille dans différents établissements. Il participe aux manifestations et grèves organisées par le P.C.F. et le C.G.T.U. Il aurait suivi des cours organisés par le parti communiste français à l'école de Bobigny. Il a été donc, à l'origine un militant du P.C.F.</li> <li>• 1926, création de l'Etoile Nord Africaine dont semble-t-il Messali Hadj ne fait pas partie.</li> <li>• Octobre 1926, Messali Hadj prend pour la première fois la parole dans un meeting organisé par l'E.N.A.</li> <li>• Février 1927, délégué au Congrès de la Ligue anti-colonialiste et anti-impérialiste, organisation créée par l'Internationale Communiste (I.C.) qui se tient à Bruxelles. Dans son intervention, Messali Hadj réclame l'indépendance de l'Algérie. Au cours de ce Congrès, il est nommé au comité exécutif provisoire de la Ligue anti-impérialiste à côté de Hadj-Ali Abdelkader, Menouar et Marouf, tous les trois militants du P.C.F.</li> <li>• Octobre 1930, il crée le journal « El-Oumma ».</li> <li>• 28 mai 1933, Messali Hadj réorganise l'E.N.A.</li> <li>• Juillet 1934, menacé de poursuite l'E.N.A. se donne le nom de « Glorieuse Etoile Nord-Africaine » avec pour Président Messali Hadj.</li> <li>• 1<sup>er</sup> Novembre 1934, il est écroué à la prison de la Santé.</li> <li>• Février 1935, reconstitution de l'ENA sous le sigle Union Nationale des Musulmans Nord-Africains dont le Président est toujours Messali.</li> <li>• Septembre 1935, il participe au Congrès islamique qui s'est tenu à Genève, et où il rencontre Chakib Arslan.</li> <li>• 2 Août 1936, débarque à Alger où il prend la parole au stade municipal.</li> </ul>

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mars 1937, annonce la création du PPA.</li> <li>• 27 Août 1937, Messali Hadj est arrêté. Il est condamné à deux ans de prison.</li> <li>• Libéré le 27 Août 1939, il est de nouveau arrêté.</li> <li>• Libéré en juillet 1946, il fonde le MTLD.</li> <li>• 1952, Messali Hadj entreprend une tournée à travers les villes d'Algérie.</li> <li>• Il est arrêté à El-Asnam et expulsé d'Algérie.</li> <li>• Après le 1<sup>er</sup> Novembre 1954, il s'oppose au FLN et crée le MNA et une centrale syndicale l'USTA.</li> <li>• 3 Juin 1974, mort de Messali Hadj. Il est enterré à Tlemcen. (in : Dictionnaire Maitron...).</li> </ul>
<b>1898 – 23 Août</b>	Décret instituant des Délégations Financières.
<b>1899 – 1<sup>er</sup> Janvier</b>	Constitution de la Bourse de Travail du quartier Mustapha à Alger, avec un comité de 54 membres regroupant 18 syndicats avec 600 membres.
<b>1900 – 7 Septembre</b>	Grève des Dockers d'Oran. La police procède à l'arrestation de 2 grévistes : « <i>un arabe a été également arrêté pour jet de pierres sur les ouvriers qui travaillaient</i> » (in : Echo d'Oran. 7 septembre 1900).
<b>1900 – 19 Décembre</b>	Loi qui dote l'Algérie : <ul style="list-style-type: none"> <li>• De la personnalité civile.</li> <li>• D'un budget spécial.</li> </ul> <p>La politique d'autonomie consiste à développer considérablement les pouvoirs du Gouverneur Général. Cette autonomie budgétaire est maintenue par le statut du 20 septembre 1947 jusqu'aux réformes engendrées par la guerre de Libération Nationale à partir de 1956.</p>
<b>1901 – 29 Décembre</b>	Arrêté portant création d'une Chambre de Commerce à Mostaganem.
<b>1901 – 21 Mars</b>	Décret qui a rendu exécutoire en Algérie, sous réserve de certaines modifications, les dispositions concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels et les mesures de protection spéciales à l'égard des enfants, des filles mineures et des femmes.
<b>1901 – Avril - Mai</b>	Soulèvement populaire à Miliana Marguerite <sup>7</sup> .
<b>1902- 24 Décembre</b>	Loi qui aménage le Sahara algérien en circonscription administrative : "Les Territoires du Sud".  Ces territoires du Sud forment une entité administrative séparée, dotée de la personnalité juridique et d'un budget propre.  Les premiers jalons d'une tentative de partition de l'Algérie sont mis en place.
<b>1903 – 21 Février</b>	Loi forestière qui instaure le régime de la responsabilité collective.
<b>1903 – Avril</b>	Pétitions des populations algériennes adressées au Président de la République Loubet, demandant

<sup>7</sup> Margueritte, 26 avril 1901 : premier soulèvement du 20<sup>ème</sup> siècle – algerie infos-saoudi – 27 avril 2013 - <http://www.algerieinfos-saoudi.com/article-margueritte-26-avril-1901-premier-soulevement-du-20eme-siecle-117398115.html>  
Voir aussi dossier et illustrations sur le site [http://miliana.comuv.com/insurrection\\_Margueritte.htm](http://miliana.comuv.com/insurrection_Margueritte.htm)

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	<p>la suppression des expropriations,  la modification du code forestier,  l'abrogation de la loi sur la responsabilité collective.</p>
<b>1903 – 5 Mai</b>	Nomination de Jonnart au poste de Gouverneur Général.
<b>1903 – 17 Octobre</b>	Arrêté du Gouverneur Général instituant une Commission Consultative du Travail.
<b>1903</b>	<p>Naissance de Mahmoud Latrèche à Jérusalem (Palestine) d'une famille algérienne émigrée qui a fui l'occupation coloniale.</p> <p>Quelques étapes de sa vie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• A créé à Haifa en 1917 le premier syndicat des ouvriers du bâtiment.</li> <li>• En 1926, il adhère au Parti Communiste Palestinien (PCP).</li> <li>• 1927-1930, il suit ses études à l'École d'Orient de Moscou.</li> <li>• 1930, membre du Bureau Politique du PCP.</li> <li>• 1931-1933, arrêté par les autorités britanniques de Palestine. Il est condamné à deux ans de prison.</li> <li>• 1933, membre du BP du Parti Communiste Syro-Libanais. Il est en outre chargé de réorganiser le Parti Communiste Egyptien et de mettre en place le Parti Communiste Irakien.</li> <li>• 1935, arrêté par les autorités françaises à Damas.</li> <li>• 1935 août : le VIIe Congrès de l'Internationale Communiste (IC) qui tient son Congrès à Moscou, le désigne comme membre de son Comité Exécutif.</li> <li>• 1938, se déplace en mission à Paris. Il est arrêté par les autorités françaises.</li> <li>• Après sa libération l'I.C. le désigne pour aller en Algérie où il est arrêté en 1939.</li> <li>• 1943-1946, responsable à Alger du syndicat des ouvriers du bâtiment.</li> <li>• 1946-1955, membre du comité de rédaction de l'organe central du P.C.A. en langue nationale "<i>Al Djazair – El-Djadida</i>".</li> <li>• Il est arrêté pendant la guerre de Libération Nationale.</li> <li>• 1962-1965, membre du Comité de rédaction de l'organe central de l'U.G.T.A. "<i>Révolution et Travail</i>" ;</li> <li>• A partir de 1968 il fait un long séjour à Berlin, capitale de la RDA où il rédige ses mémoires "<i>Les chemins de la lutte</i>".</li> <li>• En 1974 il retourne à Alger où il passe les dernières années de sa vie ; suivant de très près le mouvement progressiste dans les pays arabes.</li> <li>• 1981 février : mort de Mahmoud Latrèche. Il est enterré au cimetière d'El Kettar à Alger.</li> </ul>
<b>1904</b>	La fédération nationale des cheminots d'Algérie comptait en 1904, 27 syndicats avec 3430 membres.
<b>1904 – 18 Septembre</b>	Décret appliquant à l'Algérie la loi du 1er juillet 1901 relative au droit d'association.
<b>1905 – 1<sup>er</sup> Mars</b>	Décret sur la législation du travail abrogeant celui du 21 mars 1902. Ce nouveau texte soumet à la surveillance des ingénieurs et des contrôleurs des mines, les établissements industriels, usines, manufactures, chantiers ou ateliers et, le travail des enfants dans les mines, minières et carrières.
<b>1905 - 9 Décembre</b>	<p>Loi instituant la séparation du culte et de l'Etat.</p> <p>Elle institue le système des "<i>Associations Cultuelles</i>". Ces associations cultuelles devaient se déclarer conformément à la loi du 1er juillet 1901 sur les associations et</p>

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	indiquer les limites territoriales dans lesquelles elles fonctionneraient. Elles étaient habilitées, tant à percevoir des cotisations et à faire des collectes parmi leurs membres qu'à percevoir des rétributions pour les services religieux.
<b>1907 – 2 Janvier</b>	Loi qui décide que les édifices affectés à l'usage du culte ainsi que les meubles les garnissant continueraient d'être laissés à la disposition des fidèles et des ministres du culte pour la pratique de leur religion.
<b>1907</b>	Constitution de la Bourse de Travail d'Annaba.
<b>1907 – 27 Septembre</b>	Décret appliquant à l'Algérie la loi de 1905 établissant la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Elle reconnaissait la liberté de conscience et proclamait la liberté du culte.
<b>1907 – 2 Décembre</b>	Fondation de l'hebdomadaire " <i>l'Islam</i> ".
<b>1907 Décembre</b>	Fondation du journal " <i>Lutte Sociale</i> " organe du Parti Socialiste de l'Oranie. Le premier numéro est paru à Sidi Bel Abbés. Pierre Larribère en était le fondateur.  " <i>Lutte Sociale</i> " est devenue après le Congrès de Tours en 1920, l'organe de la fédération algérienne du P.C.F.  Après le Congrès constitutif du P.C.A. en octobre 1936, elle s'est transformée en organe central du P.C.A.  Le journal a été interdit en 1939.  Il est réapparu en 1946 avec un nouveau titre " <i>El-Djazair El-Djadida</i> " en langue nationale.  C'est un des plus anciens journaux du mouvement national algérien.
<b>1907 - 1908</b>	Congrès constitutif de la Fédération algérienne du parti socialiste sous la présidence de Marcel Cachin.
<b>1908 – 13 Avril</b>	Loi décidant que l'Etat, les départements et les communes pouvaient engager les dépenses nécessaires pour l'entretien et la conservation des édifices du culte dont la propriété leur était reconnue.
<b>1908 – 24 Septembre</b>	Décret qui porte élection des membres algériens au Conseil Général. Malgré tout, la composante change très peu de ce qu'elle était.  En effet, le collège électoral est très restreint. Ce sont toujours les propriétaires fonciers, les cadis qui sont membres du Conseil Général.
<b>1908 – 24 Septembre</b>	Différentes prophéties populaires continuaient de courir : " <i>annonçant que de Fès à Alger tout le monde allait travailler au soulèvement et qu'un mystérieux Hadj Kada allait se manifester</i> ".
<b>1909 – 11 Janvier</b>	Arrêté du Gouverneur Général organisant en Algérie le service de l'inspection du travail. Une inspectrice du travail en résidence à Alger assiste les inspecteurs départementaux dans la surveillance des établissements industriels ou commerciaux où prédomine l'élément féminin.
<b>1909 – 21 Janvier</b>	Un décret est promulgué rendant applicable à l'Algérie la législation "métropolitaine" sur le repos hebdomadaire.
<b>1909 – 17 Mars au 1<sup>er</sup> Avril</b>	Grève sur le réseau de chemin de fer Annaba Guelma.  Cette grève " <i>se terminera par l'octroi des principales revendications</i> ".
<b>1909 – 13 Juillet</b>	Circulaire par laquelle le Ministre de l'Intérieur soumet la désignation des agents du culte à son agrément.

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1909 – 28 Décembre</b>	Important meeting à Annaba qui a rassemblé 3000 personnes. Les orateurs réclament la suppression du Code de l'indigénat, les impôts arabes et des tribunaux d'exception.
<b>1910</b>	La grève générale des cheminots eut des répercussions en Algérie. Une souscription est organisée dans Lutte sociale.
<b>1910 – 28 Août</b>	Grève des dockers de Skikda. Les grévistes ont organisé un : <i>"cortège de manifestants algériens, précédé d'un drapeau vert frappé du croissant et de l'Etoile"</i> .
<b>1910 – 5 Octobre</b>	<i>"Lutte Sociale" lance un appel : "aux populations d'Algérie où elle dénonce l'indigénat, les tribunaux répressifs... Ici ne sont pas appliquées les lois ouvrières si dérisoires qu'elles soient ailleurs... ici nous français, nous sommes tenus en sujétion et les indigènes les vaincus sont mis hors de la loi humaine"</i> .
<b>1911 – 1<sup>er</sup> Août</b>	<i>"Lutte Sociale" publie un appel aux « Instituteurs indigènes »</i> signé de Kebaili.
<b>1911</b>	L'application du service militaire rencontra une violente opposition auprès des masses algériennes qui ont préféré émigrer vers les pays musulmans (Turquie, Syrie, Palestine) plutôt que d'accepter de servir dans l'armée française. Cette <i>"Hijra"</i> a touché deux régions du pays : Tlemcen et la Petite Kabylie.
<b>1912 – 3 Février</b>	Décret sur le recrutement des Algériens. Les appelés au tirage au sort étaient incorporés pendant trois ans dans l'armée française.
<b>1912 – Fin Mars</b>	Importante grève à Mers-El-Kebir dans les carrières et entreprise de construction du port à la suite d'un accident du travail qui causa la mort d'un ouvrier. Les ouvriers réclamaient l'application de la loi sur les accidents du travail en Algérie, ainsi que toutes les autres lois sociales.
<b>1912 – 23 Mai</b>	Manifestations à Nédroma contre le projet de conscription.
<b>1912 – 18 Juin</b>	Manifeste du mouvement « Jeunes Algériens » remis au Gouvernement Français.
<b>1912 – 28 Septembre</b>	II <sup>ème</sup> Congrès de la Fédération socialiste de l'Algérie en présence de Marcel Cachin. Ce congrès avait inscrit à son 7 <sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : « La Question indigène » moyen à employer pour que la propagande atteigne le prolétariat indigène. Navarro délégué d'Alger expose les difficultés auxquelles se heurte le parti socialiste pour atteindre le prolétariat indigène : <i>« malheureusement dit-il notre désir de faire son éducation sociale se heurte à des difficultés insurmontables en raison des rigueurs de la législation algérienne et de l'accusation terrible que l'on fait retentir aux oreilles des militants qui s'aventurent sur ce terrain immédiatement soupçonnés d'excitation d'indigènes à la révolte »</i>  Ce congrès adopte une résolution de Marcel Cachin tendant à envoyer deux ou trois parlementaires socialistes en Algérie pour y étudier la situation et pour que les protestations des indigènes soient portées par les nôtres à la tribune, que les réformes urgentes qu'ils demandent soient exigées par les nôtres ». ( <i>in : Lutte Sociale</i> )
<b>1912</b>	Bachir El Ibrahimy s'installe à Médine pour poursuivre ses études.
<b>1913 - Juin</b>	Un Congrès Arabe se tient à Paris. Il appelle à la révolte pour aboutir à la constitution de la Nation Arabe.
<b>1913 – Juillet</b>	Un journaliste de la « <i>Voix du Peuple</i> » en tournée en Algérie, note <i>l'apparition d'un prolétariat algérien qui pénètre, écrit-il, dans toutes les industries... et concurrence</i>

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	<p><i>de plus en plus la main d'œuvre européenne. Il appelle donc les syndicats à se pencher sur l'organisation de ce nouveau prolétariat. « J'ai la conviction, écrit-il, que dans l'agriculture, les mines, etc. il sera impossible de faire aboutir les revendications si l'indigène est tenu à l'écart de l'action engagée et des avantages à obtenir ; et il ajoute plus loin : « aucun avantage n'a été donné aux indigènes, en compensation des devoirs qui leur sont imposés, ils sont les paria de la colonie. Les indigènes sont les vaincus, les faibles, mais ils sont le pivot de l'organisation ouvrière algérienne ». (in : Voix du Peuple juillet 1913).</i></p>
<b>1913</b>	<p>La dépossession des fellahs algériens les poussait vers la paupérisation. C'est ce que les plus lucides parmi les agents de l'administration coloniale craignaient le plus. « <i>le plus grand danger pour le pays déclarait Burdeau devant le Sénat : c'est la formation d'un prolétariat indigène</i> ».... Van Vollenhoven dans un livre consacré au fellah algérien écrit : « <i>si l'on estime comme moi que cette chute du peuple indigène dans le prolétariat constitue un grave danger pour l'avenir, qu'elle nous enlèverait notre moyen d'action le plus puissant sur la race vaincue..., elle ouvrirait dans la colonie une question sociale d'autant plus farouche, qu'elle se grefferait sur des antipathies de race et de religion ; on en conclura qu'il est temps de songer au moyen de prévenir une telle éventualité</i> » (in : Van Vollenhoven. Le fellah algérien 1914).</p> <p>De son côté Abel Ferry déclarait en 1913 devant la chambre des Députés : « vingt cinq ans vous aurez en Algérie un prolétariat ouvrier et l'histoire montre, que quand les problèmes sociaux puisent leur force dans des complications religieuses et des ressentiments nationaux ; ils sont alors d'une force d'explosion incomparable » (in : Ageron...).</p> <p>Ces types de déclaration sous forme de mise en garde ont couvert toutes les dernières soixante années de la période coloniale.</p>
<b>1914 – 24 Avril</b>	Congrès de l'Unions départementale des syndicats de l'Oranie avec la participation de 17 syndicats : les cheminots, les instituteurs, les marins, les cuisiniers...
<b>1914 – 4 Août</b>	Bombardement des ports de Skikda et d'Annaba par les bateaux de guerre allemands.
<b>1914 – 5 Octobre</b>	Soulèvement populaire des Beni-Chougrane.
<b>1915 – 10 Mars</b>	Abdelmalek oncle de l'Emir Khaled passe dans la zone espagnole du Maroc et prêche le « <i>Djihad</i> » dans le Riff.
<b>1916 - Janvier</b>	Un Comité Musulman pour l'indépendance de l'Algérie est constitué à Berlin.
<b>1916 – 27 Juin</b>	Troisième conférence des nationalités à Genève à laquelle prirent part les délégués de la Tunisie et de l'Algérie.
<b>1916</b>	Au cours de ce début du XXème siècle, la résistance à l'occupant colonial prend désormais une nouvelle forme. Dans tout le pays on voit se développer des « bandits d'honneur ». Un peu partout, des fermes, des colons, des cars de voyageurs... sont attaqués, exemple les actions de Bouziane El-Kalli à l'ouest, Benzemat dans les Aurès.
<b>1916 – 10 Novembre</b>	Début du soulèvement populaire dans les Aurès. Un millier de résistants armés attaquent le Bordj de Mac Mahon.
<b>1916 - Novembre</b>	Congrès de Paris de la Ligue des droits de l'homme. Il proclame que le futur traite de paix doit : « <i>consacrer le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes</i> ».
<b>1918 – Début</b>	Publication du programme en quatorze points du Président des États-Unis, Wilson : " <i>le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est affirmé</i> ".

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>Janvier</b>	
<b>1918 – 30 Janvier</b>	Nomination de Jonnart au Poste de Gouverneur Général.
<b>1918 – 21 Juin</b>	Suppression des impôts arabes dans l'Algérie du Nord.
<b>1918 - Juillet</b>	Le rapport mensuel du Gouverneur Général note que les algériens s'intéressent de plus en plus à la lecture du « <i>Journal de Genève</i> » où <i>ils espèrent, dit-il, trouver une documentation plus impartiale que nos propres journaux</i> ». (Archives d'Aix. 11 H.46.).
<b>1918 – 1<sup>er</sup> Septembre</b>	L'Emir Khaled est démobilisé avec le grade de capitaine.
<b>1919 – 4 Février</b>	Loi : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Qui élargit le corps électoral musulman : 420.000 Algériens acquièrent le droit électoral.</li> <li>• Qui facilite l'accès à la citoyenneté française</li> <li>• Qui porte élection des djemaas.</li> <li>• Qui crée le corps des Caid.</li> </ul> <p>C'est une loi assimilationniste. Elle permet l'émergence de nouvelles couches sociales qui à la faveur de leur fonction accèdent à la fortune.</p>
<b>1919 – 6 Février</b>	Décret qui décide que les Conseillers Généraux Musulmans seront élus par les collèges électoraux municipaux et élargit l'accès aux listes électorales. Le corps électoral passe de 5.090 à 103.000 personnes (mais ce total ne représente que 10% de la population musulmane masculine âgée de plus de 25 ans). En plus il porte le nombre des conseillers musulmans du ¼ au 1/3 de l'effectif européen.
<b>1919 – 5 Mars</b>	Premier Manifeste de l'Internationale Communiste relatif à la question coloniale.
<b>1919</b>	Au cours de cette année il y eut dans l'ancien département d'Alger 53 grèves comprenant 7.836 grévistes.
<b>1920 – 1921</b>	Sécheresse avec épidémie de typhus et famine. On a recensé à travers tout le pays des cas d'inanition. <i>L'Echo d'Oran et L'Echo d'Alger</i> parlaient de cadavres dans les rues : « <i>des femmes portant dans leurs bras leurs petits enfants morts d'inanition</i> ».
<b>1920 – Mars</b>	Séries de grèves à Oran, les corporations suivantes débrayent : boulangers, bacheurs, charbonniers, cavistes, carrossiers, ébénistes, espadrilleurs, gaziers, imprimeurs, maréchaux-ferrants, métallurgistes, marbriers, tailleurs de pierre, maçons, tonneliers, serruriers...
<b>1920 – 1<sup>er</sup> Mai</b>	Environ 2.000 travailleurs algériens défilent dans les rues d'Oran aux cris de « <i>Vive Lénine, Vive Trotsky</i> ».
<b>1920 – 29 Mai</b>	Congrès des Maires d'Algérie. Ils protestent en termes violents contre les droits électoraux accordés aux Algériens.
<b>1920 – Juin</b>	L'Emir Khaled est élu successivement délégué financier puis conseiller général à de très fortes majorités malgré l'opposition de l'administration française.
<b>1920 – 9 Octobre</b>	Démission des Conseillers Municipaux d'Alger en vue de permettre une réconciliation avec l'Emir Khaled.
<b>1920 – 30</b>	Déclaration de Morinaud député colon de Constantine : " <i>Avec le vent qui souffle de</i>

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>Décembre</b>	<i>Moscou, il est à craindre qu'avant peu nous ayons en Afrique du Nord des émissaires musulmans prêchant l'insurrection" (in : Echo d'Oran 30 décembre 1920).</i>
<b>1920 – 30 Décembre</b>	Développement de l'insécurité à travers tout le pays. Le député Roux-Fressineng déclarait à la chambre des députés le 30 décembre 1920 : <i>"Cela a commencé après l'armistice, lors de la démobilisation... Les attentats les plus divers et les plus graves, les agressions par bandes armées se sont succédés sans interruption dans les fermes, sur les chemins, sur les voies ferrées. Jamais on n'avait vu cela en Algérie".</i>
<b>1920</b>	Au cours de cette année il y eut dans l'ancien département d'Alger 28 grèves comprenant 6.250 grévistes.
<b>1921 – 30 Avril</b>	« <i>Lutte Sociale</i> » note le développement de la conscience nationale à travers tout le pays : <i>« L'idée nationale s'éveille dans la conscience indigène... Il n'en est pas moins douteux que ce sera un rude coup pour les Etats capitalistes que la constitution de leurs colonies en Etats indépendants... Nous voyons que loin de se montrer hostiles aux aspirations d'indépendance nationale, les socialistes doivent les envisager d'un œil favorable ».</i>
<b>1921 – 7 Mai</b>	La section communiste de Sidi-Bel-Abbès vote une résolution à contenu raciste et en opposition avec l'appel de la III Internationale relatif au mouvement de libération nationale. Des sanctions sont prises entraînant l'expulsion des auteurs de cette résolution.
<b>1921 – Juin</b>	Création par le Parti Communiste Français du Comité d'Etudes Coloniales chargé de mettre en application les appels de Lénine et de la III Internationale.
<b>1921 – Juillet</b>	Le PCF met en place l'Union Intercoloniale.
<b>1921 – Juillet</b>	Désignation d'un nouveau Gouverneur Général de l'Algérie : Steeg.
<b>1921 – 9 Octobre</b>	Elections municipales d'Alger <i>« Malgré des pressions intolérables la liste que patronnait l'Emir Khaled est élue. Pour la quatrième fois consécutive le collège électoral d'Alger manifestait sa confiance à l'Emir Khaled.</i>
<b>1922 – Avril</b>	Voyage du Président de la République Millerand en Algérie.
<b>1922 – 1<sup>er</sup> Avril</b>	Premier tirage du journal « Le Paria » de l'Union Intercoloniale. Parmi ses principaux rédacteurs il y a les noms d'Ho Chi Minh et de Camille Larrivière.
<b>1922 – 20 Avril</b>	L'Emir Khaled présente au Président Millerand les revendications du peuple algérien.
<b>1922</b>	Au cours de cette année il y eut dans l'ancien département d'Alger 16 grèves comprenant 1295 grévistes avec 3.331 journées de chômage.
<b>1923 – 6 Février</b>	Réunion à Alger du Gouverneur Général avec les deux résidents généraux celui de Rabat et de Tunisie. Les points suivants étaient à l'ordre du jour.  Ils ont été définis par le discours de Steeg Gouverneur Général de l'Algérie : <i>« Les problèmes de la santé publique, de l'ordre intérieur, de la sécurité extérieure retiennent au même titre notre attention. Il est des contagions physiques, morales, politiques dont nous éviterons les désastreux effets en les combattant ensemble immédiatement à leur point de départ. (Archives d'Aix en Provence).</i>
<b>1923 – Décembre</b>	Tirage du 1er numéro du journal "La Caserne" en arabe.
<b>1923</b>	Au cours de cette année il y eut dans l'ancien département d'Alger 13 grèves comprenant 3.100 grévistes avec 22.616 journées de chômage.



**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1924</b>	Mahmoud Ben Leikal est arrêté à Mayence à cause de sa propagande anti-militariste au sein des troupes coloniales stationnées dans le Rhur.
<b>1924 – Mai</b>	Hadj Ali Abdelkader se présente aux élections législatives françaises.
<b>1924 – Mai</b>	Tirage d'un tract en arabe et en français par la CGTU à l'occasion du 1 <sup>er</sup> Mai.
<b>1924</b>	Au moment du transfert des cendres de Jean Jaurès au panthéon et lors de l'enterrement d'Anatole France plusieurs milliers d'Algériens participent aux manifestations avec des drapeaux rouges.
<b>1924 – 20 Juin</b>	Meeting de l'Union Intercoloniale contre la guerre du Maroc.
<b>1924 – Juillet</b>	Congrès de l'Internationale Communiste : critiques au PCF pour insuffisance en matière d'aide aux peuples colonisés.
<b>1924 – 11 Juillet</b>	Circulaire de Camille Larrivière, secrétaire de la Commission Centrale Coloniale pour organiser des réunions en vue de recruter des militants des pays colonisés.
<b>1924 – 12, 19 Juillet</b>	Réunion de l'Union Intercoloniale avec la participation de l'Emir Khaled.
<b>1924 - Octobre</b>	Les Nord-Africains émigrés à Bordeaux participent aux luttes contre le colonialisme sous la direction de Sebt Abderrahmane.
<b>1924 – Novembre</b>	Création de l'Etoile Coloniale par le PCF. Plusieurs algériens suivent des cours donnés dans les écoles du PCF dont Messali Hadj.
<b>1924 - Décembre</b>	L'Intercoloniale Communiste accorde un crédit aux deux sections d'Indochine et d'Afrique du Nord.
<b>1924 – 7 Décembre</b>	Congrès des ouvriers nord-africains de la région parisienne.
<b>1924</b>	Au cours de cette année il y eut sans l'ancien département d'Alger 15 grèves comprenant 2.124 grévistes avec 84.151 journées de chômage.
<b>1925 – Mars</b>	Distribution de tracts auprès des nord-africains de Saint-Etienne.
<b>1925 – 15 Mars</b>	Congrès de l'Union Départementale d'Alger du syndicat CGTU. Le délégué Maria fait la déclaration suivante : <i>“C'est au prolétariat indigène qui est le plus exploité que nous devons nous intéresser activement. L'indigène constitue un élément de concurrence vis-à-vis du travailleur européen parce qu'il est payé beaucoup moins. Nous devons enrayer ce mouvement en élevant à leur devoir de classe nos camarades indigènes et en les groupant dans nos organisations syndicales. Il nous faut penser à jeter les bases de cette organisation ».</i> (in Vie Ouvrière).
<b>1925 – 22 Mars</b>	Congrès de l'Union Départementale d'Oran du syndicat CGTU.
<b>1925 – 22 Mars</b>	Congrès de fusion des différentes sections d'Algérie du Parti Communiste. La Fédération algérienne du PCF est constituée.
<b>1925 – Mars</b>	Congrès de l'Union Régionale d'Algérie des syndicats CGTU en présence de 36 délégués représentant 45 syndicats.
<b>1925 – Avril</b>	Distribution de tracts par le Parti Communiste Français chez les travailleurs émigrés de Metz.
<b>1925 – Avril</b>	Congrès des travailleurs nord-africains de Douai.
<b>1925 – 24 Mai</b>	Congrès des travailleurs nord-africains de Marseille.

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1925 – Mai</b>	<p>Elections municipales d’Alger. L’Emir Khaled dirige la liste du Bloc ouvrier et paysan. Ci-joint les noms des candidats.</p> <p>Emir Khaled.</p> <p>Mahmoud Ben Lekhal.</p> <p>Haddou Abdelkader, avocat directeur de l’Ikdam.</p> <p>Raïs Mourad avocat.</p> <p>Yousfi Hamidou, secrétaire du Comité Fraternité algérienne.</p> <p>Hadj Ferchouka Amara, cheminot.</p> <p>Meradi Mohamed, cheminot.</p> <p>Bru Gaston, tôleier.</p> <p>Djouadi Lakhdar, avocat.</p> <p>Ben Ali Meziane, menuisier.</p> <p>Despetit Jules, mécanicien.</p> <p>Sifaoui Ahmed, cheminot.</p> <p>(in : Lutte sociale, 4 avril 1925).</p>
<b>1925 – 2 Juillet</b>	Parution du premier journal de Ben Badis « <i>Al Muntaqid</i> ».
<b>1925 – Septembre</b>	Grève des T.O. (Transports d’Oran) « tous les grévistes sont congédiés » (in : V.O. 18 septembre 1925).
<b>1925 – 22 octobre</b>	Interdiction d’Al Muntaqid à la suite d’articles favorables aux combattants rifains.
<b>1925 – octobre</b>	Grève et manifestations de solidarité avec les combattants rifains. Elles ont entraîné une violente répression. Il y eut 351 arrestations ; 137 ont été condamnés. Le total des condamnations s’est élevé à 46 années de prison et 62.000 francs d’amende.
<b>1925 – 26 Novembre</b>	Le numéro d’ <i>Echihab</i> lance "un appel aux lettrés réformistes". Ce qui constitue l’acte de naissance de l’Association des Oulémas.
<b>1925</b>	Au cours de cette année, il y eut dans l’ancien département d’Alger 9 grèves comprenant 458 grévistes avec 5.297 journées de chômage.
<b>1926 – 1<sup>er</sup> Février</b>	Convocation des communistes de l’Union Intercoloniale pour l’adoption du principe de création dans l’Union Intercoloniale de sections indépendantes par colonie.
<b>1926 – 20 Mars</b>	Première réunion de l’Etoile Nord-Africaine en présence de Hadj Ali Abdelkader.
<b>1926 – 14 Juillet</b>	Premier meeting de l’ENA au 33 rue de la Grange-aux-Belles (siège de la CGTU) : 350 participants.
<b>1926 - Juillet</b>	Banquet offert par l’ENA aux étudiants nord-africains résidant à Paris, Habib Bourguiba prend la parole au nom des étudiants.
<b>1926 – 4 Août</b>	Loi foncière : la procédure d’enquête d’ensemble peut être décidée par le délégué général, soit d’office, soit sur la demande des intéressés.
<b>1926 – 7 Octobre</b>	Réunion de l’ENA sous la présidence d’honneur de l’Emir Khaled.
<b>1926 – 10 octobre</b>	Assemblée générale organisée par l’ENA à l’intention des restaurateurs, commerçants, notables nord-africains résidant à Paris.

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1926</b>	Au cours de cette année il y eut dans l'ancien département d'Alger 18 grèves comprenant 1.114 grévistes avec 6.998 journées de chômage.
<b>1927 – 10, 15 Février</b>	Participation de l'ENA au congrès anti-impérialiste de Bruxelles. Le représentant de l'ENA est Messali Hadj.
<b>1927 – Juin</b>	Edition du journal <i>Ar'Rayat El Hamra</i> qui tire à 15.000 exemplaires.
<b>1927 – Juillet</b>	Le cercle du « Progrès » est fondé à Alger. Ce cercle est en même temps un café, et un salon littéraire. Il est devenu un centre de diffusion des idées réformistes.
<b>1927 – 17 Août</b>	VI Congrès Mondial de l'Internationale Communiste : Intervention du délégué algérien Abderrahman. Il fait l'historique de la Fédération Algérienne du PCF. Il termine son intervention en énumérant les tâches que s'est fixé le Parti : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Vers un véritable parti communiste par sa composition et par son travail.</li> <li>2. Orienter l'activité vers les paysans et les ouvriers agricoles.</li> <li>3. Pour l'amélioration de la composition nationale des syndicats en se penchant beaucoup plus vers les indigènes.</li> </ol>
<b>1927 – 11 Septembre</b>	Assemblée constitutive à Alger de la « <i>Fédération des élus indigènes d'Algérie</i> » en présence de 150 élus.
<b>1927 – Octobre</b>	La ligue anti-impérialiste envoie 80 représentants en Russie à l'occasion des fêtes de la commémoration de la Révolution d'Octobre parmi eux l'Emir Khaled.
<b>1927 – 10 octobre</b>	Réunion du Comité Central de l'ENA pour l'organisation d'un meeting de protestation contre l'arrivée de la délégation des élus à Paris.
<b>1927 – Décembre</b>	Création à Paris de l'Association des Etudiants Nord Africains (AEMNA)
<b>1928 – 22 Marx</b>	Réunion du comité Central de l'ENA, lecture d'une lettre de l'Emir Khaled qui accepte de participer aux travaux de l'ENA.
<b>1928 – 9 Septembre</b>	Congrès de l'Union Régionale CGTU d'Alger.
<b>1928</b>	Publication du volume 1 de l' <i>Histoire ancienne et moderne de l'Algérie</i> de M'barek-el-Mili.
<b>1928</b>	Les tracts de l'ENA (Etoile Nord Africaine) sont répandus en grand nombre en Algérie.
<b>1928</b>	Au cours de cette année, il y eut dans l'ancien département d'Alger, 20 grèves comprenant 1.800 grévistes avec 25.678 journées de chômage. Dans les deux autres départements nous avons les chiffres suivants : Département d'Oran : 10 grèves et 2250 grévistes ; Département de Constantine : 9 grèves et 1.218 grévistes.
<b>1929 – 12 Janvier</b>	Réunion de l'ENA en présence de l'Emir Khaled.
<b>1929 – Janvier</b>	L'ENA compte 4.000 adhérents régulièrement inscrits. Son journal <i>Ikdam Nord-Africain</i> est de plus en plus lu dans beaucoup de régions d'Algérie.
<b>1929 – Janvier</b>	Grève d'une semaine des ouvriers boulangers de la ville d'Oran. Les grévistes étaient au nombre de 348.

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1929 – 18 Janvier</b>	<p>Arrêté du Ministre de l'Intérieur interdisant le journal en langue nationale « <i>Oued-Mzab</i> » ; d'où protestation de <i>Lutte sociale</i> qui écrit : la région algérienne du P.C. a fait distribuer dans les trois départements un tract par lequel elle engage les artisans et les commerçants indigènes touchés par l'interdiction de « l'Oued-Mzab » à répondre à ce coup de force par l'intensification de la lutte contre l'impérialisme et ses alliés socialistes et réformistes français, bourgeois indigènes et pour l'indépendance de l'Algérie ».</p> <p>Et à propos de cette campagne le rapport mensuel du gouverneur général de l'Algérie note que « la campagne de protestation à laquelle a donné lieu l'interdiction du journal arabe l' »Oued-Mzab » a revêtu dans le département de Constantine un caractère particulièrement actif. Non seulement les tracts du P.C. y ont été répandus, mais des lettres, pétitions et dépêches télégraphiques conçues dans les termes les plus vifs m'ont été directement adressés par plusieurs indigènes de ce département » (<i>in</i> : archives de France 7. 13.170).</p>
<b>1929 – 17 au 28 Janvier</b>	Grèves des ouvriers du service de nettoyage d'Oran. Les soldats ont été réquisitionnés pour remplacer les éboueurs.
<b>1929 – 24, 25 Mars</b>	Conférence de la Région Algérienne du PCF en présence de 15 délégués des trois départements. Dans la résolution adoptée, il a été convenu qu'on « <i>s'orienterait plus que jamais vers la conquête des masses indigènes principalement en les poussant vers l'organisation syndicale et révolutionnaire en créant des syndicats ouvriers agricoles et en appelant les indigènes aux postes de direction</i> ». ( <i>in</i> : ANF F 7 13.170).
<b>1929 – 29 Mai au 13 Juin</b>	Les dockers d'Oran, d'Arzew, de Beni-Saf, de Mostaganem, au nombre de 3.000, se sont mis en grève.
<b>1929 – 20 au 31 Juillet</b>	II <sup>e</sup> Congrès anti-impérialiste de Franckfurt en présence de 300 délégués. Il s'est tenu sous la présidence d'honneur de Einstein, de Madame Sun Yat Sen, de Barbusse, de Gorki, Benali Boukort représentait l'Algérie.
<b>1929 – 20 Novembre</b>	Dissolution de l'ENA (Etoile Nord Africaine) pour atteinte à l'intégrité du territoire national.
<b>1929 - Décembre</b>	Un tract édité par la CGTU est distribué à Alger, Annaba, Bejaia, Batna à l'occasion des évènements de Palestine. Il se termine par les slogans suivants : "A bas le sionisme ! Vive l'indépendance des pays arabes opprimés !
<b>1929</b>	<p>Au cours de cette année il y eut dans l'ancien département d'Alger, 22 grèves comprenant 2.210 grévistes avec 27.370 journées de chômage.</p> <p>Dans les deux autres départements nous avons les chiffres suivants :</p> <p>Département d'Oran : 14 grèves et 3.888 grévistes.</p> <p>Département de Constantine : 13 grèves et 1.720 grévistes.</p>
<b>1930 – Février</b>	Parution d'un nouveau journal l' « <i>Algérie ouvrière</i> » : Organe de l'Union Régionale des syndicats Unitaires. Il tire à 5.000 exemplaires.
<b>1930 – Février</b>	Pétition de l'ENA à la Société des Nations contre la célébration du Centenaire de la Conquête de l'Algérie.
<b>1930 – Février</b>	Marouf Mohamed ancien responsable de l'ENA et membre du PC est arrêté à son retour de France : « <i>pour s'être livré pendant son séjour en métropole à des actes d'hostilité contre la souveraineté française</i> » (Archives de France série F7...).
<b>1930 – Avril</b>	A l'occasion de la préparation des fêtes du Centenaire des affiches et des tracts du PC, de la CGTU, du SRI sont diffusés. Les termes employés sont les suivants :

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	« travailleurs indigènes et européens élevez une protestation vigoureuse à l'occasion du 1 <sup>er</sup> mai ... Manifestez votre volonté pour la convocation d'une assemblée nationale populaire, premier pas vers un gouvernement ouvrier et paysan ». (in Archives de France série F7...).
<b>1930 – 1<sup>er</sup> Mai</b>	Le 1 <sup>er</sup> mai de cette année a coïncidé avec les fêtes du centenaire. Les travailleurs ont réagi violemment. Des affiches ont été collées à Alger et dans plusieurs villes du département : « certaines affiches étaient illustrées de gravures multicolores. Sur quelques unes et même quelques uns des tracts le texte français était suivi d'un texte en arabe. Dans les termes employés on trouvait des phrases comme celles-ci » <i>travailleurs indigènes et européens élevez une protestation vigoureuse à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai ... Manifestez votre volonté pour la convocation d'une Assemblée Nationale Populaire, premier pas vers un gouvernement ouvrier et paysan. Travailleurs... dressez-vous contre la tromperie du Centenaire de l'Algérie... Debout pour l'indépendance des peuples coloniaux</i> ». (in : Archives de France série F7...).
<b>1930 – 20 Juin</b>	Constitution de la Fédération des Elus du Constantinois.
<b>1930 – Juin</b>	Congrès des ouvriers arabes en présence de 80 délégués dont 69 algériens. Le congrès adopte un « <i>Manifeste aux ouvriers arabes d'Algérie et lance le mot d'ordre de la création d'une CGT algérienne</i> » (CGTA). <i>Ce congrès adopte une résolution qui appelle à Lutter pour l'indépendance de l'Algérie</i> ». Une commission exécutive est mise en place.
<b>1930- Octobre</b>	Parution du journal « <i>El Ouma</i> » de l'ENA.
<b>1930 – Août</b>	Benbadis fait une longue tournée d'explication à travers tout l'est algérien.
<b>1930</b>	Au cours de cette année il y eut dans l'ancien département d'Alger 4 grèves avec la participation de 391 grévistes qui ont entraîné 2.748 journées de chômage. Pour les deux autres départements nous avons les chiffres suivants : Département d'Oran : 3 grèves. Département de Constantine : 1 grève.
<b>1931 – 5 Mai</b>	Constitution de l'Association des Oulémaq d'Algérie. L'Assemblée constitutive a regroupé 72 personnes. Le Comité Directeur est composé des noms suivants : Abdelhamid Benbadis                                 Président. Bachir Ibrahimi   Vice-Président. Lamine Lamoudi   Secrétaire Général. Tayeb El-Okbi   Secrétaire Général Adjoint. M'Barek El Mili   Trésorier . Ibrahim Bayyoud   Trésorier Adjoint.
<b>1931 – 15 mai</b>	Arrêté portant création d'une Chambre de Commerce à Mascara.
<b>1931 – 6 Juin</b>	Reconstitution de l'Etoile Nord Africaine avec : Hadj Ali Abdelkader                                 Président. Marouf Mohamed   Secrétaire Général. Ali Menouer Abdelaziz                                 Assesseur.

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	Beghoui Assesseur. Si Djilani Assesseur. (in : Archives de la Police Vè arrondissement).
<b>1931</b>	Au cours de cette année des grèves ont été enregistrées à travers tout le pays. Elles se répartissent de la façon suivante : Département d'Alger : 3 grèves et 675 grévistes. Département d'Oran : 4 grèves et 725 grévistes. Département de Constantine : 4 grèves et 241 grévistes.
<b>1932 - 10 Avril</b>	Tirage du numéro 1 du journal El-Amel.
<b>1932 – 3, 10 Mai</b>	Grève des ouvriers sandaliers d'Oran.
<b>1932 – Août</b>	IIè Congrès de l'AEMNA à Alger.
<b>1932 – Décembre</b>	La crise économique de 1929 atteint l'Algérie. <i>"Dans les Médina, personne ne travaille : babouchiers, cordonniers, brodeurs, tous n'ont rien à faire, tous se promènent dans les rues offrant ainsi le triste spectacle du chômage et de ses tristes conséquences"</i> . (in Echo d'Oran).
<b>1932</b>	<i>Ech-Chihab</i> appelle à boycotter les marchandises sionistes : « <i>en leur achetant nous aidons les juifs à reconstituer leur patrie et à mettre la main sur la Mosquée de Jérusalem</i> ».
<b>1932</b>	Aucune grève n'a été enregistrée dans le département d'Alger. Il faut sans doute considérer le fait comme une conséquence de la situation économique qui invite les salariés à accepter l'état des choses actuelles.
<b>1933 – 16 Février</b>	Circulaire « Michel » qui enjoignit aux autorités locales de surveiller de très près l'action des « agents communistes » et « réformistes » suspects de « <i>chercher à atteindre la cause française</i> ». Cette circulaire Michel avait pour effet : 1. L'Interdiction des mosquées dites officielles aux prédicateurs réformistes. 2. La surveillance des divers agents de la propagande réformiste. 3. Ces mesures se traduisirent par de nombreuses fermetures d'école coraniques.
<b>1933 – 2 Mars</b>	Arrêté préfectoral décidant que seuls les agents officiels reconnus et émargeant au budget avaient le droit de prendre la parole dans les Mosquées de l'Etat. Le lendemain manifestation qui rassembla un millier de personnes devant la Grande Mosquée d'Alger.
<b>1933 -7 Mars</b>	« <i>Le 7 mars, les dirigeants communistes se sont rendus à l'Arba où le marché devait avoir lieu le lendemain. Ils avaient la certitude de rencontrer non seulement les indigènes de l'endroit mais aussi un grand nombre d'indigènes des villages environnants. Comme ils s'obstinaient à vouloir tenir une réunion à la Mairie malgré le refus du maire de mettre une salle à leur disposition ils cherchaient à alerter la multitude d'indigènes qui stationnait et vociférait dans la rue. La police et la gendarmerie, en prévision de graves évènements qui auraient pu se produire, sont intervenus et ont opéré plusieurs arrestations</i> » (in : Archives de France série F7)....
<b>1933 - Mars</b>	Un millier d'algérois manifestent dans la rue : « <i>Plusieurs centaine d'indigènes... sont venus d'un peu partout avec femmes et enfants..., se sont présentés en masse devant la Mairie aux heures de séance du Conseil Municipal pour protester. Mais la police était chaque fois intervenue</i> » (in : Archives de France série F7...).

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1933 - Mars</b>	3.000 tlemceniens manifestent dans la rue contre le Cadi.
<b>1933 – Mai</b>	Maurice Thorez en visite en Algérie se rend à l'Arba : « 400 indigènes environ, probablement convoqués à l'avance, et qui l'attendaient dans une rue de la ville, lui ont remis à son arrivée des feuilles de commandement et d'assignation et des états de frais de justice ». (in : Archives de France série F7).
<b>1933 – 17 Mai</b>	Constitution du Parti Nationaliste Révolutionnaire dont la tâche essentielle est la « libération de l'Algérie et de l'Afrique du Nord du joug de l'impérialisme français ».
<b>1933 – 18, 19, 20 Mai</b>	<p>Pour faire face aux conséquences de la crise économique de 1929 se tient à Paris une conférence du « Commerce colonial » pour essayer de trouver une solution « française » à la crise.</p> <p>Tous les rapports de cette conférence ont été établis par des commerçants ou des industriels de la Métropole qui avaient pour mission d'exposer leurs besoins ainsi que les voies et moyens de les satisfaire.</p> <p>Dans le « rapport sur la main d'œuvre indigène présenté à la conférence, les dangers de prolétarianisation des masses indigènes des colonies sont soulignés :</p> <p>« Il n'est nullement souhaitable à cette heure, où n'existe entre la Métropole et la colonie aucune harmonisation des moyens de production et des échanges, de voir s'édifier dans nos fédérations d'outre-mer une vie industrielle et prolétarienne à tout le moins prématurée » (in : Archives de la Chambre de commerce d'Alger – dossier conférence du commerce colonial).</p>
<b>1933 – 17 Juin</b>	Déplacement d'une délégation des élus algériens à Paris. Les ministres refusent de la recevoir.
<b>1933-26 Novembre</b>	Manifestation des petits colons à Constantine au nombre de 3.000 environ contre la mévente du blé.
<b>1933</b>	Reprise du mouvement de grèves. Il a été enregistré au cours de cette année et à travers tout le pays 12 grèves. Celles-ci ont touché particulièrement le secteur du bâtiment.
<b>1934 – 12 Février</b>	Manifestations anti-fascistes organisées par le PC et la CGTU à Alger : 15.000 manifestants dont 5.000 Algériens y prennent part. le mot d'ordre de l'indépendance figurait dans les slogans. Il y a un début d'émeute à la Casbah.
<b>1934 – 24 Février</b>	Le Gouvernement Général Carde institue : « une Commission Spéciale » chargée de donner au Gouverneur Général ses suggestions et son avis sur les améliorations qu'il serait opportun d'apporter à la condition matérielle et morale des indigènes de l'Algérie. Cette commission fut installée le 17 avril 1934, elle n'a par la suite jamais siégé.
<b>1934 – Mars</b>	Un tract en arabe du Parti Nationaliste Révolutionnaire circule à Alger intitulé : « Appel aux Musulmans d'Algérie ». il se termine comme suit : « Frères Musulmans, organisez-vous et formez des rangs massifs et fermement décidés à la lutte pour la libération de notre pays de l'esclavage auquel le soumet l'impérialisme français ». (in : Archives de France série F7...).
<b>1934 – Fin Avril</b>	La Conférence Régionale du Parti Communiste se tient à Kouba. Le comité régional est composé de 11 membres dont 6 Algériens. Le Bureau régional a 7 membres dont 5 Algériens. Le secrétaire est Benali Boukort.
<b>1934 – 12 Mai</b>	Une manifestation qui a rassemblé environ 5.000 personnes se déroule à Tlemcen pour manifester sa désapprobation aux atteintes religieuses. Plusieurs autres villes connaissent au cours de cette même année des manifestations identiques : Constantine

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**

*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	<p>10.000 manifestants ; Jijel et Biskra : 6.000 ; Guelma et Skikda : 4.000 ; Ghazaouet, Sidi Bel Abbès, Souk-Ahras.</p> <p>A Annaba, Abdellah ouvrier typographe membre du PC d'Algérie a été l'un des orateurs au meeting de protestation.</p>
<b>1934 – Juillet</b>	L'ENA décide la modification de son appellation et devient : « <i>Glorieuse Etoile Nord-Africaine</i> ».
<b>1934 – 3, 4, 5 Août</b>	Emeutes anti-juives à Constantine provoquées par la droite européenne fascisante.
<b>1934 – 5 Novembre</b>	Messali Hadj est arrêté et condamné à 6 mois de prison et 2000 francs d'amende.
<b>1934 – 16 Décembre</b>	<p>Premier Congrès de la Section Algérienne du Secours Rouge International (SRI) qui s'est fixé les tâches suivantes :</p> <p>1- Une lutte permanente contre le Code de l'indigénat.</p> <p>2- Lutte contre la terreur en Espagne et soutien effectif aux réfugiés politiques en France et en Algérie.</p> <p>Ce Congrès fut l'occasion d'un vaste rassemblement antifasciste puisque les délégués présents de l'ENA y adhérèrent.</p>
<b>1934</b>	5.000 travailleurs du bâtiment à Oran se mettent en grève. Toute la population oranaise fut mise à contribution pour soutenir les grévistes qui reçurent des vivres. A la suite de cette grève un syndicat C.G.T.U. est constitué avec 2.000 membres dont 1.500 Algériens.
<b>1934</b>	D'après les différentes sources d'information il y eut au cours de cette année 10 grèves pour l'Algérie entière ; en dehors de celle du 12 Février. Quatre grèves ont eu lieu dans le département d'Oran ; quatre dans celui d'Alger avec la participation de 635 grévistes et 3.687 journées de chômage, et deux dans celui de Constantine dont une grève d'ouvriers agricoles qui a duré 10 jours.
<b>1935 – 5 Janvier</b>	Conférence du rayon d'Alger du P.C. en présence de 50 délégués dont 11 Algériens.
<b>1935 – 17 Janvier</b>	3.000 chômeurs manifestent à Alger devant la mairie et le gouvernement général. Echauffourée avec la police, il y eut des arrestations.
<b>1935 – 25 Janvier</b>	Benali Boukort est condamné en vertu de la Circulaire Michel à 2 ans de déportation à Béni-Abbès.
<b>1935 – 6 Février</b>	Après la dissolution de l'ENA constitution d'une nouvelle association : l' « <i>Union Nationale des Musulmans Nord-Africains</i> » qui avait conservé le même symbole de l'ENA : le Croissant et l'Etoile.
<b>1935 – 14,16 Mars</b>	Visite en Algérie du Ministre de l'Intérieur Régnier. Chekiken fut chargé de faire un exposé au Ministre au nom des Elus Musulmans.
<b>1935 – 21,22 Mars</b>	L'interpellation de Violette au Sénat sur les problèmes algériens tourne court. Violette retire son projet de loi qui octroyait des droits politiques à une minorité d'Algériens.
<b>1935 – 5 Avril</b>	Promulgation du décret Régnier réprimant les manifestations contre la souveraineté française, la résistance active ou passive contre l'application des lois, décrets, règlements ou ordres de l'autorité publique. Ce décret a fait les beaux jours des gendarmes et gardes-champêtres. Il renforce l'arsenal des lois répressives.
<b>1935 – 17 Avril</b>	Congrès de l'Association des Savants Religieux Musulmans Algériens et des chefs



**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	de zaouias, organisation rivale des Oulémas.
<b>1935 – 1<sup>er</sup> Mai</b>	Messali Hadj est libéré de prison. Il se réfugie en Suisse qu'il quitte en novembre 1935.
<b>1935 – 12 Mai</b>	Victoire de la droite européenne fascisante aux élections municipales d'Alger.
<b>1935 – 10 Juin</b>	Le colonel De La Rocque passe en revue plus de 10.000 militants : « <i>Croix de Feu</i> » dans la plaine de Oued-Smar.
<b>1935 – 15 Juin</b>	Effectif de la Région Algérienne du PCF. Alger ... .. 231 adhérents dont 71 algériens. Oran ... .. 188 adhérents dont 18 algériens. Constantine ... .. 35 adhérents dont 2 algériens. Effectif de la Jeunesse Communiste. Alger ... .. 61 adhérents dont 19 algériens. Oran ... .. 188 adhérents dont 18 algériens. Constantine ... .. 58 adhérents dont 28 algériens. (Archives inédites).
<b>1935 – 14 Juillet</b>	A Alger grandes manifestations du Rassemblement populaire. Le serment du Front Populaire de lutter pour le Pain, la Paix, la Liberté est prononcé, l'ENA participe au Comité du Rassemblement Populaire et au défilé du 14 Juillet.
<b>1935 – 26 Juillet, 30 Septembre</b>	VII <sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste. Deux délégués algériens prennent part aux travaux : Badsî Mohamed et Ouzegane Amar. La ligne du Front Populaire est adoptée par les partis communistes du monde entier.
<b>1935 – 23 Août</b>	Premier numéro de l' « <i>Entente Franco-Musulmane</i> » organe hebdomadaire de la Fédération des Elus du département de Constantine.
<b>1935 – 6, 7, 8, 9, 10 Septembre</b>	V <sup>e</sup> Congrès des Etudiants Musulmans d'Afrique du Nord : AEMNA.
<b>1935 – 15, 16, 17, Septembre</b>	1 <sup>er</sup> Congrès de l'Association des Oulémas d'Algérie : « <i>Ce congrès clôt solennellement une période de six ans d'évolution, et fournit l'occasion d'un bilan. Il semble que le résultat positif de ce Congrès ait provoqué une prise de conscience, chez les réformistes, de leur profond enracinement dans le pays et de leur importante influence sur les masses</i> ». (in : A. Merad).
<b>1935 – Octobre</b>	Messali Hadj est poursuivi à nouveau par les tribunaux. Il se réfugie à Genève auprès de Chakib Arslan.
<b>1935 – 29 Décembre</b>	Premier numéro d' « <i>El Bassair</i> » hebdomadaire en langue nationale.
<b>1935 –</b>	L'hostilité au système colonial était profond chez les masses algériennes. Elle apparaît à chaque occasion. Voici à titre d'exemple comment CR Ageron décrit une campagne électorale : « <i>malgré l'étroitesse du corps électoral, ces élections (celles de 1934-1935...) révélait dans le département de Constantine la désaffection des populations pour ne pas dire leur hostilité.</i>

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	<p><i>Le scrutin avait pris parfois l'allure d'une manifestation raciale » : la foule des électeurs se précipitait en hurlant : « en avant pour Dieu contre les idolâtres ».</i></p> <p>Ailleurs de longues files d'électeurs s'approchaient en psalmodiant des invocations que la discipline du rythme rend encore plus sinistre. Des mots d'ordre avaient circulé affirmant que « <i>Voter pour les candidats de l'administration c'était voter pour les juifs</i> ».</p> <p>Les rapports des administrateurs des CM étaient des plus pessimistes. Les Caidis ne pouvaient plus parcourir leur circonscription qu'accompagnés d'une escorte armée... des gendarmes étaient attaqués au cours de leurs tournées. Des bruits de « <i>libération prochaine</i> » naissaient dans les masses rurales (in : CR Ageron...).</p>
<b>1935</b>	<p>Au cours de cette année il a été enregistré pour toute l'Algérie 25 grèves.</p> <p>Le département de Constantine contrairement aux années précédentes occupe une place dominante avec 15 grèves. Le secteur du bâtiment a connu 17 grèves sur les 25. Les Algériens restent à l'avant-garde du mouvement gréviste.</p>
<b>1936 – 3 Janvier</b>	<p>Appel de Abdelhamid Benbadis pour la tenue d'un Congrès regroupant toutes les personnalités et forces politiques : « <i>fixation du statut politique du musulman algérien, question vitale qui doit être discutée et définitivement réglée non par un seul homme quelles que soient sa valeur et son autorité, ni par un seul groupement, quels que soient son prestige et son influence sur les masses, mais par tous les représentants, tous les dirigeants de l'opinion musulmane : hommes politiques, oulémas, élus, magistrats musulmans, professeurs, instituteurs, etc.</i></p> <p><i>Il est donc indispensable qu'un Congrès se réunisse de toute urgence dans la Capitale ou ailleurs et qu'un large débat soit institué et clôturé par la formule fixant pour toujours du point de vue politique, le sort de six millions d'êtres humains.</i></p> <p>(in : La Défense...)</p>
<b>1936 – 9 Janvier</b>	<p>L'Emir Khaled meurt à Damas. Lamine Lamoudi écrit dans <i>La Défense</i> : <i>L'Algérie musulmane pleure en lui le Chevalier, le Militant, dont le grand nom reste étonnamment lié à ce mouvement « Jeune Algérien ».</i></p> <p>Benbadis de son côté rend hommage à ce « <i>Chef glorieux, le patriote de haute envergure, l'homme illustre, le petit-fils du Sultan de l'Algérie, gloire des soldats du djihad</i> ».</p> <p><i>Lutte Sociale</i> quant à elle rendit hommage au « <i>grand chef nationaliste</i> ».</p> <p>Le Parti Communiste édita des cartes postales avec son effigie et baptisa ses cercles « <i>Cercles Emir Khaled</i> ».</p>
<b>1936 - Janvier</b>	<p>L'Étoile Nord Africaine adhère au Front Populaire.</p>
<b>1936 – 23 Février</b>	<p>Déclaration de Ferhat Abbas : « <i>La France c'est moi</i> ». <i>Si j'avais découvert la nation algérienne je serai nationaliste... les hommes morts pour l'idéal patriotique sont journellement honorés et respectés. Ma vie ne vaut pas plus que la leur. Et pourtant je ne mourrai pas pour la « patrie algérienne parce que cette patrie n'existe pas. Je ne l'ai pas découverte. J'ai interrogé l'histoire, j'ai interrogé les morts et les vivants, j'ai visité les cimetières personne ne m'en a parlé</i> (in : La Défense).</p>
<b>1936 – 12 Mars</b>	<p>1.000 ouvriers tous Algériens manifestent dans la ville de Kouif. La police intervient : on y relève cinq blessés.</p>
<b>1936</b>	<p>Réponse de Benbadis à la déclaration de Ferhat Abbas : « <i>nous avons cherché dans l'histoire et dans le présent et nous avons constaté que la nation algérienne</i></p>

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	<p><i>musulmane s'est transformée et existe, comme se sont formées toutes les nations de la terre. Cette nation a son histoire illustrée par les plus hauts faits, elle a son unité religieuse et linguistique, elle a sa culture, ses traditions et caractéristiques bonnes ou mauvaises comme c'est le cas de toute nation sur terre. Nous disons ensuite que cette nation algérienne n'est pas la France ; il est impossible qu'elle soit la France ».</i></p> <p>(in : La Défense).</p>
<b>1936 – 17 Mai</b>	<p>La première assemblée régionale du Congrès Musulman se tient à Constantine. Le Comité issu de cette réunion lance l'appel suivant : <i>« nous faisons appel à tous les musulmans des départements algériens pour les inviter à suivre l'exemple de leurs frères constantinois et à fonder dans les principaux centres des comités identiques à celui qui vient d'être constitué à Constantine et qui comprend des élus de la ville ainsi que des délégués de toutes les couches sociales de la population ».</i></p> <p>(in : La Défense).</p>
<b>1936 – 25 Mai</b>	<p>Manifestation de 3.000 chômeurs tous Algériens dans les rues de Sétif. Ils sont regroupés dans une association dont le Président est Lechadi et le Secrétaire Beddari Kouider. Une motion est adoptée par les manifestants.</p>
<b>1936 – Mai – Juin</b>	<p>Victoire électorale de la gauche et constitution du Gouvernement du Front Populaire.</p>
<b>1936 – 7 Juin</b>	<p>Premières assises du Congrès Musulman Algérien qui élabore une charte revendicative en trois points :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• revendications d'ordre administratif.</li> <li>• revendications à caractère économique et social.</li> <li>• revendications d'ordre politique.</li> </ul>
<b>1936 – 10 Juin</b>	<p>Début de la vague de grèves avec occupation des usines. Grèves des ouvriers agricoles dans la Mitidja.</p>
<b>1936 – 20 juin</b>	<p>Loi instituant le congé annuel dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture. Cette loi a été déclarée applicable à l'Algérie en vertu de l'article 3 de ce texte.</p>
<b>1936 – 20 Juin</b>	<p>Plan de revendications immédiates présenté par l'Etoile Nord Africaine au Ministère de l'Intérieur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• revendications politiques</li> <li>• revendications sociales</li> <li>• revendications administratives.</li> </ul>
<b>1936 – 24 Juin</b>	<p>Loi sur les conventions collectives du travail et instituant des délégués élus du personnel.</p>
<b>1936 – 3 Juillet</b>	<p>Circulaire du Ministère du Travail constituant dans chaque département une commission paritaire de conciliation des conflits du travail.</p>
<b>1936 – 14 Juillet</b>	<p>A Alger grand défilé du Front Populaire avec une très forte participation d'algériens.</p>
<b>1936 – 14 Juillet</b>	<p>L'ENA participe au défilé organisé par le Front Populaire à Paris avec 40.000 nord-africains sous les mots d'ordre : <i>« Libérez l'Afrique du Nord » « Libérez la Syrie » « Libérez le monde arabe ».</i></p>
<b>1936 – Juillet</b>	<p>Le développement des grèves, des manifestations, l'entrée des couches les plus larges dans les luttes effrayèrent la minorité européenne. La peur gagne les colons qui demandent des armes et une protection plus grande des pouvoirs publics.</p>

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	Ch. Ageron cite ce rapport établi à la suite des grèves de Juin 1936 : « <i>Si les pouvoirs publics ne prennent pas toutes les dispositions énergiques préalables, nous taperons dans le tas si nous sommes dérangés dans nos vendanges</i> ».  Aubaud affirma au Sénat : « <i>Qu'à Mostaganem les grévistes avaient été tués par des bandes indigènes armées par le PSF</i> ».
<b>1936 – 2 Août</b>	Assassinat de Muphti Kahoul rue de la Lyre à Alger et meeting au stade municipal où Messali Hadj prend la parole pour dénoncer la charte du Congrès Musulman Algérien.
<b>1936 - 8 Août</b>	Arrestation de Cheikh El Okbi accusé d'avoir assassiné l'imam Kahoul.
<b>1936 – 9 Août</b>	A Alger grand meeting du rassemblement national (coalition des partis de droite et d'extrême-droite) au stade municipal avec 25.000 personnes.
<b>1936 – 15 Août</b>	Loi portant création de l'Office national interprofessionnel du blé.
<b>1936 – 17, 18 Octobre</b>	Congrès constitutif du PCA en présence de 129 délégués représentant 5.000 communistes. <sup>8</sup>
<b>1936 – 23 Décembre</b>	Dépôt sur le bureau de l'Assemblée Nationale du projet : " <i>Blum-Violette</i> ". Ce projet est combattu par la Fédération des Maires d'Algérie.
<b>1936</b>	D'après les déclarations du ministre de l'Intérieur à la tribune du Sénat : " <i>le nombre des grévistes atteignait pour toute l'Algérie en juin 1936 le chiffre de 36.000 contre 3500 en fin d'année</i> ».
<b>1937 – 2, 3 Janvier</b>	A Alger, premier Congrès de la Fédération du Parti Populaire Français (extrême-droite fascisante).
<b>1937 – 12 Janvier</b>	A Alger 2.000 élus musulmans réunis au Majestic appellent à soutenir le projet « <i>Blum-Violette</i> » ;
<b>1937 – 15 Janvier</b>	A Alger le Congrès des Maires de l'Algérie rejette le projet « <i>Blum-Violette</i> ».
<b>1937 – 15 Janvier</b>	Dissolution de l'ENA pour son action dirigée contre la France.
<b>1937 – 27 Février</b>	Décret rendant applicable à l'Algérie la loi du 31 décembre 1936 sur les procédures de conciliation et d'arbitrage dans les conflits du travail.
<b>1937 – 1<sup>er</sup> Mars</b>	Une Commission parlementaire est envoyée à Alger afin de procéder à une enquête d'environ 6 semaines sur la situation des Algériens.
<b>1937 – 9 Mars</b>	Grèves dans les mines du Djebel Kouif, répression ; 5 morts et plusieurs blessés.
<b>1937 – 11 Mars</b>	Constitution du Parti du Peuple Algérien (PPA. Son programme stipulait : « <i>Ni assimilation, ni séparation mais émancipation</i> ».  Imache Amar, ancien secrétaire général de l'ENA estime le programme du PPA en retrait sur celui de l'ENA et n'adhère pas au nouveau parti.
<b>1936 - 1937</b>	Sécheresse dans le Sud avec apparition à travers tout le pays de cas de typhus.

<sup>8</sup> Socialgerie :

- 75 ème ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DU PARTI COMMUNISTE ALGÉRIEN  
<http://www.socialgerie.net/spip.php?article596>
- SOIXANTE ANS DU MOUVEMENT COMMUNISTE EN ALGÉRIE - 1996 : ENSEIGNEMENTS D'UN ANNIVERSAIRE du PCA  
<http://www.socialgerie.net/spip.php?article69>

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>– Hiver</b>	
<b>1937 – 24 Avril</b>	Un des plus grands propriétaires fonciers de la région de Guelma se présente aux élections municipales au nom du PPA.
<b>1937 – 27 Juin</b>	Elections municipales qui marquent la victoire de la liste d'Union Populaire présentée par le PCA et la montée du PPA qui recueille 10% des voix.
<b>1937 – 30 Juin</b>	Décret qui porte de 21 à 24 le nombre des membres de la section indigène des délégations financières. Le Congrès Musulman Algérien avait demandé la suppression de cette assemblée.
<b>1937 – Juin</b>	Messali Hadj transfère le siège du PPA en Algérie.
<b>1937 – 9, 10, 11, Juillet</b>	Les deuxièmes assises du Congrès Musulman se tiennent à Alger, la motion suivante est adoptée :  <i>« Le congrès rappelle l'urgence de la réalisation des revendications contenues dans la Charte du 7 Juin 1936 qui est un indispensable minimum.</i>  <i>Demande au peuple musulman de se tenir en état d'alerte.</i>  <i>Décide d'inviter les élus musulmans à tous les degrés à donner leur démission si le projet « Blum-Violette » n'est pas promulgué avant les élections cantonales de cette année ».</i>
<b>1937 – 14 Juillet</b>	Le PPA organise à Alger un important défilé avec les mots-d'ordre « <i>La Terre aux Fellahs</i> » « <i>Parlement Algérien</i> » « <i>Respectez l'Islam</i> » « <i>La langue Arabe Officielle</i> ».
<b>1937 – 27 Août</b>	Cinq membres du Comité Directeur du PPA dont Messali et Lahouel sont arrêtés pour avoir déclaré, en réunion publique, revendiquer l'indépendance. Ils sont condamnés le 4 Novembre à 1 et 2 ans de prison. En prison, ils doivent observer pour la première fois une grève de la faim de 10 jours pour arracher le bénéfice du régime politique.
<b>1937 – 29 Août</b>	Réunion du Comité Exécutif du Congrès Musulman qui prend une série de décisions. Démission immédiate des élus musulmans.  Non collaboration des élus au sein des assemblées délibérantes à compter du 29 Août 1937.  Centralisation des démissions dans les mains du Président des Elus des trois départements pour les élus fédérés et entre les mains du président du Congrès Musulman algérien pour les élus non fédérés.  Radiation des élus membres du CMA qui ne se conformeraient pas à cette décision.  Engagement du CNA à soutenir par tous les moyens en son pouvoir la réélection des élus du Congrès démissionnaires lesquels ne se représenteront qu'après réalisation des revendications et après avoir obtenu l'autorisation du Congrès.
<b>1937 – Août</b>	Constitution de la Fédération de Constantine du PPA.
<b>1937 – Août</b>	Un nouveau journal <i>Ech-Chaâb</i> est lancé par le PPA.
<b>1937 – 30 Septembre</b>	A l'appel du CMA le nombre d'élus démissionnaires atteint les chiffres suivants : - 2500 dans le département de Constantine ; - 150 dans le département d'Alger ; - Une dizaine dans le département d'Oran.
<b>1937 – 30 Septembre</b>	Inauguration de la Médersa Dar-El-Hadit à Tlemcen.

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1937 – 15 Octobre</b>	Aux élections cantonales, les candidats présentés par la Fédération des Elus sont triomphalement élus. Le scrutin révèle le succès grandissant du PPA qui a recueilli près de 6.000 voix à Alger.
<b>1937 – 30 Novembre</b>	A Alger, grève des commerçants de la Casbah à l'appel du PPA pour protester contre les condamnations frappant les leaders du PPA et du Néo-Destour tunisien.
<b>1938 – Janvier</b>	Définition du concept nationalité par le journal <i>El Oumma</i> « Notre nationalité, c'est avant tout notre passé, notre histoire, nos mœurs, nos traditions, nos souvenirs de jeunesse, nos habitudes d'esprit, tout ce qui rentre dans la composition de notre moi et on ne peut pas vider notre nationalité de son contenu par un acte de volonté ». In « El Oumma » N° 59 Janvier 1938.
<b>1938 – 8 Février</b>	Le Congrès de la Fédération des Maires d'Algérie décide la démission collective de ses membres si le projet « <i>Blum-Violette</i> » est promulgué.
<b>1938 – 10 Février</b>	Toppin-Bichon président de la Fédération algérienne des commerçants détaillants s'oppose au nom de sa corporation aux mesures sociales prises par le Gouvernement du Front Populaire : « <i>la semaine de quarante heures reste ce qu'elle a été à l'origine : mal conçue, mal appliquée, néfaste pour tout dire</i> »  Quant aux grèves il en donne l'avis suivant :  « <i>Pour les motifs les plus futiles, les ouvriers cessent maintenant le travail... Il en est de même quand les dockers de Marseille ou d'Alger arrêtant le travail suspendent totalement nos exportations et n'assurent plus nos relations avec la Métropole. C'est là un acte criminel</i> » (In : Journal du Commerce : 10 Février 1938).
<b>1938 – 8 Mars</b>	Décret édictant les pénalités assez sévères contre les maîtres qui ouvraient des écoles sans autorisation. Benbadis voyait dans ce décret « <i>La date la plus funeste de l'histoire de l'Islam en Algérie</i> ».
<b>1938 – 12 Mars</b>	La PPA tient sa première assemblée générale à Paris.
<b>1938 – 18 Mai</b>	La « <i>Défense</i> » dénonce le Front Populaire comme un régime injuste envers les Algériens.
<b>1938 – Mai</b>	Pendant toute la période coloniale, les colons d'Algérie ont vécu dans la peur d'une insurrection. Ils n'ont jamais cru à leur intégration même s'ils ont crié « Algérie Française » et ont appelé à une « Fraternisation ». exemple ce dialogue que nous rapporte un journal au lendemain des grandes grèves de 1936.  « <i>Dans la commune de Vialar, me dit un colon, commune mixte de plein exercice, nous sommes un millier de Français environ pour 42.000 indigènes auxquels s'agglutinent quelques 75.000 nomades. La force publique est à trois bonnes heures de camion et les fils téléphoniques se coupent aisément comme vous savez. S'il y avait un coup dur, nous y passerions tous en un clin d'œil.</i>  « <i>Il n'y a tout de même pas de raison pour en arriver là.</i>  <i>Croyez-vous ? ces populations n'ont rien de commun avec celles de la côte. Elles sont beaucoup plus nerveuses, influençables, mobiles.</i>  « <i>mais sont-elles plus agitées maintenant ?</i>  « <i>Certainement. Le projet « Blum-Violette » et autres stupidités ne se traduisent pas ici par des discussions de doctrine ou d'école...</i>  « <i>Les idéologies distillées par nos politiciens, les discussions de principes qu'elles soulèvent, les brouilles entre français qu'elles engendrent, tout cela se traduit par le sentiment de notre faiblesse et un doute quant à la légitimité de notre action et de</i>

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	<i>notre œuvre de présence</i> ». (In : Je suis partout, 20 Mai 1938).
<b>1938 – Septembre</b>	Ferhat Abbas crée « l'Union Populaire Algérienne » pour la reconquête des droits de l'homme et du citoyen.
<b>1938 – Septembre</b>	Démission de Cheikh El-Olbi du Conseil d'Administration de l'Association des Oulémas.
<b>1938 – 27 Novembre</b>	A Alger élections municipales, à titre algérien Boumendjel et Mohamed Abbas, soutenus par le PPA, sont élus " <i>La stérile lutte d'influence qui opposaient entre elles depuis des années les familles bourgeoises...fut mise pour la première fois en échec et balayée de la scène publique. Le peuple de la Casbah tourna le dos à la politique des "Grandes Familles".</i>

<b>1938 – 20 Novembre</b>	La grève générale lancée par la CGT est très durement réprimée. Cette répression marque la fin du Front Populaire.
<b>1938 – 19 Décembre</b>	Vingt-trois cadres du PPA comparaissent devant le tribunal correctionnel.
<b>1939 – 11 Février</b>	Discours de Maurice Thorez à Alger : « <i>L'Algérie nation en formation</i> ».
<b>1939 – 14 Avril</b>	Des milliers d'Algérois rendent hommage à Arezki Kehal, membre du Comité central du PPA, mort en prison et l'accompagnent à sa dernière demeure en chantant des hymnes nationalistes.
<b>1939 – 30 Avril</b>	Mohamed Douar, ouvrier traminot, candidat du PPA est élu conseiller général d'Alger.
<b>1939 – Mai</b>	Lancement d'un nouveau journal le « <i>Parlement Algérien</i> » rédigé en prison par Messali Hadj et ses compagnons. Il tire à 5.000 exemplaires.
<b>1939 – Mai</b>	Une fraction du PPA dont les leaders sont Mohamed Taleb, Hadj Cherchalli, Si Djilali et Amar Khider se tournent vers l'Allemagne hitlérienne pour tenter d'obtenir une aide en vue du déclenchement d'une insurrection. Cette fraction est exclue du PPA à l'initiative de Messali.
<b>1939 – 20 Juin</b>	La cour criminelle d'Alger, qui eut à juger l'assassinat de l'imam Kahoul, acquitte définitivement El-Okbi.
<b>1939 – 14 Juillet</b>	Manifestation du PPA à Alger : 4.000 personnes défilent avec les mots d'ordre du Parti.
<b>1939 – 27 Août</b>	Décret interdisant les journaux « <i>El Ouma</i> », « <i>Parlement Algérien</i> », « <i>Lutte Sociale</i> ».
<b>1939 – 13 Septembre</b>	Début de la deuxième guerre mondiale.
<b>1939 – 26 Septembre</b>	Décret de dissolution du PCF, du PCA et du PPA.
<b>1940 – 16 Avril</b>	Mort de Abdelhamid Benbadis miné par la maladie et par une série d'épreuves familiales.
<b>1940 – 30 Juillet</b>	Mort de Kaddour Belkaim, Secrétaire Général du PCA à la prison de Serkadji, de typhus.
<b>1941 – 28 Mars</b>	Le tribunal militaire d'Alger rend son verdict dans le procès des détenus PPA. Le total des condamnations est de 123 ans de travaux forcés, 114 ans d'emprisonnement, 560 années d'interdiction de séjour et 160.000 francs d'amende. « <i>Alger se couvre</i>

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	<i>d'inscriptions de protestations ».</i>
<b>1942 – Octobre</b>	Lamine Debaghine prend la direction du PPA clandestin.
<b>1942 – 8 Novembre</b>	Débarquement des Alliés sur les côtes d'Afrique du Nord.
<b>1942 – 20 Décembre</b>	A l'initiative de Ferhat Abbas, les élus adressent " <i>Un message des représentants algériens aux autorités responsables.</i> "
<b>1939 – 1943</b>	La direction clandestine du PPA est assurée par Lamine Debaghine, Filali Abdellah, Ahmed Bouda, Ahmed Mezerna et Khelil.
<b>1943 - Janvier</b>	Nomination de Peyrouton au poste de Gouverneur général de l'Algérie.
<b>1943 – 10 Février</b>	Publication du Manifeste du Peuple Algérien. Ce manifeste remis aux pouvoirs publics de 31 Mars 1943 comporte 56 signatures. Il contenait les points suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Liberté, égalité de tous les habitants sans distinction de race et de religion.</li> <li>• La suppression de la propriété féodale par une réforme agraire.</li> <li>• Reconnaissance de la langue arabe comme langue officielle.</li> <li>• Liberté de presse et d'association.</li> <li>• Instruction obligatoire et gratuite pour les deux sexes.</li> <li>• Liberté du culte.</li> </ul>
<b>1943 – février</b>	Libération des 27 députés communistes français détenus à la prison d'El-Harrach ainsi que celle de 930 autres détenus politiques.
<b>1943 – 3 Avril</b>	Désignation par le Gouverneur Général d'une « <i>Commission d'Etudes Economiques et Sociales Musulmanes</i> » chargée d'élaborer un programme de réformes réalisable même pendant la guerre.
<b>1943 – 26 Avril</b>	Libération des détenus du PPA. Messali Hadj est assigné à résidence surveillée.
<b>1943 – 26 Mai</b>	Additif du projet de réformes du Manifeste. Il stipule que : « <i>l'Algérie sera érigée en état algérien doté d'une constitution propre qui sera élaborée par une assemblée constitutionnelle élue au suffrage universel par tous les habitants de l'Algérie</i> ».
<b>1943 – 6 Juillet</b>	Les syndicats sont autorisés à reprendre leurs activités : neuf mois après le débarquement des alliés.
<b>1943 – 23 Juillet</b>	Provocation des soldats sénégalais contre la population de Skikda. Il y eut 14 tués parmi la population algérienne ( <i>in</i> : Manifeste de la République Algérienne).
<b>1943 – 15 Août</b>	Reprise de l'activité légale du PCA avec la tenue d'une Conférence Nationale.
<b>1943 – 22 Septembre</b>	Les élus algériens refusent de siéger à la session extraordinaire des délégations financières. Ferhat Abbas et Sayeh Abdelkader sont arrêtés et assignés à résidence surveillée.
<b>1943 – 29 Novembre</b>	Dans un rapport émanant du PCF et adressé aux trois partis d'Afrique du Nord, il est dit ceci :  <i>"Union nation française et populations d'Afrique du Nord contre l'ennemi commun. Une démocratie française rénovée, élargie seule pourra apporter à l'Afrique du Nord</i>



**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**

*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	<p><i>l'appui industriel indispensable, des conditions de vie meilleures pour le présent et la garantie d'une émancipation totale pour l'avenir. Rien de commun avec la soi-disante assimilation. Il s'agit d'une union librement consentie des populations d'Afrique du Nord avec la nation française en raison de leur communauté d'intérêts ».</i></p> <p>(in.: Délégation en Afrique du Nord du CC du PCF. Section d'information et d'éducation. Proposition d'éducation du marxisme-léninisme aux trois partis d'Afrique du Nord).</p>
<b>1943 – Novembre</b>	Les syndicats CGT comptent plus de 73.000 adhérents à Constantine, 20.000 dans l'Oranie et 40.000 dans l'Algérois.
<b>1943 – 12 Décembre</b>	Discours du Général De Gaulle à Constantine
<b>1944 – 7 Mars</b>	<p>Ordonnance qui confère l'électorat à tous les musulmans de sexe masculin. Elle range d'autre part parmi les électeurs du premier collège certaines catégories de musulmans en raison de leurs titres tout en leur permettant de conserver leur statut personnel.</p> <p>Toutefois, la condition politique des Algériens restait inégalitaire.</p> <p>En premier lieu le deuxième collège qui ne comprenait que des musulmans, comportait plus d'électorat que le premier.</p> <p>Or le premier collège avait la moitié des élus algériens dans les assemblées françaises et les 3/5 dans les assemblées administratives de l'Algérie.</p> <p>Cette ordonnance porte suppression du Code de l'indigénat.</p>
<b>1944 – 14 Mars</b>	Naissance des « <i>Amis du Manifeste et de la Liberté</i> » (A.M.L.).
<b>1944 – Juin</b>	Conférence des syndicats nord-africains.
<b>1944 – 15 Août</b>	L'Association des Oulémas dépose le « <i>Mémoire</i> » au bureau de la Commission des Réformes Musulmanes.
<b>1944 – 15 Septembre</b>	Parution de l'hebdomadaire « <i>Egalité</i> » des AML.
<b>1944 – 23 Septembre</b>	Conférence Centrale du PCA au cours de laquelle Amar Ouzegane déclare : « ce n'est pas par hasard que d'une part Serda, Abbo et compagnie et d'autre part les faux nationalistes confondent leur politique sous le même mot d'ordre « séparation avec la France » (in : Liberté du 21 septembre).
<b>1944 – 27 Novembre</b>	Série de décrets tendant à accélérer le développement de l'instruction en Algérie.
<b>1944 – 2 Décembre</b>	Deux militants du PPA qui tentaient d'acheter des armes auprès des militaires stationnés à Jijel sont arrêtés.
<b>1944 – 29 Décembre</b>	Ferhat Abbas exprime des réserves sur certaines propositions du PPA : « <i>...il nous parvient en effet que certains éléments qui se réclament de notre mouvement parleraient de l'indépendance de l'Algérie... Si cela était exact, ces éléments desserviraient notre mouvement et trahiraient notre idéologie</i> » (in : <i>Égalité</i> )
<b>1945 – 22 Février</b>	<p>Ordonnance relative aux Comités d'entreprise.</p> <p>Elle est attendue en Algérie par son article 25.</p>
<b>1945 – Février</b>	Réunion qui a regroupé le PPA, les AML et les Oulémas pour examiner les possibilités de tenir un congrès national concernant la proclamation de l'indépendance de l'Algérie (témoignage de Messali Hadj rapporté par Harbi).

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1945 – Février</b>	Les AML lancent une campagne contre l'application de l'ordonnance du 7 mars 1944 par le boycott de l'inscription sur les listes du premier collègue.
<b>1945 – 2, 3, 4 Mars</b>	Congrès des A.M.L. qui adoptent les quatre recommandations suivantes : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Remplacement des assemblées Algériennes par un parlement élu.</li> <li>2. Remplacement du Gouverneur général par un Gouvernement responsable devant le Parlement.</li> <li>3. Reconnaissance des Couleurs Algériennes.</li> <li>4. Amnistie Générale et libération de Messali Hadj.</li> </ol>
<b>1945 - 16 Mars</b>	Conférence pour la constitution de l'Union Constantinoise des syndicats des petits cultivateurs. Le nombre des syndiqués s'élevait à 1.693 (Archives Estorges).
<b>1945 - 16 Mars</b>	Conférence des syndicats des petits cultivateurs d'Oranie en présence de 16 délégués représentant 1.729 syndiqués (Archives Estorges).
<b>1945 - 16 Mars</b>	Conférence Départementale de l'Union Algéroise des syndicats des petits cultivateurs en présence de 32 délégués représentant 2.130 syndiqués (Archives Estorges).
<b>1945 - 19 Mars</b>	Conférence Algérienne des syndicats des petits cultivateurs en présence de 40 délégués représentant 7.100 syndiqués.  Les membres du Bureau élu sont les suivants : Président : Zitoufi du syndicat de Ténès. Secrétaire Général : Estorges. Trésorier Général : Nasri du syndicat d'Ain Defla. Secrétaire adjoint : Badsî Mohamed. Archiviste : Boukhartel Ahmed du syndicat de Maillot.  Les membres de la commission exécutive sont les suivants : Boudiaf Abdelhamid, Abbas, Meddour, Chentouf. (Archives Estorges).
<b>1945 - 23 Mars</b>	Le journal « <i>Egalité</i> » publie la déclaration suivante : « <i>Le Comité Central des A.M.L. ému par les informations qu'il reçoit quotidiennement demande à tous les militants de ne pas répondre à la provocation et aux provocateurs</i> ».
<b>1945 – 2 Avril</b>	Réunion du Bureau Central des A.M.L. La direction se rend compte que le contrôle des sections lui échappe.
<b>1945 – 19 Avril</b>	A l'occasion de la visite de Périllier, préfet d'Alger, de violents incidents éclatent à Reibell lieu d'assignation à résidence de Messali. Selon les témoignages, Messali aurait reçu quelques jours auparavant la visite de Hocine Asselah et Lamine Debaghine qui l'ont entretenu d'un projet d'insurrection auquel il a donné son accord ( <i>in ; Harbi. Aux origines du FLN...</i> ).
<b>1945 – Avril</b>	Tentative d'évasion de Messali Hadj qui devait gagner une ferme des environs de Sétif, futur siège du Gouvernement Algérien. Cette évasion échoue.
<b>1945 – 23 Avril</b>	Messali Hadj est assigné à résidence à Brazzaville. L'activité politique dans le pays s'intensifie. L'idée d'insurrection fait son chemin.
<b>1945 – 1<sup>er</sup> Mai</b>	La célébration du 1 <sup>er</sup> mai donne lieu à des heurts. Il y a trois morts à Alger et un à Oran.
<b>1945 – 8 Mai</b>	Organisation sur tout le territoire de manifestations avec les mots d'ordre suivants : « <i>Libérez Messali</i> », « <i>Vive l'Algérie Indépendante</i> », « <i>Vive l'Algérie</i> ».

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	Dans certaines régions ces manifestations se transforment en une tentative de lutte armée : région de Sétif et Guelma.
<b>1945 – 11 Mai</b>	L'idée d'élargir la lutte armée à tout le pays est adoptée par certains responsables du PPA. Elle échoue devant l'absence de coordination de certains d'adhérer au mot d'ordre.
<b>1945 – 12 Mai</b>	Découverte d'un dépôt d'armes à Jijel.
<b>1945 – 14 Mai</b>	Dissolution des AML, fermeture des Médersas.
<b>1945 – 17 Mai</b>	Déclaration d'Amar Ouzegane sur les événements du 8 Mai 1945. Il y voit : « <i>La collusion criminelle des faux nationalistes du PPA avec la haute administration non épurée et les soutiens du fascisme</i> » (in : Liberté 14 Mai 1945).
<b>1945 – 18 Mai</b>	Réunion du Comité Directeur du PPA, qui fixe pour le 23 le moment de l'insurrection généralisée. Nouvel échec devant l'absence d'organisation. Ces appels velléitaires à l'insurrection entraînent des actes isolés par exemple : « <i>Complot de Cherchell (le 15 Mai), coupure de fils téléphoniques à Saida (18 Mai) également à Haussonviliers (le 23 Mai...)</i> ».
<b>1945 – 24 Mai</b>	Déclaration de Ckeikh Bachir El Ibrahimy sur les causes qui ont entraîné la provocation du 8 Mai 1945. Il y voit une « <i>main secrète qui doit empêcher toute amélioration du sort des populations musulmanes les priver de tous les droits sociaux et politiques en un mot combattre tout développement démocratique en Algérie</i> ». Ibrahimy relie « <i>cette provocation aux exigences des éléments colons d'Algérie d'empêcher toute évolution démocratique. D'ailleurs, écrit-il ce n'est pas la première fois que ceux qui veulent priver les musulmans de tous les droits recourent à la provocation.</i> » <i>Après la guerre de 1914-1918 la loi de 1919 dite la « loi Jonnart » accorde quelques droits aux musulmans. Mais à la suite de troubles savamment provoqués (question des fusils de chasse) la plupart des dispositions de cette loi restent lettre morte ».</i> (in : Liberté du 24 Mai 1945).
<b>1945 – 28 Mai</b>	Après les événements du 8 Mai 1945, mise au point d'un certain nombre de personnalités dont Ahmed Boumendjel, Sator, Kessous, Kheirredine, Bouzar et Abbas Turki : « <i>les soussignés réproouvent avec la dernière énergie les agissements de quelques éléments troubles et inconscients de toutes les origines ethniques qui ont semé la panique au sein des populations algériennes. Ils condamnent tous ceux qui de l'intérieur ou de l'extérieur du mouvement ont tenté de fausser les intentions et les buts d'une action pacifique qui s'inscrit dans le cadre légal des principes démocratiques et républicains</i> ». (in : Egalité 16 Août 1946).
<b>1945 – Mai</b>	Bilan des événements du 8 Mai 1945. <ul style="list-style-type: none"> <li>• 45.000 morts.</li> <li>• 4.650 arrestations dont 3.696 dans le constantinois.</li> <li>• 1.476 personnes jugées par les tribunaux militaires.</li> <li>• 181 personnes ont été condamnées à mort dont une vingtaine ont été exécutées. (Raymond Aron. Origines et causes de la rébellion algérienne...).</li> </ul>
<b>1945 – Juin – Septembre</b>	Action armée en Basse-Kabylie. Il y eut 12 morts et 9 blessés.
<b>1945 - Juin</b>	Lors de la visite du ministre de l'intérieur Tixier : « <i>le PPA réapparaît brusquement</i>

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	<i>sur la scène par une distribution de tracts faite à la même heure dans tous les coins d'Algérie ».</i>
<b>1945 - 2 Juin</b>	Le réseau d'Ouamrane qui devait diriger l'insurrection à Cherchell est découvert. Ouamrane est arrêté et condamné à mort. Libéré après l'amnistie de 1946, il gagne le maquis et participe à la préparation du 1 <sup>er</sup> novembre 1954.
<b>1945 – 5 Août</b>	Elections municipales. Le PPA et les AML recommandent l'abstention.
<b>1945 – 13 Août</b>	Manifeste du CC du PCA qui insiste sur le développement du sentiment d'originalité nationale algérienne. Ce C.C. se prononce pour la dissolution des délégations financières et leur remplacement par une assemblée algérienne.
<b>1945 – 17 Août</b>	Ordonnance qui permet aux algériens non citoyens d'envoyer des représentants aux Assemblées de l'ex-Métropole.
<b>1945 – 19 Septembre</b>	Ordonnance qui supprime les Délégations Financières et le Conseil Supérieur du Gouvernement et le remplace par une Assemblée émanation des Conseils Généraux des trois départements.
<b>1945 – 20 Septembre</b>	Des directives ont été communiquées aux colons en cas de troubles menaçants leur sécurité. Pour cela il leur suffisait de signaler à l'aviation tout danger dont ils sont l'objet en utilisant les expressions suivantes : « <i>Je suis attaqué je demande secours</i> ». ( <i>Liberté du 20 Septembre 1945</i> ).
<b>1945 – 21 Octobre</b>	Elections des délégués à l'Assemblée Constituante : le PPA et les AML recommandent l'abstention.
<b>1945 – 24 Octobre</b>	Lancement par le PCA de la campagne pour l'amnistie pour les algériens victimes de la provocation du 8 Mai 1945.
<b>1946 – 5 Janvier</b>	Lettre du PPA aux différentes délégations des Nations Unies. On y relève les points suivants :  <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Reconnaissance de la nationalité algérienne.</li> <li>2. Etablissement d'une Constitution Algérienne et Républicaine.</li> <li>3. Constitution d'un Parlement Algérien.</li> <li>4. Constitution d'un Gouvernement Algérien Démocratique.</li> <li>5. Reconnaissance des couleurs algériennes.</li> <li>6. Libération de tous les détenus politiques.</li> <li>7. Institution d'une commission inter-allié chargée de déterminer les atrocités commises en Algérie pendant les derniers événements par les troupes de la police et de l'Administration française.</li> </ol>
<b>1946 – 5, 6 Janvier</b>	Session du CC du PCA qui se prononce pour le maintien du double collège et demande une augmentation des députés algériens de 21 à 35 dont 14 pour les représentants européens.
<b>1946 – 9 Mars</b>	Le Parlement français vote une loi d'amnistie pour les condamnés du 8 Mai 1945.
<b>1946 – 23, 24 Mars</b>	3 <sup>e</sup> Congrès du PCA qui appelle à la Constitution d'une grande Union Démocratique Algérienne pour « <i>barrer le chemin à la réaction et au fascisme toujours en train d'édifier de nouveaux complots entre les populations algériennes et le peuple de France, car ce sont la réaction et le fascisme qui cherchent la division entre européens et musulmans pour briser la personnalité algérienne gage de l'avenir de notre pays</i> ».
<b>1946 – 16 Avril</b>	L'Ordonnance instituant les délégués du personnel est étendue en Algérie par son art.20.

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1946 – Avril</b>	Constitution de l'Union Démocratique du Manifeste Algérien UDMA dont le programme s'articule autour de l'idée d'une Algérie nouvelle librement fédérée à une France nouvelle.
<b>1946 – 7 Mai</b>	Loi Lamine Gueye qui confère à tous les musulmans d'Algérie la citoyenneté française. Le corps électoral passe à 1.330.000 électeurs. Le droit de vote aux femmes est toujours refusé. Le maintien du deuxième collège limite considérablement la portée de ces mesures.
<b>1946 – Mai</b>	1 <sup>ère</sup> Conférence des Comités d'amnistie. Le PCA tend à revenir sur le sectarisme qui avait caractérisé sa pratique antérieure notamment à l'égard du PPA.
<b>1946 – 2 Juin</b>	Elections législatives pour la Deuxième Assemblée Constituante. Le PPA appelle à l'abstention. Ces élections marquent l'échec des candidats du parti communiste au deuxième collège. L'UDMA est plébiscité : ses candidats enlèvent 11 sièges sur 13. Ces élections révèlent la puissance du mouvement national.
<b>1946 – 21 Juillet</b>	Congrès de l'Association des Oulémas d'Algérie.
<b>1946 – 21, 22 Juillet</b>	Session extraordinaire du CC du PCA élargie à de nombreux cadres. Le PCA fait l'autocritique de sa stratégie et de son appréciation des événements du 8 Mai 1945. Sa conclusion principale est celle-ci : « Le mouvement national domine tout en Algérie ». Il élabore alors une nouvelle ligne politique marquée par un changement de stratégie qui suppose une alliance préférentielle avec les mouvements nationalistes. Il présente en outre un nouveau programme : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Election d'une assemblée algérienne élue au suffrage universel et direct.</li> <li>• Appel pour la constitution d'un Front National Démocratique pour la liberté, la terre et le pain.</li> <li>• Une réforme agraire.</li> </ul> Jusqu'en 1954 le PCA ne cessera de proposer l'union aux partis nationalistes.
<b>1946 – 2 Août</b>	Ferhat Abbas dépose au bureau de l'Assemblée Constituante une proposition de loi tendant à établir la Constitution de la République Algérienne.
<b>1946 – Août</b>	Elargissement de Messali Hadj qui est assigné à résidence à Paris.
<b>1946 – 26 Septembre</b>	Des tracts du PPA sont diffusés demandant : « <i>le retour libre du chef national sans sa patrie et la légalité pour le PPA</i> ».
<b>1946 – 15 Octobre</b>	Retour de Messali Hadj qui s'installe à Bouzaréah.
<b>1946 – Octobre</b>	Une conférence nationale du PPA, se tient à Bouzaréah. Deux tendances s'affrontent. La première animée par Messali, Lahouel, Maiza. Ils veulent faire participer le parti aux élections. La seconde animée par Omar Oussedik, Boulahrouf, ils préconisent la clandestinité totale ( <i>in</i> : Harbi. Le FKN...).
<b>1946 – 10 Novembre</b>	Elections des députés de l'Assemblée Nationale boycottées par l'UDMA. Le MTLD qui vient de se constituer en parti, se présente pour la première fois aux élections.

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	Il y a cinq élus. Le PCA en a deux.
<b>1946 – Fin de l'année</b>	Le docteur Lamine Debaghine est entendu par le conseil de discipline du MTLD, sur les événements de mai 1945. Il est accusé d'avoir provoqué les événements de Sétif et d'être responsable du mot d'ordre aventureux de soulèvement.
<b>1947 – 9 Janvier</b>	Exclusion d'Amar Ouzegane du Parti Communiste Algérien pour les motifs suivants : <i>« Il a été de 1943 à Juillet 1946 le principal responsable d'une politique qui a gêné considérablement le rassemblement de tous les mouvements nationaux progressistes d'Algérie contre le colonialisme. Sa position s'est révélée particulièrement néfaste dans une série d'articles de presse attaquant certaines fractions du mouvement national algérien le lendemain de la provocation fasciste du 8 Mai 1945 ; dans une analyse particulièrement erronée de la situation politique en Algérie à la suite des élections de Juin 1946 ».</i>
<b>1947 – 17 Janvier</b>	A l'appel des organisations suivantes : PCA, UDMA, Oulémas, CGT, Union des femmes d'Algérie (UFA), Secours Populaire et sous la présidence de Monsieur Blondet maire de Blida, plus de 1.000 Blidéens hommes et femmes... se sont rassemblés vendredi 17 Janvier à la salle du théâtre de la place d'Armes.  A l'issue de cette manifestation, la motion suivante fut votée : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Protestent contre les exécutions de décembre 1946 des 10 condamnés à mort.</li> <li>• Demandent avec force aux autorités compétentes : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'Etablissement des responsabilités de ces exécutions faites malgré les promesses du Président du Gouvernement.</li> <li>2. La révision des procès des 79 condamnés à mort par une juridiction normale, située en dehors du territoire de Constantine.</li> <li>3. Indemnisation des victimes du 8 Mai.</li> <li>4. L'Envoi d'une Commission d'enquête parlementaire.</li> <li>5. Le châtement des véritables responsables du complot fasciste du 10 Mai.</li> </ol> </li> </ul> Affirment leur volonté de rester unis pour faire échec à la réaction colonialiste.  Alger Républicain 18 Janvier 1947.
<b>1947 – 15 Février</b>	1 <sup>er</sup> Congrès du MTLD en présence de 55 délégués. Ce Congrès décide le maintien d'une structure clandestine : le PPA. Il crée différentes commissions dont celle des Affaires Sociales et Syndicales présidées par Aïssat Idir. Il adopte une résolution sur les élections dont le contenu est le suivant : <i>« les élections constituent un moyen tactique qui permet de faire le sondage de l'opinion publique, de faire entendre sa voix et celle du peuple, de faire apprécier l'intégrité des élus du parti par rapport aux autres élus. Elles ne sont pas une force en soi mais une tactique politique ».</i>
<b>1947 – Février</b>	Les patrons boulangers européens du département d'Alger décident de faire une grève. Ce mouvement rencontre l'opposition de leurs ouvriers, ainsi que des patrons boulangers musulmans. Extrait du communiqué du syndicat des petits boulangers musulmans :  <i>« Grâce à notre action, conjuguée avec les ouvriers, nous avons fait échec à la grève projetée par le syndicat patronal. Cette décision de grève, n'avait pas été motivée par des considérations intéressant la petite boulangerie.</i>  <i>Bien au contraire elle était en contradiction absolue avec ceux de la petite boulangerie desservant les quartiers ouvriers...</i>  <i>Quant aux revendications de nos ouvriers, elles sont tout à fait légitimes ».</i>  Alger Républicain 7 Février 1947.

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1947 – 13 Mars</b>	<p>Proposition de loi déposée par Cherif Djemad au nom du PCA. Pour un nouveau statut de l'Algérie. Les principaux points ont été les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'Algérie est définie comme un territoire associé de l'Union Française.</li> <li>• Le pouvoir législatif est assuré par une Assemblée Algérienne élue au suffrage universel avec représentation proportionnelle.</li> <li>• Le pouvoir exécutif est constitué par le gouvernement algérien responsable devant l'assemblée.</li> </ul>
<b>1947 – 21 Mars</b>	<p>Proposition de loi déposée par l'UDMA pour un nouveau statut de l'Algérie défini de la façon suivante par Ferhat Abbas :</p> <p><i>« ni assimilation, ni séparatisme, ni nouveaux maîtres ».</i></p>
<b>1947 – Mars</b>	<p>Un comité de lutte contre l'ignorance s'est constitué à Blida. On y relève les noms suivants :</p> <p>Hadj Hassan de l'Association des Oulémas.</p> <p>Redjmi Ali du PCA.</p> <p>Lisette Vincent institutrice PCA.</p> <p>Bencherchali Mahieddine industriel.</p> <p>Docteur Bachir Abdelwahab</p> <p>Bouchakdji Ali instituteur PCA.</p> <p>Alger Républicain 1<sup>er</sup> Mars 1947.</p>
<b>1947 – Mars</b>	<p>Constitution à Boufarik d'un comité de lutte contre l'analphabétisme.</p> <p>Alger Républicain 8 Mars 1947.</p>
<b>1947 – 17, 18, 19 Avril</b>	<p>IV<sup>e</sup> Congrès du PCA à El-Harrach.</p>
<b>1947 – Avril</b>	<p>Imache Amar, ancien de l'ENA crée le Parti de l'Unité Algérienne.</p>
<b>1947 – Juin</b>	<p>Sentiment de peur chez les colons européens.</p> <p>Un journaliste raconte la visite à un colon d'un petit village européen. Il relate l'état d'esprit des colons qui veillent la nuit pour assurer leur sécurité. Le colon chez lequel il s'est rendu lui a dit notamment : <i>« nous allons veiller pour ne pas servir de gibier. Tous les soirs, voyez-vous, nous assurons une garde à tour de rôle. Nous savons de façon certaine qu'un soulèvement est proche. Aussi nous nous gardons pour ne pas être surpris pendant notre sommeil.</i></p> <p><i>Les soldats sont casernés dans les villes ou agglomérations importantes. Les gendarmes ne résident que dans certains villages ; et puis combien sont-ils ? Ils ont des armes pour nous « de vieux flingues » de l'autre guerre.</i></p> <p><i>Mais si l'insurrection éclatait brusquement comment feraient-ils pour nous les donner. Des kilomètres nous séparent, nous serions proprement égorgés avant qu'ils ne soient intervenus. Alors, mourir pour mourir autant ne pas y passer comme des moutons...</i></p> <p>Quant à l'esprit de l'indigène, il l'expose ainsi : <i>« Ils suivent avec avidité les événements d'Indochine et de Madagascar. Ils brûlent d'en faire autant. J'ai un camarade de classe musulman petit propriétaire comme moi. Il est venu me trouver il y a quinze jours et m'a dit : « si tu me vois pénétrer un jour dans ton jardin, un fusil à la main, n'hésite pas, il faudra me tuer.</i></p>





**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1947 – Juillet</b>	Le Service de Liaison Nord-Africaine : (SLNA) note que « <i>dans la région de Makouda et des Beni-Thour (CM de la Mizrana) circulent un certain nombre de Kabyles armés</i> » (in : Bul. Des SLNA juillet 1947).
<b>1947 – 18 Août</b>	Discours du Général de Gaulle réaffirmant le principe de la Souveraineté française en Algérie.
<b>1947 – 31 Août</b>	Les députés UDMA au Conseil de la République se démettent de leur mandat en signe de protestation contre le statut de l'Algérie.
<b>1947 – 6, 7 Septembre</b>	Le premier Conseil National du MTLD élit le Comité Directeur présidé par Mezerna et a pour secrétaire Lahouel et Khider.
<b>1947 – 20 Septembre</b>	Adoption par le Parlement français du statut de l'Algérie présenté par le gouvernement. Ce statut est repoussé par tous les partis politiques algériens.
<b>1947 – 3, 4, 5 Octobre</b>	Congrès de l'UDMA à Blida.
<b>1947 – 6, 10 Octobre</b>	Congrès de l'Union régionale des travailleurs de l'Etat qui regroupe les établissements de la guerre, de l'air, de la marine et des transmissions de l'Algérie. Ce syndicat regroupait 6.000 adhérents.
<b>1947 – 19, 26 Octobre</b>	Elections municipales en Algérie qui sont un succès pour les candidats du MTLD.
<b>1947 –12 Octobre</b>	Voyage du général de Gaulle en Algérie, où il prononce un discours colonialiste.
<b>1947 – Novembre Décembre</b>	On compte au cours de ces deux mois, environ 100.000 grévistes en Algérie.
<b>1947 – 15 Novembre 15 Décembre</b>	Elections des djemâas dans les communes mixtes et les communes de plein exercice.
<b>1947 – 18 Décembre</b>	<p>. Les Conseillers Municipaux de Mahelma adressent la lettre suivante au Gouverneur Général. <i>"Nous, soussignés, Conseillers Municipaux de Mahelma avons l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants : le 11 décembre 1947 en plein jour et devant tout le monde, le garde champêtre et un employé de la mairie, montés sur un camion appartenant à Monsieur le Maire de la Commune, ont procédé publiquement à une distribution d'armes et de munitions de guerre à toute la population européenne de Mahelma.</i></p> <p><i>Nous protestons énergiquement auprès de vous Monsieur le Gouverneur Général contre les agissements criminels qui tendent à surchauffer les esprits et à créer une atmosphère malsaine, favorable à toutes les provocations et à toutes les entreprises de désordre.</i></p> <p><i>Nous vous prions, Monsieur le Gouverneur Général, d'intervenir pour mettre fin à cette regrettable situation qui a suscité un vif émoi parmi la population musulmane et d'ouvrir une enquête pour punir les responsables de cet état de choses.</i></p> <p align="right">Alger républicain 18 décembre 1947.</p>
<b>1947 – 29, 30 Décembre</b>	Congrès de l'Union des Syndicats confédérés du Constantinois. Les membres du bureau élu sont les suivants :  Soler René.  Brahimi Arezki.

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	Fahem Mohamed. Noui Mouloud.
<b>1947 – Décembre</b>	Constitution de l'OS (Organisation Secrète du MTLD). En 1949 elle comptait environ 1800 hommes et une centaine d'armes.
<b>1947 – Décembre</b>	Constitution d'un Comité Central des grèves pour diriger et coordonner les mouvements en cours. On y relève les noms suivants :  Gallinari des P.T.T. Benmihoub des C.F.A. Boukhala des dockers Mada des C.F.A. Abderrahman des dockers Bensmain des C.F.R.A. Mokhtar des tabacs.
<b>1947 – Décembre</b>	Arrestation de Bellounis Mohamed, conseiller municipal MTLD de Bordj Menaiel.
<b>1947 –</b>	Constitution des Unions Algériennes des Syndicats CGT.
<b>1947 –</b>	Le MTLD envoie une délégation en Tunisie composée de deux syndicalistes dont Bensmain des C.F.R.A. pour étudier l'expérience tunisienne de création de l'UGTT. A son retour à Alger cette délégation se prononce contre cette expérience et contre toute tentative de scission du mouvement syndical. Elle appelle les travailleurs militants du MTLD à renforcer les rangs de la CGT.  (témoignage de B.K.).
<b>1948 – 5 Janvier</b>	Manifeste de l'Emir Abdelkrim pour la formation d'un Comité de Libération du Maghreb arabe.
<b>1948 – 7 Janvier</b>	A la suite de l'arrestation de Hazem responsable syndical des cheminots d'Albou ; une pétition a circulé dans le village pour protester contre son inculpation : « <i>90% des artisans et commerçants d'Akbou ont fermé leurs ateliers et magasins pendant une heure en signe de protestation</i> ».  Alger Républicain 7 Janvier 1948.
<b>1948 – 16, 17, 18 Janvier</b>	VIII <sup>e</sup> Congrès des travailleurs du gaz et de l'électricité (CGT) en présence de 80 délégués.
<b>1948 – 17 Janvier</b>	Un tract signé par Messali Hadj donne le détail des négociations avec l'UDMA et annonce qu'elles sont dans l'impasse.
<b>1948 – 20 Janvier</b>	VII <sup>e</sup> Congrès de l'Union des Syndicats confédérés de l'Algérois ; 300 délégués y participent.  Fayet prononce le discours de clôture et évoque : « <i>le chemin parcouru depuis le Congrès de 1932. Il se félicite de la place prise par les musulmans. Il faudra bien que les pouvoirs publics tiennent compte du désir de liberté nationale qui les anime</i> » et il ajoute : « <i>comme par le passé le syndicalisme continuera donc à lutter pour les deux causes intimement liées : celles du pain et de la liberté</i> ».
<b>1948 –</b>	IV <sup>e</sup> congrès de l'Union Syndicale du bâtiment et du bois de l'Algérois.

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>31 Janvier 1<sup>er</sup> Février</b>	
<b>1948 – 28, 29 Février</b>	Session du CC du PCA qui propose l'ouverture de pourparlers avec le MTLD et l'UDMA en vue de réaliser des listes d'union à l'élection des délégués à l'Assemblée Algérienne.
<b>1948 – 2 Mars</b>	Le MTLD déclare ne réaliser l'union que sur la base du mot d'ordre de « <i>Constituante Souveraine</i> ».
<b>1948 – 3 Mars</b>	A Laghouat, grève des ouvriers du bâtiment au nombre de 130 pour protester contre le licenciement de plusieurs de leurs camarades. Cette grève a duré plusieurs jours. Les travailleurs ont fini par obtenir satisfaction.
<b>1948 – 8 Mars</b>	Première conférence des ouvriers agricoles de la Mitidja en présence de 60 délégués.
<b>1948 – 10 Mars</b>	Manifestation de rue des 2.500 dockers d'Oran pour protester contre le lock-out du port par les acconiers.
<b>1948 – 14 Mars</b>	Première Conférence centrale des ouvriers agricoles de l'Algérie.
<b>1948 – 16 Mars</b>	Semaine d'explication et d'Organisation des ouvriers agricoles de l'Oranie.
<b>1948 – 4 Avril</b>	Elections à l'Assemblée Algérienne. Sur les 59 candidats présentés par le MTLD : 32 furent arrêtés ; la légion étrangère, l'armée, la garde mobile, la gendarmerie, la police armée circulaient partout à pied, dans les voitures blindées ou dans des tanks dans le but d'intimider les électeurs. ( <i>in</i> : MTLD : Réalités Algériennes).  Evènements à Deschyma où il y eut 11 morts et de nombreux blessés.  A Champlain : « <i>les gendarmes français auxquels se joignirent les colons armés tirèrent sur la foule. Cette fusillade fit quatre morts et plus de quarante blessés.</i>  <i>Par la suite 200 personnes furent arrêtés et l'état de siège proclamé</i> ».
<b>1948 – 15 Avril</b>	2.000 travailleurs de djebel Kouif commencent leur grève qui va durer 62 jours.
<b>1948 – 16 Avril</b>	4.000 ouvriers du secteur bois et bâtiment se mettent en grève en Oranie.
<b>1948 – 23 Avril</b>	Grève de solidarité avec les mineurs du Djebel Kouif. Les dockers du port de Annaba ont décidé de ne plus décharger des bateaux de minerais jusqu'à nouvel ordre.
<b>1948 – Mai</b>	« <i>Sous prétexte de recherches d'armes, la police judiciaire de Guelma effectue des perquisitions dans les douars Ouled-Aar, Shahli, et Kefrih...</i>  <i>Plusieurs personnes sont convoquées au bureau du commissariat à Guelma... l'existence de groupes de P.C.A. émeut certainement l'administration colonialiste qui continue ses manœuvres d'intimidation</i> ».  Liberté 6 Mai 1948.
<b>1948 – 2 Mai</b>	Appel du Comité de Coordination des syndicats pour un développement de la solidarité avec les mineurs de Djebel Kouif : « Le Comité de Coordination des syndicats Confédérés d'Algérie : CCSCA adresse à toutes les Unions locales à tous les syndicats à tous les travailleurs un appel à soutenir les grévistes de Kouif.
<b>1948 – 9 Mai</b>	Pour briser la grève des mineurs du Djebel Kouif l'Administration recrute des occasionnels « racolage dans les douars voisins de mineurs occasionnels avec la collaboration du Caïd, du garde-champêtre, de l'administrateur. Ces « <i>jaunes</i> » sont

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	transportés sous escorte militaire.
<b>1948 – 8 Juin</b>	Grève des ouvriers agricoles de la plaine de la Mitidja. Le syndicat des ouvriers agricoles lance un appel aux travailleurs de la terre de toute la région : « <i>Par esprit de solidarité le syndicat des ouvriers agricoles de la région de Blida exhorte tous les travailleurs saisonniers à ne pas se rendre dans la région de Blida pendant toute la durée du conflit qui oppose leurs camarades au patronat</i> ». (in : Alger Républicain).
<b>1948 – 14 Juin</b>	La grève des ouvriers agricoles de la plaine de la Mitidja se poursuit : « <i>le gouvernement général ne ménage pas ses efforts : gendarmes, gardes champêtres et agents de la sûreté sillonnent les campagnes sous prétexte que « l'ordre doit être assuré ». Des « Jeeps », des « GMC », des side-cars roulent nuit et jour. Un inspecteur de la sûreté et le garde-champêtre d'Oued-Alleug roulant dans une voiture parcourait toutes les fermes où ils exercent des menaces contre les travailleurs en grève. Au café maure de Ben Tamou, lieu de distraction des ouvriers agricoles, quatre gendarmes stationnent jusqu'à 21 heures et font tout pour intimider les grévistes</i> ». (in : Alger Républicain).
<b>1948 – 16 Juin</b>	Après 62 jours de grève, les mineurs de Djebel Kouif obtiennent satisfaction.
<b>1948 – 20 Juin</b>	La grève des ouvriers agricoles de la plaine de la Mitidja se poursuit et novel appel des syndicats : « <i>l'Union locale rappelle aux ouvriers agricoles en particulier à ceux des régions du Chélif, d'Ain-Boucif, et de Djelfa de ne pas se diriger vers la Mitidja. Elle les invite dans l'ensemble à passer dans l'action revendicative</i> ». (in : Alger Républicain).
<b>1948 – Juillet</b>	Selon le SNLA l'action armée tend à se développer dans les montagnes algériennes. La police a dénombré 20 morts dont un Caïd, un inspecteur de police, 2 gardes champêtres, 5 chefs de fraction et 8 blessés dont un caïd.
<b>1948 – Septembre</b>	Messalli remet un mémoire à l'ONU où est exposé le problème algérien.
<b>1948 – 2,3 Octobre</b>	Session du CC du PCA. Larbi Bouhali tire les leçons des dernières grèves : « <i>c'est un événement capital dans notre pays, la volonté de lutte qui anime notre classe ouvrière. Par son combat elle est entraînée de prendre sa place dans le mouvement national afin de jouer son rôle historique. Même dans un pays colonial comme le notre où la paysannerie est « l'armée fondamentale du mouvement national » le rôle dirigeant doit revenir à la classe ouvrière. Ce rôle elle se prépare déjà à le jouer</i> ».
<b>1948 – Décembre</b>	Désignation de Lahouel Hocine au poste de secrétaire Général du CC du MTLD. Le Parti est alors traversé par différentes crises internes (berbérisme, laminisme...). <sup>9</sup>
<b>1948 – Décembre</b>	Réunion du Comité Central du P.P.A. à Zeddine département d'El-Asnam. Ait Ahmed présente un rapport. Une lutte féroce se déroule entre les différentes tendances pour la conquête de l'appareil P.P.A. – M.T.L.D. (in : Harbi Le FLN...).

<sup>9</sup> Sur socialgerie

- LA CRISE DU PPA-MTLD DE 1949 – *article de Sadek Hadjerès – juillet 1998* ;
- IL Y A SOIXANTE ANS, LES PIÈGES "IDENTITAIRES" SE METTENT EN PLACE ;
- La tentative d'assassinat en août 1949, du militant Ferhat Ali, un des vétérans de l'Etoile Nord Africaine ;
- l'intervention de Sadek Hadjerès au Colloque "LE MOUVEMENT NATIONAL ET LA REVENDICATION AMAZIGH", tenu à Alger, les 24 et 25 décembre 2001.
- Texte intégral de la brochure "VIVE L'ALGÉRIE" de "IDIR EL WATANI" (1949), ;

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1948 –</b>	Au Congrès de la CGT le délégué algérien faisait la déclaration suivante : « <i>les travailleurs algériens sont de plus en plus conscients que leur lutte pour les revendications est inséparable de la lutte pour la liberté. Les travailleurs prennent chaque jour une part plus grande dans le mouvement de libération national contre l'exploitation capitaliste et le régime colonialiste qui en est la forme la plus odieuse</i> ».
<b>1949 – 17 Février</b>	Le MTLD participe à Londres au Congrès des peuples contre le colonialisme.
<b>1949 – 20, 27 Mars</b>	Elections cantonales : le MTLD conformément à la résolution adoptée par son comité directeur prêchait l'abstention. Les raisons invoquées par « Maghrib-el-Arabi » était le climat de terreur et d'oppression qui régnaient faisant perdre aux élections toute leur signification.
<b>1949 – 5 Avril</b>	Attaque de la recette principale des PTT d'Oran par des militants du PPA dont Ahmed Be,bella. Cette attaque rapporta une somme de 3millions de francs.
<b>1949 – 1<sup>er</sup> Mai</b>	Incidents à Mascara : 100 blessés dont 37 grièvement. Kelti Abdelkader devait mourir le 7 mai des suites de ses blessures.
<b>1949 – 26, 27, 28 Mai</b>	Vè Congrès du PCA qui affirma solennellement la priorité donnée à la « <i>lutte pour la libération nationale pour l'instauration d'une République Algérienne Démocratique et Sociale avec son parlement, sa constitution et son gouvernement</i> ». <sup>10</sup>
<b>1949 – 18 Août</b>	L e premier numéro de l'«Algérie Libre » est tiré à 20.000 exemplaires.
<b>1949 – Septembre</b>	Sous prétexte de rechercher un insoumis, une expédition est dirigée sur Sidi Ali Bounab.
<b>1949 – 22 Octobre</b>	Mise au point du MTLD adressée au directeur de Radio Alger : « <i>Vos services ayant annoncé en date du 19 octobre à 20heures que Monsieur Djamel Derdour député avait été reçu par Monsieur René Mayer en donnant au même député l'étiquette MTLD.</i>  <i>Nous tenons à vous préciser que Monsieur Djamel Derdour n'appartient plus au M.T.L.D. et que son exclusion a été rendue publique par voie de presse le samedi 18 Juin 1949</i> ».  <i>Alger Républicain Octobre 1949.</i>
<b>1949 – 27, 28, 29 Décembre</b>	Travaux du CC de l'UDMA qui adopte une résolution condamnant le colonialisme et salue " <i>les dernières décisions de l'ONU concernant les peuples dépendants.</i> "
<b>1949 – 29 Décembre</b>	Travaux du CC du PCA.
<b>1950 – 13, 14, 15 Janvier</b>	Conférence algérienne des syndicats confédérés en présence de 300 délégués. La résolution politique demande « <i>le respect du droit syndical, la libération des travailleurs, des démocrates et progressistes emprisonnés, l'arrêt de la répression sous toutes ses formes</i> ».
<b>1950 – 24 Janvier</b>	Les grèves répétées des dockers entraînent ce commentaire de la « <i>Dépêche quotidienne</i> » :

<sup>10</sup> 1947 – 1949 : LE PARTI COMMUNISTE EN TRANSITION : PARTI COMMUNISTE ALGÉRIEN – AVRIL 1947 – MAI 1949 Du Congrès de Maison-Carrée au Congrès d'Oran – Rapport du Comité central pour le Vème Congrès National du Parti Communiste Algérien.

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	<p>« depuis un an environ les dockers pour faire aboutir leurs revendications agissent en maîtres absolus dans le port d'Alger. Leurs grèves nombreuses et déclenchées chaque fois pour des raisons variées gênent considérablement la bonne marche des entreprises dont les travaux dépendent du port.</p> <p>Jeudi dernier à l'issue d'une Assemblée Générale les dockers décidaient de ne plus travailler le dimanche pour protester contre le refus des acconiers de leur accorder le renouvellement de la prime... et pour manifester contre la continuation de la guerre d'Indochine.</p> <p>Les dockers jouaient une nouvelle fois aux dictateurs... Les dockers ont tenu l'après midi une Assemblée Générale au foyer civique et décidèrent la reprise du travail ; mais leur bureau syndical leur a donné l'ordre d'effectuer des arrêts limités et spasmodiques dans le cas où ils reconnaîtraient dans leur équipe les dockers de tendance F.O. ».</p>
<b>1950 - Janvier</b>	<p>Les syndicats algériens obtiennent une représentation autonome au sein de la F.S.M. Leur autonomie vis-à-vis de la C.G.T. s'accroît.</p>
<b>1950 - Janvier</b>	<p>Quinzaine de lutte contre la répression organisée sur l'initiative du Comité des partisans de la paix. 70 comités de lutte sont créés dans différents centres et une centaine de meetings sont tenus à travers tout le pays.</p>
<b>1950 - Février</b>	<p>Grève des dockers d'Oran, avec des manifestations auxquelles participent les femmes des dockers. La Maison du Peuple est saccagée par la police.<sup>11</sup></p> <p>Les partis et associations : PCA, UDMA, Association des Oulémas, CGT ont voté un appel dénonçant les brutalités policières.</p> <p>Seul le MTLD ne s'est pas associé à cet appel.</p>
<b>1950 - Février</b>	<p>Tournée en Algérie de la troupe théâtrale égyptienne de <i>Youssef Wahby</i> qui connaît un grand succès, la réception qui a eu lieu à cette occasion à Constantine « s'est terminée au chant de l'hymne « Peuple Algérien ».</p>
<b>1950 – 23 Mars</b>	<p>Décret d'application de la décision de l'Assemblée Algérienne instituant un régime de sécurité sociale en Algérie.</p>
<b>1950 – Début Mars</b>	<p>Session du CC du MTLD. Il eut à discuter l'ordre du jour suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Bilan de l'activité du Parti.</li> <li>• Elaboration d'un plan de travail.</li> <li>• Discussion du projet de statut su parti.</li> </ul> <p>Cette session marque le début de l'opposition de Messali aux autres membres du CC.</p>
<b>1950 – 18 Mars</b>	<p>Arrestation près de la région de Tébessa de 2 militants du MTLD. Cette arrestation est le point de départ du démantèlement de l'OS, sur près de 2.000 membres de l'organisation 363 sont arrêtés, 252 furent maintenus en détention 195 furent condamnés dont Khider, Ben Bella, Hadj Benalla, Mahsas.</p>
<b>1950 – 15 Avril</b>	<p>Le PCA propose au MTLD et à l'UDMA une union contre la répression et le complot colonialiste.</p>
<b>1950 - Avril</b>	<p>Les travailleurs des banques engagent une grève qui va durer 53 jours.</p>
<b>1950- Mai</b>	<p>Mémoire de l'Association des Oulémas destiné aux membres de l'Assemblée Algérienne réclamant :</p>

<sup>11</sup> **FÉVRIER 1950 : LA GRÈVE HISTORIQUE DES DOCKERS D'ORAN UN DÉFI CINGLANT À L'ÉTAT COLONIAL** – par Ahmed AABID – *sociologie* – article 182.

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La liberté du culte musulman,</li> <li>• La liberté d’enseignement de la langue arabe,</li> <li>• La liberté de la justice musulmane.</li> </ul>
<b>1950 – 10 Mai</b>	Ben Bella est arrêté.
<b>1950 – 12 Août</b>	Devant l’accroissement des luttes nationales une conférence interministérielle se tient à Paris pour discuter de la situation en Afrique du Nord.
<b>1950 – 17 Août</b>	Le décret portant extension à l’Algérie de la loi majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail est violemment combattu par les représentants de la région économique de l’Algérie et par la Conférence Générale de l’agriculture qui adoptent une motion exigeant : <i>« que les modalités d’application ne soient arrêtées qu’après la consultation des organismes représentatifs de l’agriculture, du commerce et de l’industrie ».</i>
<b>1950 – 20 Septembre</b>	Mémoire du MTLD à tous les gouvernements membres des Nations Unies. Il précise la position du MTLD sur la participation de l’Algérie aux préparatifs de guerre.
<b>1950 - Septembre</b>	Constitution du Comité de Défense pour la liberté d’expression pour s’opposer aux nombreuses saisies et condamnations de la presse et essentiellement <i>l’Algérie Libre, Liberté et Alger Républicain.</i>
<b>1950 - Septembre</b>	Des milliers d’ouvriers vendangeurs sont en grève à travers tout le pays.
<b>1950 – 11, 12 Novembre</b>	Session du CC du PCA. La résolution votée appelle les militants : <i>« à accroître leur effort en combattant toutes les tendances sectaires pour consolider et élargir l’Union des forces progressistes dans les usines, dans les villes, villages, douars en vue de la constitution d’un Front National démocratique Algérien pour l’indépendance nationale, la paix et le bien-être ».</i>
<b>1950 – du 5 au 19 Décembre</b>	<p>Au cours de cette période il y eut 22 arrêts de travail sur le port d’Alger ; commentaire de <i>l’Echo d’Alger</i> : <i>« les dockers d’Alger ont inauguré hier une nouvelle méthode de grève afin d’éviter l’embauche des dockers occasionnels et d’imposer la présence d’un délégué syndical dans chaque équipe. Après avoir manifesté de 6 heures 30 à 7 heures leur mécontentement contre les décisions du directeur du port, les professionnels de la CGT acceptent l’embauche.</i></p> <p><i>Les équipes furent alors réparties sur les différents navires actuellement sur le port.</i></p> <p><i>C’est alors que les délégués syndicaux ordonnèrent l’arrêt immédiat du travail ce qui eut pour résultat de paralyser partiellement les manipulations.</i></p> <p><i>A midi les dockers restèrent sur place faisant ainsi la grève sur le tas ».</i> (in : <i>Echo d’Alger</i>, 19 Décembre 1950).</p>
<b>1950 – Novembre Décembre</b>	Au cours des mois de Novembre et Décembre 1950 les dockers du port d’Alger ont observé 31 arrêts de travail.
<b>1950 – Fin décembre</b>	<p>Session du CC du MTLD où fut discuté le complot colonialiste d’avril 1950 et ses répercussions sur le parti. Trois thèses étaient en présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Retour à la clandestinité totale. Cette thèse était défendue par Bouda, M’Barek Filali, Mostefa Ben Boulaid et Dekhli.</li> <li>• Utilisation plus large et plus prononcée de la lutte légale. Ce point de vue était défendu par Mostéfa Chawki, M’hamed Yazid, Kiouane, Amrane Said.</li> <li>• Combinaison des deux formes de luttes défendue par Ben Khedda, Messali, Lahouel.</li> </ul>

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	Au cours de cette session Lahouel fut pris à parti par Messali Hadj. Lahouel présentera alors sa démission qui fut refusée.
<b>1950</b>	Au cours de cette année, il y eut 225 grèves avec la participation de 250.000 travailleurs.  Parmi les plus importantes, nous citerons celle des employés de banque qui a duré 53 jours ou celle des ouvriers mineurs de M'zalta dont la durée a atteint 90 jours.

<b>1950 – Fin décembre</b>	Session du CC du MTLD où fut discuté le complot colonialiste d'avril 1950 et ses répercussions sur le parti. Trois thèses étaient en présence : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Retour à la clandestinité totale. Cette thèse était défendue par Bouda, M'Barek Filali, Mostefa Ben Boulaid et Dekhli.</li> <li>• Utilisation plus large et plus prononcée de la lutte légale. Ce point de vue était défendu par Mostéfa Chawki, M'hamed Yazid, Kiouane, Amrane Said.</li> <li>• Combinaison des deux formes de luttes défendue par Ben Khedda, Messali, Lahouel.</li> </ul> <p>Au cours de cette session Lahouel fut pris à parti par Messali Hadj. Lahouel présentera alors sa démission qui fut refusée.</p>
<b>1950</b>	Au cours de cette année, il y eut 225 grèves avec la participation de 250.000 travailleurs.  Parmi les plus importantes, nous citerons celle des employés de banque qui a duré 53 jours ou celle des ouvriers mineurs de M'zalta dont la durée a atteint 90 jours.
<b>1951 - 5 Janvier</b>	Mesure de licenciement prise contre Aissat Idir employé à l'AIA à Maison Blanche.
<b>1951 - 10 Janvier</b>	Constitution d'une commission d'enquête chargée de faire respecter la liberté de vote en Algérie.
<b>1951 - 22 Janvier</b>	Réunion à Marseille des gens de mer des ports de la Méditerranée de l'organisation FO sous la présidence d'Irving Brown : « <i>Au nom de l'indépendance syndicale ces individus ont décidé de constituer des brigades pour favoriser l'exploitation patronale, le débarquement des armes américaines et la manutention des armes pour l'Indochine</i> ». (in : Alger Républicain).
<b>1951 - 26 Janvier</b>	A Bejaia, procès à huis clos de 29 patriotes inculpés dans le cadre du « <i>complot</i> ».
<b>1951 – 4, 11 Février</b>	Elections des délégués à l'Assemblée Algérienne boycottées par le MTLD.
<b>1951 – 12 Février</b>	Arrêté gubernatorial ( ?) prescrivant l'institution dans les entreprises des comités d'hygiène et de sécurité si celles-ci occupent d'une façon habituelle 50 salariés au moins.
<b>1951 – 12 Février</b>	Procès des 47 militants de l'OS parmi eux se trouvaient Hamou Boutlélis et Hadj Benalla devant le tribunal d'Oran. A l'occasion de ce procès les dockers et les ouvriers de la ville d'Oran observent des arrêts de travail. Des manifestations se déroulent devant le tribunal malgré la présence autour du palais de justice de plusieurs centaines de policiers, une foule énorme a manifesté durant toute la journée sa solidarité avec les détenus : « <i>Pendant ce temps la Ville Nouvelle était littéralement encerclée par des agents de police. A la totalité des forces de police d'Oran s'ajoutaient des détachements de gardes mobiles sur le pied de guerre avec leur mousqueton</i> » (in : Alger Républicain).



**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**

*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1951 – 12 Février</b>	Dans une déclaration publique, Ghermoul réaffirme son attachement à la CGT où il assumait ses responsabilités de CE de l'Union de l'Algérois. Il déclare n'avoir jamais tenu de propos en ce qui concerne la formation d'un syndicat libre.
<b>1951 – Mars</b>	Session du CC du MTLD Hocine Lahouel présente sa démission du poste de Secrétaire Général, résultat des incidents qui l'ont opposé à Messali Hadj.
<b>1951 – 8 Mars</b>	Les sections locales des trois partis nationaux : MTLD, UDMA, PCA constituent un Comité de lutte contre la répression.  Ils lancent un appel aux CC de leur parti respectif : « <i>en vue d'une union immédiate seule voie de salut pour la libération nationale</i> ».
<b>1951 – 10 Mars</b>	Naegelen démissionne de son poste de Gouverneur Général d'Algérie.
<b>1951 – 17 Mars</b>	Procès de Larbi Bouhali, Secrétaire général du PCA. Nombreux arrêts de travail et manifestations en signe de solidarité.
<b>1951 – 17, 18 Mars</b>	Session du Comité de Coordination des syndicats algériens CGT qui appellent à l'accroissement des luttes sociales.
<b>1951 – 22 Mars</b>	Sous couvert d'une enquête à caractère sociologique une circulaire officielle invite les instituteurs en particulier ceux du bled, à enquêter dans leur milieu et à poser aux musulmans entre autres questions celle-ci : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Que lisent-ils (les musulmans), qu'écourent-ils ?</li> <li>• Forment-ils les militants des principaux partis politiques ?</li> <li>• S'intéressent-ils aux programmes des partis ? En discutent-ils ? Où ?</li> <li>• Sont-ils nationalistes ? Pourquoi ?</li> <li>• Quelle est leur attitude vis-à-vis des syndicats ?</li> </ul>
<b>1951- 23 mars - 14 avril</b>	Grève nationale des gaziers et électriciens d'Algérie. La grève a duré 22 jours.  L'administration a utilisé différents procédés pour briser la grève entre autre l'utilisation de l'armée.
<b>1951 – 5 Avril</b>	Débrayage massif dans toute l'Algérie en signe de solidarité avec les grévistes de l'EGA (Electricité et Gaz d'Algérie) et de tous les autres travailleurs en lutte.  En plus, plusieurs meetings se sont tenus au siège des Unions Locales et Unions Régionales.
<b>1951 – 12 Avril</b>	Roger Léonard remplace Naegelen au poste de Gouverneur Général de l'Algérie.  Les élus UDMA du Conseil Général de Constantine votent une motion faisant confiance à Roger Léonard : « <i>Le Conseil Général adresse à Monsieur Roger Léonard Gouverneur Général de l'Algérie, ses souhaits déférents et cordiale bienvenue sur la terre algérienne ; lui fait confiance pour suivre la politique d'union franco-musulmane de progrès économique social et culturel et de grandeur française ; l'assure de sa collaboration loyale et dévouée dans l'accomplissement de sa haute mission qu'il souhaite heureuse et constructive, pour le bien-être des populations et l'essor de l'Algérie</i> » (in : Alger Républicain).
<b>1951 – 24 Avril</b>	Un millier d'ouvriers agricoles de la région d'Ain Taya se mettent en grève : « <i>aussitôt que l'arrêt de travail fut connu gendarmes, gardes mobiles et policiers se sont mis à patrouiller à travers champs</i> ».

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1951 – 1<sup>er</sup> Mai</b>	Provocations policières contre les Nord-africains à Paris. 12
<b>1951 – 2 Mai</b>	Fin de la grève des mineurs de Timezrit. Elle a duré quatre mois et demi depuis le 21 Décembre 1950.
<b>1951 – 8 Mai</b>	Au cours du congrès de la CGT, <i>« l'organisation syndicale vietnamienne a rendu un hommage particulièrement chaleureux à l'action des dockers algériens contre la guerre impérialiste menée par le gouvernement français contre le peuple vietnamien ».</i>
<b>1951 – 8 Mai</b>	Grève des dockers d'Alger et assemblée générale : <i>« une minute de silence est observée à la mémoire des milliers d'algériens massacrés lors du complot du 8 mai 1945 ».</i>
<b>1951 – 17 Mai</b>	Les rumeurs continuent à circuler sur les risques d'un mouvement insurrectionnel. L'hebdomadaire <i>« Liberté »</i> cite l'exemple de Maghnia : <i>« le lundi 7 Mai au soir à Maghnia : le bruit circulait que des inscriptions allaient être faites dans la nuit et qu'une manifestation était également prévue pour le mardi 8 mai. Tout le monde était sur le pied de guerre dans la soirée du 7 : la P.J. la PRG, les policiers, les gardiens de nuit, les mouchards d'occasion étaient à l'affût et circulaient dans toutes les rues ; suivant et surveillant les suspects. Le 8 mai était un mardi, jour de marché à Maghnia, les manœuvres d'intimidation se multipliaient. Le matin de bonne heure les chefs de douar et les influents furent convoqués chez l'administrateur où il leur fut dit que s'il se passait quelque chose, tout était prêt armée et policiers pour intervenir par les armes immédiatement. De nombreux policiers allèrent à la gare se rendre compte de l'affluence de voyageurs venant au marché. Les tirailleurs étaient assignés et « prêts à intervenir », les gardes mobiles attendaient aussi dans leur caserne ».</i>
<b>1951 – 17 Mai</b>	Alger Républicain signale que le maire de Soumaa organise des milices : <i>« une véritable organisation para-militaire est mise sur pied. Des individus sont armés au vu et au su de tous. Mieux encore elle organise elle-même la terreur policière... arrêtant les patriotes coupables d'avoir manifesté contre la levée de l'immunité parlementaire de députés nationalistes ».</i>
<b>1951 – Mai</b>	Session du CC du MTLD au cours de laquelle Mostéfai Chawki, Chentouf et Amrani présentèrent leur démission. Une vive altercation opposa Messali à Mostefai Chawki.
<b>1951 – 11 Juin</b>	Procès des 122 militants de l'OS d'Annaba. A cette occasion les dockers ont observé un arrêt de travail pour protester contre leur inculpation.
<b>1951 – 17 Juin</b>	Elections législatives dont le truquage est dénoncé par toutes les forces démocratiques. Récit de la campagne électorale à Soumaâ : <i>« avant-hier dans la région de Soumaâ on a fait patrouiller plusieurs camions blindés et un char, le tout accompagné de 30 à 40 soldats en armes ».</i>

<sup>12</sup> En Algérie voir aussi socialgerie article 394 : IL Y A QUARANTE ANS (en 1951) – UN 1er MAI DANS LE SUD ALGÉRIEN – par Lakhdar KAIDI – Alger Républicain – le 1er mai 1991.

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1951 – 23 Juin</b>	Grève générale à Ghazaouet, plus de 4000 travailleurs observent des arrêts de travail : « <i>le mouvement est total dans le bâtiment, chez les saleurs, les pêcheurs et les dockers. Les artisans et les commerçants ont fermé leurs magasins : légionnaires, gendarmes, gardes mobiles patrouillent dans la ville qui est pratiquement en état de siège</i> ».
<b>1951 – 27 Juin</b>	Journée d'action revendicative des fonctionnaires de l'Algérie ; arrêts de travail dans les secteurs suivants : contributions, trésor, douanes, radio, PTT, enseignants hospitaliers, ponts et chaussées, communaux, environ 40.000 grévistes.
<b>1951 – Juillet</b>	Session du Comité Central du MTLD : « <i>affaibli par les crises successives, amoindri par le départ de plusieurs de ses membres le CC décida de faire appel par cooptation à certains membres du Parti</i> ».
<b>1951 – 1<sup>er</sup> Juillet</b>	Verdict du procès des patriotes de l'OS.  La justice prononce 195 condamnations. Le bilan est de « <i>six siècles et six années de prison ; six siècles et demi d'interdictions de séjour, quinze siècle et trente quatre ans de privation des droits civiques et 50 millions d'amende</i> ».
<b>1951 – 2 Juillet</b>	Constitution d'une milice dans les Aurès pour aider la police à rechercher les bandits.
<b>1951 – 7 Juillet</b>	Manifestation contre la répression à Maghnia :  « <i>depuis les élections législatives du 17 Juin une vague de répression s'est abattue sur Maghnia. Les perquisitions et les arrestations se poursuivent à un rythme accéléré. Des habitants des douars sont poursuivis, traqués, malmenés. Un comité de lutte regroupant toutes les tendances politiques s'est constitué. Depuis ce nouveau comité a tenu un meeting qui a regroupé plus de 3.000 personnes et a lancé un mot d'ordre de grève générale qui a été suivi par tous les habitants de la ville</i> ».  (in : Alger Républicain).
<b>1951 – 7, 8 Juillet</b>	Session du CC du PCA. Dans la résolution adoptée, il est demandé : « l'élection d'une Assemblée nationale Souveraine qui donnera au pays sa Constitution, son parlement, son gouvernement dans le cadre d'une République Algérienne Démocratique.  Il est demandé aussi la constitution d'un Front National Démocratique Algérien » groupant le MTLD, l'UDMA, communistes, démocrates, sans parti.
<b>1951 – 12 Juillet – 8 Août</b>	Journée d'action revendicative des métallos d'Oranie .  La grève se prolonge plusieurs jours.  Intervention de la police pour faire évacuer les locaux occupés par les grévistes : « <i>qui se sont couchés sur la chaussée arrêtant la circulation</i> ».
<b>1951 – 19 Juillet</b>	Raid militaire sur le douar Kimmel (les Aurès).
<b>1951 – 25 Juillet</b>	Constitution du « <i>Front Algérien pour la défense et le respect des libertés</i> » entre le MTLD, l'UDMA, le PCA et les Oulémas. <sup>13</sup> Ce front est axé autour de cinq points essentiels :  1. l'annulation des prétendues élections du 17 Juin 1951 ; 2. pour le respect de la liberté de vote dans le deuxième collège ; 3. pour le respect des libertés fondamentales, liberté de conscience, d'opinion, de

<sup>13</sup> 1951 Création du Front Algérien pour la Défense et le Respect e la Liberté -FADRL-  
scan de « Liberté » du 2 août 1951

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	<p>presse et de réunion ;</p> <p>4. Contre la répression sous toutes ses formes ;</p> <p>5. Pour la fin de l'ingérence administrative dans les affaires du culte musulman.</p> <p>Après la constitution de ce front voici le commentaire de Roger Léonard : « <i>Leur programme c'est une République Algérienne qui assurerait l'indépendance de l'Algérie</i> » et d'ajouter plus loin « <i>ce front représente le mouvement le plus important qu'on ait jamais vu. Ils ont derrière eux la majorité de la population</i> ».</p>
<b>1951 – 9 Août</b>	Le maire Young d'El Amria crée une milice « <i>contre une éventuelle insurrection</i> ».
<b>1951 – 2<sup>ème</sup> quinzaine d'Août</b>	Session du CC du MTLD en présence de Messali. Au cours de cette réunion Benyoucef Benkhedda fut proposé au poste de Secrétaire Général.
<b>1951 – Septembre</b>	Pèlerinage de Messali hadj aux lieux saints de l'Islam. Messali devait en même temps faire une tournée dans les pays arabes et musulmans pour faire connaître le problème algérien.
<b>1951 – 6 Septembre</b>	Journée d'action revendicative des travailleurs des travaux publics d'Oran : 5.000 ouvriers observent des arrêts de travail : « <i>la vaste étendue de Mers El Kebir et de la Corniche s'est vidée des bruits des tracteurs et des locomotives</i> » (in : Alger Républicain).
<b>1951 – 7, 8, 9 Septembre</b>	III <sup>ème</sup> Congrès de l'UDMA à Constantine.
<b>1951 – 9 Septembre</b>	Session du CC du PCA qui propose « <i>en vue des prochaines élections cantonales</i> » un candidat unique anti-colonialiste.
<b>1951 – 11, 16 Septembre</b>	Des milliers d'ouvriers agricoles de la région de Ain Témouchent, Benbadis (ex-Descartes), Sébdou, Tlemcen se mettent en grève : « <i>Descartes semble en état de siège : la lumière est coupée, et la circulation est sévèrement contrôlée...</i>  <i>Sous l'œil bienveillant de l'administration, les colons essayent de semer la terreur en organisant les milices et en pourchassant les ouvriers agricoles.</i>  <i>Un exemple : c'est monté en jeep et accompagné de 8 miliciens armés que le colon Coufranq poursuit les grévistes en tirant sur eux.</i>  <i>Monsieur Jacques Dufaux également armé d'une carabine de guerre tire sur les grévistes pour leur faire reprendre le travail...</i>  <i>A Aïn-Kihal c'est fusil au poing que les colons font travailler les ouvriers agricoles</i> » ( in Alger Républicain)
<b>1951 – 27 Septembre</b>	Journée d'action revendicative des travailleurs de l'Oranie, plus de 10.000 grévistes.
<b>1951 – 2 Octobre</b>	Procès des grévistes de Benbadis 1951, devant le tribunal de Ouled-Mimoun : « <i>l'administration avait peur... malgré les gendarmes, gardes mobiles, policiers ; les manifestations de solidarité ont pu avoir lieu.</i>  <i>Des cars bondés de travailleurs étaient arrivés d'Oran, de nombreux fellahs avaient fait des dizaines de kilomètres pour venir soutenir leurs frères de Descartes.</i>  <i>De nombreuses délégations ont apporté des résolutions aux pouvoirs publics</i> ». (in Alger Républicain)

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1951 – 5 Octobre</b>	Dans une lettre ouverte, publiée par Alger Républicain, les dockers d'Oran ex-adhérents de FO dénoncent cette organisation : « <i>d'où sortent-ils les 400.000 francs qui ont servi à payer les briseurs de grève de février 1950. D'où provient la traction avant du secrétaire de l'UD.FO</i> ».
<b>1951 – 7, 14 Octobre</b>	Elections cantonales boycottées par le MTLD.
<b>1951 – 30 Octobre</b>	les dockers d'Alger décident de ne plus charger ou décharger les bateaux à destination des forces anglaises d'Egypte.
<b>1951 – 11, 12, 13 Novembre</b>	Première Conférence algérienne des ouvriers agricoles qui adoptent la charte des travailleurs de la terre : 120 délégués y ont participé.
<b>1951 – 12 Novembre</b>	Les détenus politiques d'El-Asnam commencent une grève de la faim.
<b>1951</b>	Au cours de cette année il y eut environ dans le pays 225 arrêts de travail regroupant approximativement 265.000 grévistes.
<b>1951</b>	Quelques statistiques relatives à la production du vin en Algérie : 20.293 vigneron exploitent 361.645 hectares et produisent 13.716.556 hectolitres de vin soit presque la totalité de la production algérienne. L'écart des richesses était de 1 à 50.000. <i>(in : Rapport Delavignette).</i>
<b>1951</b>	Au cours de cette année on vit apparaître sur la scène politique : « <i>la fraction colonialiste dite libérale</i> » représentée par Jacques Chevallier.  Celui-ci faisait la déclaration suivante : « <i>dans le choix des hommes politiques, considérons qu'il est plus sûr d'avoir auprès de soi des demi-rebelles que des domestiques</i> ».
<b>1952 – 1, 2 Janvier</b>	Session du CC de l'UDMA qui a eu à discuter les points suivants : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Trésorerie du parti .</li> <li>2. Situation politique en Algérie.</li> <li>3. Le front algérien et son développement.</li> </ol> Près de la moitié des membres du CC n'étaient pas présents à cette session. Les désaffections vis-à-vis de l'UDMA se multiplient.
<b>1952 – 13 Janvier</b>	Larbi Bouhali secrétaire général du PCA s'adresse aux français d'Alger. Il les appelle à s'intégrer à la lutte du peuple algérien qui aspire à son « <i>indépendance nationale</i> ».
<b>1952 – 18 Janvier</b>	Les obsèques de Mohamed Belouizdad ont été suivies par un cortège composé de plus de 3.000 personnes, conduites par le MTLD, l'UDMA, le PCA et les Oulémas.  Belouizdad est un ancien militant du PPA. Il a préparé les manifestations du 1 <sup>er</sup> mai 1945.  Après les évènements de Sétif et Guelma il a été affecté dans le constantinois.  Il est membre du CC et du BP du MTLD depuis 1947 ; il a appartenu à l'OS.
<b>1952 – 19 Janvier</b>	Des poteaux téléphoniques ont été sectionnés près de la région de Sour-El-Ghozlane.
<b>1952 – 26 Janvier</b>	Sabotage du câble téléphonique reliant Souk-Ahras à Tébessa.
<b>1952n – 26 Janvier</b>	Grève de la ville de Ghazaouet pour protester contre la répression policière : « <i>tous les commerçants, marchands de légumes ont fermé leurs magasins.</i> »

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	<p><i>Malgré la pression administrative, les renforts de gardes mobiles, les gendarmes de la région, tous les habitants ont respecté dignement le mot d'ordre de grève...</i></p> <p><i>Les dockers de leur côtés, ont débrayé et sont allés protester au commissariat de police »</i></p> <p><i>(in : Alger Républicain)</i></p>
<b>1952 – Janvier</b>	Des rumeurs circulent en vue de la création d'une Confédération des Travailleurs Musulmans Algériens dont la base syndicale serait constituée par les dockers.
<b>1952 – Janvier</b>	Le SNLA signale la disparition de 36 pistolets automatiques dans la région de Skikda au cours d'un déchargement du matériel.
<b>1952 – Janvier</b>	<p>Le SNLA note :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une intensification de l'activité clandestine du PPA dans les territoires du Sud : Balad, Laghouat, Chaamba ;</li> <li>• La mise sur pied d'une organisation clandestine à Tlemcen, Maghnia, Ghazaouet prête à des actes de sabotage ou à des coups de main : <i>« Il semble que les exercices para-militaires observés de nuit dans la région lui soient imputables ».</i></li> </ul>
<b>1952 – 1<sup>er</sup> Février</b>	<p>Grèves et manifestations de solidarité avec le peuple tunisien à travers tout le pays.</p> <p>A Alger : <i>« ils (les manifestants) étaient plusieurs dizaines à vouloir faire part au Préfet de la vive émotion qui s'était emparé des travailleurs algériens à l'annonce des arrestations des démocrates tunisiens... Peu après d'importantes forces de police casquées et mousquetons à la bretelle surgirent »</i></p> <p><i>(in Alger Républicain)</i></p>
<b>1952 – 2 Février</b>	<p>Réunion des partis et organisations nationaux Nord-Africains avec la participation des partis politiques suivants :</p> <p>Pour la Tunisie : .....Néo-Destour, Destour ;</p> <p>Pour l'Algérie..... M.T.L.D, U.D.M.A ;</p> <p>Pour le Maroc ..... Istiqlal, PDI, Parti de l'Unité Marocaine.</p> <p>Et décident la création d'un <i>« Comité d'Union et d'Action Nord-Africaine ».</i></p>
<b>1952 – 7 Février</b>	Sabotage : 300 jeunes arbres fruitiers ont été arrachés dans la région de Sou ahlia, commune mixte de Nédroma.
<b>1952 – 16 Février</b>	Messali Hadj s'installe à Bouzaréah.
<b>1952 – 16, 17 Février</b>	<p>Conférence fédérale des cadres du MTLA, les points suivants étaient à l'ordre du jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'élimination des opportunistes et profiteurs.</li> <li>• Les problèmes de l'organisation ;</li> <li>• L'attitude de l'émigration dans le mouvement ouvrier en France.</li> </ul>
<b>1952 – 19 Février</b>	Proposition faite par le SNLA concernant les pèlerins algériens désireux de se rendre à La Mecque : <i>« Regroupement des algériens dans un seul bateau. Cette solution aurait également l'avantage d'éviter les contacts parfois pernicious ; le comportement de beaucoup de tunisiens et de marocains étant nettement hostile à l'idée française ».</i>
<b>1952 – 21, 22, 23 Février</b>	<p>VI<sup>e</sup> Congrès du PCA la motion finale appelle à lutter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour l'indépendance nationale, le pain, la paix et la terre.</li> </ul>

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour l'élection d'une assemblée nationale souveraine élue par tous les algériens. Cette assemblée établira la Constitution de la République Démocratique Algérienne.</li> </ul>
<b>1952 – Février</b>	Des rumeurs circulent à Jijel sur une probable « <i>révolte arabe</i> ». les européens ont été invités à ne pas envoyer leurs enfants en classe, à se réfugier au fort ou à demander des armes.
<b>1952 – 1, 2, Mars</b>	Journée d'étude des travailleurs nord-africains à Paris en présence de 209 délégués « <i>ils affirment leur volonté inébranlable de lutter de toutes leurs forces pour rendre à leur pays l'indépendance nationale.</i> »
<b>1952 – 8 Mars</b>	Manifestation des femmes d'Oran affirmant leur solidarité avec le peuple tunisien.
<b>1952 – mi - Mars</b>	Session du CC du MTLD en présence de Messali. Les points suivants étaient à l'ordre du jour : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Compte-rendu du voyage de Messali Hadj en orient. Le rapport est jugé anecdotique et sans intérêt.</li> <li>• Rapport d'activité du parti.</li> <li>• Problèmes de l'union nationale.</li> <li>• Problème syndical.</li> <li>• Problème de la jeunesse algérienne.</li> <li>• L'union nord-africaine.</li> <li>• Le II<sup>ème</sup> Congrès du Parti.</li> </ul>
<b>1952 – 16 Mars</b>	Ben Bella et Mahsas s'évadent de la prison de Blida.
<b>1952 – 18 Mars</b>	Grève générale de tous les salariés du constantinois : « <i>à la sortie de la Maison des syndicats de Constantine une provocation des nombreuses forces de police qui stationnaient aux alentours de l'immeuble créa une échauffourée qui fit trois blessés parmi les travailleurs</i> »
<b>1952 – 21 Mars</b>	Entre Sidi-Bel-Abbès et Ras-El-Ma (ex-Bedeau) ont été trouvés dans un car un sac et un panier contenant une mitraillette avec 69 cartouches. ( <i>in</i> : SLNA).
<b>1952 – 1<sup>er</sup> Avril</b>	Rencontre à Maghnia du Gouverneur Général Roger Léonard et le Résident Général au Maroc : Guillaume.
<b>1952 – 3 Avril</b>	Commentaire du journal « <i>Le Monde</i> » sur les élections en Algérie : plus de la moitié des élus au second collège et peut-être 2/3 ne représentent qu'eux-mêmes.
<b>1952 – 19, 20, 21 Avril</b>	Journées de solidarité avec le peuple tunisien à l'appel du front algérien. Au cours de cette journée 25.000 travailleurs ont observé des arrêts de travail.
<b>1952 – 15 au 24 Avril</b>	Tournée de Messali Hadj dans le constantinois. Les villes suivantes ont été visitées : Khroub, Oued-Zenati, Guelma, Souk-Ahras, el-Arouch, Skikda. La visite de Messali Hadj suscita partout un puissant mouvement de masse. De nombreux incidents éclatèrent entre les forces de police et les manifestants. A Skikda il y eut un blessé et deux arrestations.
<b>1952 – 24 Avril</b>	A la suite d'incidents qui se sont produits lors de la tournée de Messali Hadj dans le constantinois, le préfet prit un arrêté prononçant son expulsion de son département.
<b>1952 – 28 Avril</b>	28 avril : Bachir Hadj Ali, secrétaire du PCA, Ferroukhi délégué MTLD à l'Assemblée Algérienne, devaient comparaître devant la cour d'appel d'Alger.

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	<p>A cette occasion une puissante manifestation a eu lieu à proximité du Palais de Justice :</p> <p>« à 9 heures les premiers contacts se produisaient entre le service d'ordre et des groupes de manifestants dont des femmes.</p> <p><i>Les accrochages se multiplièrent dans les rues avoisinantes du palais de Justice, puis celles de la Basse Casbah.</i></p> <p><i>De 13 à 20 heures les forces de police et CRS étaient aux prises avec des groupes de manifestants très mobiles lançant pierres, boulons, morceaux de fonte ».</i></p> <p>(in : Alger Républicain)</p>
<b>1952 – Avril</b>	Les services de police signalent dans la région d' Ain-Bessem, Sour-El-Ghozlane, Cherrhell, des achats inaccoutumés de chevrotines.
<b>1952 – Avril</b>	Selon les services du SNLA, les régions suivantes seraient travaillées par des groupes armés : Basse-Kabylie, Ouest-Oranais, Témouchent, Collo, Tébessa, Balad, et certains groupements chaambas.
<b>1952 – 19, 20 Avril</b>	<p>Dans la nuit du 19 au 20 Avril distribution dans plus de 200 localités du pays de tracts appelant à la solidarité avec le peuple tunisien.</p> <p>Commentaire des services de police : « <i>la simultanéité de ces affiches dénote une organisation poussée et par là même dangereuse</i> ».</p>
<b>1952 – 1<sup>er</sup> Mai</b>	Incidents sanglants lors du défilé du 1er Mai à Oran. Il y eut plus de 60 blessés.
<b>1952 – Début Mai</b>	Tournée de Messali Hadj à Boghari, Chellala, Blida, Milliana, El-Asnam.
<b>1952 – 10 Mai</b>	L'arrivée de Messali Hadj à Blida fut marquée par des incidents sanglants. Djilani Embarek délégué à l'Assemblée Algérienne est parmi les blessés.
<b>1952 – 14 Mai</b>	<p>Messali Hadj visite El-Asnam où une foule évaluée à environ 3.000 personnes, l'attendait.</p> <p>Il y eut une fusillade qui a entraîné la mort de 2 personnes et 4 blessés.</p> <p>La ville fut mise en état de siège.</p> <p>Messali Hadj est expulsé d'Algérie et dirigé à Niort où il fut assigné à résidence surveillée.</p> <p>Il ne reviendra plus jamais en Algérie, si ce n'est pour être enterré dans sa ville natale : Tlemcen.</p>
<b>1952 – 20 Mai</b>	Appel commun du MTLD et du PCA à la grève générale pour demander l'arrêt de la répression et le retour de Messali Hadj.
<b>1952 – 23 Mai</b>	<p>A la suite de l'appel du MTLD et du PCA grève générale à travers tout le pays.</p> <p>Cette grève a été marquée surtout à Alger centre chez les commerçants, au port d'Alger, à Annaba, Skikda, Ghazaouet, El-Harrach, Souma, Chellela, Oran.</p> <p>Au cours de cette grève il y eut de nombreuses arrestations.</p> <p>En France, de violents incidents opposèrent les forces de police aux manifestants algériens. La police tira faisant 3 morts et des dizaines de blessés : à Montbéliard, Le Havre, Saint-Etienne, Marseille.</p>
<b>1952 – Mai</b>	Plus de 3000 grévistes dans les territoires du Sud dirigés par Demène Abdallah, membre du CC du PCA.



**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1952 – Mai</b>	Opération de ratissage dans les Aurès pour rechercher des « <i>bandits</i> » qui se seraient réfugiés dans les maquis.
<b>1952 – Mai</b>	Le SNLA note l'existence dans la région de Khenchela d'au moins 20 « <i>bandits</i> » munis d'armes modernes (mitraillettes, fusils américains Garant) en « <i>relation semble-t-il avec le PPA</i> ».
<b>1952 – Mai</b>	Plusieurs actes de sabotage sur les voies ferrées sont signalés notamment près d'Alger, à Batna, à Nédroma, à Saida.
<b>1952 - 7, 8, 9, 10, 11, Juin</b>	Conférence des cadres des SMA.
<b>1952 – Juin</b>	Session du CC du MTLD qui examine la question du Congrès. Celui-ci prévu pour juillet, est reporté à une date ultérieure.
<b>1952 – Juin</b>	Le SLNA signale des attentats dans les Aurès à l'initiative de Grine Belkacem.
<b>1952 – Juin</b>	Les manifestants du MTLD ayant participé aux manifestations organisées à Paris par le PCF à l'arrivée du Général Ridgway ont été blâmés et une interdiction leur a été faite d'assister aux obsèques de Belaid Hocine tué lors de ces manifestations.
<b>1952 – 6 Juillet</b>	La tentative de séparer le Sahara de l'Algérie se précise. En effet, une proposition de loi est déposée au bureau de l'Assemblée Française qui « <i>tendait si elle était votée par le Parlement à intégrer le Sahara algérien dans une organisation territoriale directement rattachée à la Métropole avec son siège à Béchar</i> ». ( <i>in</i> : Dépêche Quotidienne 6, 7 Juillet 1951).
<b>1952 – Juillet</b>	Des rumeurs circulent à Ghazaouet et Nédroma disant que l'heure de l'action est maintenant proche. Près de la frontière algéro-marocaine des manœuvres nocturnes sont signalées. Des armes de guerre seraient importées du Maroc-Espagnol ou de l'Espagne.
<b>1952 – Juillet</b>	Accroissement des désaffections des militants européens à l'encontre du PCA.
<b>1952 – 21 Octobre</b>	A Ghazaouet, à la suite de l'arrestation d'un militant PPA, une manifestation fut organisée dans la ville. Les manifestants cherchèrent à attaquer le commissariat. Un brigadier de police dut tirer blessant un manifestant. Douze militants furent inculpés et sept placés sous mandat de dépôt. Le lendemain une grève générale fut déclenchée dans toute la ville.
<b>1952 – 24 Octobre</b>	Manifestations à Skikda : heurts avec la police ; il y eut un mort.
<b>1952 – Décembre</b>	Session du CC du MTLD pour étudier le rapport qui devait être présenté au Congrès.
<b>1952</b>	Au cours de cette année on a enregistré dans le pays 261 arrêts de travail avec la participation de 265.000 travailleurs. <sup>14</sup>
<b>1953 – 20 Janvier</b>	A Sétif une centaine de militants attaquent le service d'ordre pour empêcher une arrestation. Il y eut 4 blessés dans le service d'ordre. ( <i>in</i> : SLNA).

<sup>14</sup> 1951 – 1952 – images - reportages :

- **1951-1952 : Mireille MIAILHE & Boris TASLITZKI, DEUX PEINTRES EN ALGÉRIE À LA VEILLE DE L'INSURRECTION**
- **BIDONVILLES : CITÉS DE LA FAIM - article de Rabah SERRADJ (Sadek Hadjerès) - Liberté -juillet 1950 N° 369, 370 et 371 -**

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1953 – 23 Janvier</b>	Un train de marchandises déraile près de Saint-Aimé. Il s'agit selon la police d'un sabotage. ( <i>in</i> : SNLA).
<b>1953 – 25 Janvier</b>	Le Gouvernement dissout la municipalité démocratique de Sidi-Bel-Abbès.
<b>1953 – 12 Février</b>	Les autorités coloniales craignent une insurrection. Elles développent pour des motifs les plus futiles des opérations de « <i>ratissage</i> » à des fins d'intimidation :  exemple ces opérations qui se sont déroulées à Ghazaouet et Tlemcen rapportées par Alger Républicain : « <i>Le 8 Février à quatre heures du matin, des centaines de CRS, gardes mobiles et des dizaines d'agents de la PRG et de la milice ont occupé la Dachra « Tient » située dans la commune de Nemours.</i>  <i>A six heure du matin toutes les habitations furent perquisitionnées ; 30 arrestations furent opérées</i> ».  Par ailleurs le 7 Février, un fort détachement de CRS est arrivé à Tlemcen où il se trouve toujours. Des patrouilles de jour et de nuit sont faites dans les principales rues de la ville.
<b>1953 – 18 Février</b>	Même scénario quelques jours plus tard à Maghnia : Le 12 Février : 200 policiers, gardes mobiles et CRS se sont abattus sur ola tribu de M'Scirda Thata : commune mixte de Maghnia. Dès le petit jour, sous prétexte de rechercher des armes, toutes les demeures furent perquisitionnées. Onze personnes furent arrêtées ». ( <i>in</i> : Alger Républicain).
<b>1953 – Février</b>	Bilan de quatre années d'application de l'art.80 <ul style="list-style-type: none"> <li>• Près de 10 siècles de prison.</li> <li>• Vingt millions de francs d'amende.</li> <li>• 1.270 années de privation de droits civiques.</li> <li>• 570 années d'interdiction de séjour.</li> </ul> ( <i>Alger Républicain – 27 Février 1953</i> ).
<b>1953 – Février</b>	Session du Comité Central du MTLD. Il eut à discuter un rapport de Messali Hadj en 90 points. Moulay Merbah fut désigné par Messali Hadj pour être son porte-parole au Congrès.
<b>1953 – 16 Avril</b>	4.000 agents de l'électricité et gaz d'Algérie (EGA) observent une grève d'une journée.
<b>1953 – 4, 5, 6 Avril</b>	2è Congrès du MTLD. Il se tient à Alger. Une commission de cinq membres dont Messali Hadj fut chargée de présenter au Congrès la liste des membres du Comité Central. Par la suite Messali Hadj condamna ce congrès qui a été selon lui « <i>préfabriqué</i> ». Ce Congrès recommande la création d'une centrale syndicale algérienne.
<b>1953 – 3 Mai</b>	Des incidents graves se déroulent à Oran lors des élections  « <i>Au premier tour la liste administrative avait subi un échec retentissant. Elle avait obtenu un peu moins de 600 voix alors que chaque liste progressiste avait obtenu au moins 1.000 voix.</i>  <i>Au deuxième tour l'UDMA s'étant retirée, les deux listes MTLD-PCA ayant fusionné, il y eut de graves incidents qui ont entraîné l'arrestation de 43 personnes.</i>  <i>Il y eut 151 policiers blessés ainsi qu'une centaine de manifestants</i> » ( <i>in</i> : Alger Républicain).
<b>1953 – 19</b>	4.000 agents de l'électricité et gaz d'Algérie (EGA) observent une grève d'une

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>Mai</b>	journée.
<b>1953 – 21 Mai</b>	Déclaration de Roger Léonard, Gouverneur Général de l'Algérie, devant l'Assemblée Algérienne : <i>« dès à présent un grand nombre de jeunes gens éprouvent de très grandes difficultés à travailler de façon régulière et on peut dire qu'un million de personnes en Algérie vivent essentiellement du gain des travailleurs qui sont employés dans la « Métropole ».</i>
<b>1953 – 17 Avril</b>	<p>Article d'André Ruiz, un des responsables du mouvement syndical, sur les dangers qui guettent le mouvement ouvrier : <i>« l'Unité de la classe ouvrière a ses aspects nationaux particuliers à notre pays.</i></p> <p><i>Quel est le danger essentiel qui peut la menacer ? est-ce l'action menée par les dirigeants colonialistes FO des syndicats chrétiens ou soi-disant indépendants.</i></p> <p><i>Chez nous la discrimination raciale favorisant surtout les européens pèse sur les travailleurs. Cet état de chose contribue, dans une certaine mesure, à désorienter et à jeter le trouble chez nombre de travailleurs</i></p> <p><i>Le danger de scission le plus grave serait la division sur le plan racial. C'est surtout sur cela que compte le patronat qui ne néglige rien pour y parvenir.</i></p> <p><i>Le pouvoir raciste distillé depuis toujours par la presse au service des gros colons a fait son œuvre néfaste dans la tête de nombreux travailleurs européens</i></p> <p><i>(in : Alger Républicain).</i></p>
<b>1953 – Avril</b>	Elections des administrateurs des caisses d'assurances sociales. Des mots d'ordre ont été donnés par des militants connus pour leur appartenance au MTLD de rayer sur la liste CGT les noms des responsables ouvriers communistes.
<b>1953 – 27 Mai</b>	Plus de 20 000 travailleurs algériens participent à la journée d'action revendicative.
<b>1953 – Mai</b>	Alger Républicain fait état des rumeurs qui circulent à Oran <i>« depuis deux jours circulent à Oran certains bruits alarmistes. Il s'agit bien entendu de révoltes à l'occasion du 8 Mai, de descentes sur les quartiers israélites ».</i>
<b>1953 – 30 Juin</b>	Un tract est distribué par FO dans le Constantinois. Il fait état d'une <i>« entrevue historique entre FO et le MTLD. (in : Alger Républicain).</i>
<b>1953 – 3 Juillet</b>	Près de 3000 travailleurs de l'Etat observent une journée de grève.
<b>1953 – 4 Juillet</b>	Inauguration de la radio <i>« La voix des Arabes au Caire ».</i>
<b>1953 – 4, 5 Juillet</b>	Session du Comité Central du MTLD désignation d'un Secrétaire Général et de la Direction ; Benyoucef Benkhedda fut élu Secrétaire Général par le Comité Central ; Mezerna et Moulay Merbah ne font plus partie de la nouvelle direction.
<b>1953 – 5, 6 Juillet</b>	<p>Résolution votée par le Comité Général des syndicats de l'Algérie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La libération de tous les militants syndicaux, démocrates et progressistes emprisonnés.</li> <li>• L'arrêt des poursuites en vertu de l'art.80.</li> <li>• Le retour de Messali Hadj dans son pays.</li> <li>• La grâce des patriotes tunisiens condamnés à mort.</li> <li>• La libération de tous les emprisonnés au Maroc et en Tunisie.</li> </ul>

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<p><b>1953 – 6 Juillet</b></p>	<p>De graves incidents se déroulent sur le port d'Oran : « à 9 heures, les dockers cessèrent unanimement le travail pour une durée d'une heure pour protester contre le licenciement de 248 d'entre eux frappés par la loi Deros...</p> <p><i>Prétextant la grève le préfet avait ordonné l'embauche libre pour la Seconde vacation...</i></p> <p><i>Quand les dockers voulurent se rendre aux chantiers pour se faire embaucher, un barrage de police les empêcha...</i></p> <p><i>Une violente bagarre s'est alors produite, la police matraquant comme d'habitude les travailleurs dont plusieurs ont été arrêtés et blessés.</i></p> <p><i>Les incidents du matin ont créé une vive effervescence chez tous les travailleurs dans les corporations et tous les syndicats. Plusieurs délégations se sont présentées au Commissariat Central. Elles ne purent se rendre à la préfecture, des barrages de police en empêchant l'accès ».</i></p>
<p><b>1953 – 8 Juillet</b></p>	<p>La Région Économique d'Algérie émet un vœu pour la réglementation du droit de grève et s'élève tout particulièrement contre « les grèves de solidarité » et « grèves politiques ».</p>
<p><b>1953 – 14 Juillet</b></p>	<p>Les ouvriers émigrés – 40.000- participent au défilé du 14 juillet dans les rues de la capitale française.</p> <p>Des incidents graves se déroulent entraînant 7 morts et plus de 100 blessés.<sup>15</sup></p>
<p><b>1953 – 17 Juillet</b></p>	<p>Arrêts de travail à travers tout le pays pour protester contre les fusillades du 14 juillet</p> <p><i>« de partout des villes et des villages de l'Algérois, du Constantinois et de l'Oranie nous parviennent des informations sur les arrêts de travail, des textes, des télégrammes de protestations, des motions de travailleurs et d'organisations démocratiques</i></p> <p><i>A Oran, hier matin 50% des commerçants de la ville nouvelle ont fermé leurs magasins de 8h à 9heures. Les cafés maures n'ont commencé à donner de la musique qu'à 9 heures.</i></p> <p><i>Les dockers ont débrayé de 16 heures à 16 heures 30 ; arrêt de quinze minutes des releveurs de l'EGA".</i></p>
<p><b>1953 – 20 Juillet</b></p>	<p>Un appel du Comité de Coordination des syndicats confédérés d'Algérie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• S'élève contre le refus du Gouvernement Général de fixer un nouveau salaire minimum. Il appelle les travailleurs à poursuivre leur action pour l'augmentation des salaires.</li> <li>• Le bureau après avoir entendu un compte-rendu des événements sanglants de la provocation policière du 14 Juillet élève à nouveau une protestation indignée contre ces assassinats prémédités.</li> <li>• Le bureau appelle les travailleurs, les militants et les organisations syndicales à manifester vigoureusement par d es arrêts de travail, des minutes de silence, des délégations, des résolutions pour le châtement des coupables et la libération des emprisonnés.</li> <li>• Il appelle dès à présent les organisations syndicales et les travailleurs algériens à participer aux manifestations qui seront organisées au retour des corps en</li> </ul>

<sup>15</sup> **PARIS, le 14 JUILLET 1953** – *socialgerie article 883 – mis en ligne le 12 juillet 2011*

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	Algérie.
<b>1953 – 23 Juillet</b>	Grève nationale des agents du gaz et d'électricité en Algérie (EGA).
<b>1953 – 26 Juillet</b>	<p>Retour en Algérie des corps des victimes du 14 juillet</p> <p><i>« les vaillants dockers d'Alger n'ont voulu laisser à nul autre le soin et l'honneur de prendre les cercueils. »</i></p> <p>Ils sont là des centaines, ils ont arrêté le travail quinze minutes en signe de protestation contre la fusillade du 14 Juillet pour manifester leur solidarité envers les victimes.</p> <p>Un défilé énorme des délégations : MTLD, PCA, CGT. Voici les femmes musulmanes. Pas de cris, pas de pleurs, mais des you-you qui émurent profondément ceux qui les écoutent. Des you-you qui signifient <i>« vous n'êtes pas morts en vain »</i>. Cet émouvant défilé a commencé à 8 heures, Il ne prit fin qu'à 10 heures 15.</p> <p>A Nédroma :</p> <p>L'Administration de la CM de Nedroma mettait en place gardes mobiles et gendarmes sous les ordres du Colonel en personne. Alors commença l'affluence des militants des douars ; certains ayant fait plusieurs dizaines de kilomètres à pieds.</p> <p>A Maillot :</p> <p>le cortège traverse le village dans un silence impressionnant ; il s'arrête devant la maison natale de Abdellah. Et l'on voit cette chose bouleversante : la mère drapée dans un foulard blanc accueille avec un you-you le corps de son fils. Toutes les femmes présentes suivent cette mère algérienne admirable ».</p>
<b>1953 – 3 Août</b>	<p>près de 700 chômeurs de Khenchela se sont rendus à la mairie pour exposer au maire leur situation et présenter leurs revendications.</p> <p>La police est intervenue brutalement afin de les disperser et de faire échouer cette marche. Les jeunes gens ont été bousculés...des membres du comité devaient être arrêtés et emprisonnés.</p> <p>Aussitôt malgré les menaces les chômeurs se rassemblèrent et manifestèrent de plus belle tant et si bien que les emprisonnés étaient libérés et que leur comité directeur était reçu immédiatement par le maire...</p>
<b>1953 – 3 Août</b>	Dans le centre d'Ain-Témouchent <i>« On tente de créer un climat de crainte dans la ville. Hier matin, une perquisition a eu lieu au local du MTLD où l'on a procédé à la saisie de l' « Algérie Libre » en vue de faire croire que la manifestation revendicative des sans-travail était à caractère politique. Par ailleurs la police arrêta d'autres personnes ».</i>
<b>1953 – 4 Août</b>	<p>Grèves des fonctionnaires et agents de services à travers tout le pays</p> <p><i>« des milliers d'agents des services publics ont observé des arrêts de travail limités à toute l'Algérie. Ce mouvement revendicatif s'est déroulé en signe de protestation contre les pouvoirs spéciaux du gouvernement et contre les décrets lois ».</i></p>
<b>1953 – 6 Août</b>	Grève des postiers d'Algérie contre les décrets lois du Gouvernement Laniel et pour l'augmentation des salaires.
<b>1953 – 4 Août</b>	Organisation par la CGT des chômeurs du département de Constantine <i>« Avril 1952 mettant en application le programme des syndicats algériens CGT, l'Union des Syndicats de Constantine réunissait plusieurs milliers de chômeurs pour leur expliquer la cause fondamentale du chômage et indiquer les moyens d'action pour lutter contre ce fléau. L'important meeting fini, les résolutions votées, les chômeurs</i>

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	<p><i>allaient se disperser lorsqu'une patrouille de policiers, commissaire en tête, surgissaient et partaient à la charge.</i></p> <p><i>De tous les centres du constantinois les chômeurs sont organisés avec l'aide des syndicats : Skikda, Béjaia, Batna, Khenchela, Ain M'Lila malgré le refus de l'administration de donner une salle publique, une réunion s'est quand même tenue dans les champs ».</i></p> <p><i>Le jour de marché plus d'une centaine de chômeurs, secrétaire de l'Union des syndicats et membres du comité des chômeurs en tête ont manifesté dans le village... A la vue de ces gens l'administration a lancé des cavaliers pour les disperser ».</i></p>
<b>1953 – 8 Août</b>	Près de 20.000 agents des services publics observent des arrêts de travail.
<b>1953 – 13 Août</b>	La grève des postiers d'Algérie se poursuit et s'étend aux autres services publics : EGA, CFA, hospitaliers, communaux... Au total plus de 30 000 travailleurs en grève.
<b>1953 – 21, 23 Août</b>	Rencontre Messali Hadj – Ben Khedda pour la réorganisation de la Fédération de France.
<b>1953 – 26 Août</b>	Début du lock- out de la mine de Timezirt qui va durer plusieurs mois.
<b>1953 – 26, 30 Août</b>	1 <sup>er</sup> Congrès National de la Jeunesse de l'U.D.M.A. J.U.D.M.A.
<b>1953 – 12, 13, 14, 15,16 Septembre</b>	Session du Comité Central du MTLD qui eut à entendre le « <i>mémoire</i> » présenté par Messali Hadj qui critique la politique réformiste de la direction. Messali Hadj retira sa confiance à Ben Khedda et demanda les pleins pouvoirs qui lui furent refusés.
<b>1953 - Septembre</b>	<p>Description sociale faite par Alger Républicain sur ce qu'on appelle les « <i>marches de la faim</i> » :</p> <p><i>« ces hommes on les voit partout. Ils campent aux abords des domaines viticoles et des villes. Ils se reposent sous les arbres attendant un problématique travail.</i></p> <p><i>A 10 Km de l'Arba ils étaient cinquante. Ils attendaient depuis dix jours le commencement des vendanges.</i></p> <p><i>La famine une famine chronique les avait chassés des Hauts Plateaux Certains sont originaires de Boussaâda, d'autres d'Aumale ; d'autres encore de Sidi Aissa ».</i></p>
<b>1953 – Octobre</b>	<p>Le MTLD organise une « <i>quinzaine de lutte pour la libération de Messali Hadj et des détenus politiques</i> :</p> <p><i>« cette quinzaine de lutte contre la répression a été marquée à Nedroma par un mort, plusieurs blessés et de nombreuses arrestations ».</i></p>
<b>1953 – 1<sup>er</sup> Novembre</b>	Appel solennel du Comité Central du PCA pour un Front National Démocratique Algérien.
<b>1953 – 10 Décembre</b>	Appel du Comité Central du MTLD pour un Congrès National Algérien.
<b>1953 – 19 Décembre</b>	Les travailleurs ont participé sous des formes diverses à la journée internationale pour la fin de la guerre du Vietnam décidée par le 3 <sup>ème</sup> Congrès de la FSM.
<b>1953 –26, 27 Décembre</b>	Conférence fédérale des militants MTLD en France. Les bruits relatifs à un désaccord entre Comité Central et Messali commencent à être colportés.
<b>1953</b>	Note de l'Administration de la Commune Mixte de Nedroma « <i>des manœuvres paramilitaires étaient signalées dans la vallée de l'Oued Tafna, que des réunions auraient</i>

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**

*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	<p><i>lieu en plusieurs points du douar Souahlia... Des meneurs... n'hésitaient pas, au cours de ces réunions nocturnes, à conseiller aux musulmans de chercher à se procurer des armes : les incitant à la révolte ouverte...</i></p> <p><i>On peut dire que la montée nationaliste dans ce douar (Souahlia) est telle que l'on peut considérer que cette partie du territoire est actuellement perdue pour la bonne entente Franco Musulmane ».</i></p>
<b>1953 – Décembre</b>	Conférence nationale des chômeurs organisée sous l'égide du MTLD.
<b>1953</b>	<p>Du 1<sup>er</sup> Janvier au 20 Novembre 1953 il y eut 68 arrêts de travail dans le port d'Oran, leurs durées varient entre 10 minutes et 2 heures.</p> <p>Deux motifs reviennent pour l'essentiel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• refus par les dockers de charger les bateaux à destination de l'Indochine ; ce cas s'est produit 48 fois.</li> <li>• et de charger ou de décharger les navires transportant du matériel militaire. Ce cas s'est produit 16 fois.</li> </ul> <p>(in Echo du dimanche du 7 février 1954).</p>
<b>1954 – 1<sup>er</sup> Janvier</b>	Session du CC du MTLD qui eut à discuter les rapports de Messali Hadj. Celui-ci retirait sa confiance à la direction du Parti et renouvelait sa demande de " <i>pleins pouvoirs</i> " qui fut une nouvelle fois refusée. En contre partie le CC proposa un Congrès extraordinaire dont les modalités seront décidées de concert avec Messali
<b>1954 – 3, 4 Janvier</b>	Session du CC du PCA qui eut à discuter la proposition du MTLD pour un « Congrès National Algérien ». Le PCA y voit certains objectifs communs à l'appel qu'il avait lancé le 1 <sup>er</sup> Novembre 1953.
<b>1954 – 4 Janvier</b>	<p>la grève de la mine de Timezrit dure depuis plus de quatre mois.</p> <p>L'administration tente une provocation : Alger Républicain en fait le récit</p> <p>« aujourd'hui lundi à 7heures du matin la direction de la mine de Timezrit qui veut à tout prix organiser des provocations sanglantes a fait appel à une brigade de gendarmerie de Sidi Aich afin de permettre à quelques égarés de briser le mouvement des 700 mineurs. Armés de mitraillettes et de mousquetons les gendarmes ont essayé en vain d'intimider les mineurs qui par leur sang-froid ont déjoué la provocation ».</p>
<b>1954 – 8 Janvier</b>	Le journal « Algérie Libre » dénonce l'atmosphère de terreur qui règne à Nédroma et Ghazaouet : « <i>Une mitrailleuse était installée de jour et de nuit sur une terrasse en face du souk de Nemours, et un avion survolait pendant toute une semaine les habitations</i> ».
<b>1954 – 11 Janvier</b>	Le premier tour du scrutin pour le renouvellement de la moitié de l'Assemblée Algérienne est fixé pour le 31 Janvier. Le MTLD annonce son intention de boycotter les élections.
<b>1954 – 23 Janvier</b>	Une commission composée de Lahouel, Bouda, Yazid, Mezerna et Merbah demande audience à Messali pour lui remettre les résolutions du CC du 3 Janvier. Messali rejette l'exclusive contre Bouda, Yazid et Lahouel se solidarisent avec lui. La commission repart sans voir Messali.
<b>1954 – 23 Janvier</b>	Les militants de l'immigration sont informés des divergences qui existent entre Messali Hadj et le CC.
<b>1954 – 29 Janvier</b>	50 000 travailleurs algériens en grève ; tandis que le lock-out de la mine de Timezrit se poursuit.
<b>1954 – 29</b>	Les campagnes d'intimidation policière se poursuivent. L' « Algérie Libre » fait le

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>Janvier</b>	<p>compte rendu des sanglants incidents qui se sont déroulés à Nédroma le 15 Octobre 1953. Le MTLD et le CSVR avaient organisé une « Quinzaine de lutte contre la répression pour la libération des détenus politiques et le retour de Messali Hadj en Algérie. Des tracts et des numéros spéciaux de l'<i>Algérie Libre</i> étaient diffusés à travers tout le pays : « A Nédroma la police s'y opposa et tenta d'arrêter arbitrairement des diffuseurs, l'administrateur accompagné de gendarmes, d'hommes de mains, de cavaliers arrivait sur les lieux et sans aucune raison ordonnait le matraquage de gens rassemblés au marché et l'arrestation des diffuseurs.</p> <p><i>Indignée par les brutalités policières, la population s'y opposa et c'est à ce moment qu'un gendarme tira dans le tas... Il y eut un mort et plusieurs blessés...</i></p> <p><i>Depuis cette triste journée, la population de Nédroma et de Nemours est soumise à des expéditions répressives continuelles. Les forces policières et militaires patrouillent et ratissent de jour comme de nuit les campagnes des communes. Des avions survolent en rase-mottes régulièrement cette région, des perquisitions à des heures indues sont opérées chez tous ceux soupçonnés d'avoir de la sympathie pour le mouvement national et souvent chez de paisibles paysans qui refusent de jouer le rôle de mouchards de l'administration colonialiste.</i></p> <p><i>La dernière information nous signale que des troupes occupent Nemours et ses environs immédiats, que des avions survolent en permanence le centre et que deux navires de guerre sont entrés au port ».</i></p>
<b>1954 – Janvier</b>	<p>Les tentatives de séparer le Sahara de l'Algérie se précisent, <i>Alger Républicain</i> dénonce cette opération : « le gouvernement français veut enlever ces territoires du Sud et les rattacher directement à Paris... les richesses des territoires du Sud sont convoitées par de puissantes sociétés de recherches de puissants trusts où se retrouvent américains, allemands, suisses, français.</p>
<b>1954 – 4 Février</b>	<p>Léon Duval évêque de Constantine est nommé archevêque d'Alger.</p>
<b>1954 – 10 Février</b>	<p>Nouvelle tentative de scission du syndicat : « le syndicat de l'hôpital Mustapha met en garde les diplômés d'état contre ceux de leurs camarades qui constitués en comité provisoire d'un syndicat dit « autonome » veulent se servir d'eux à des fins personnelles » (in : <i>Alger Républicain</i>).</p>
<b>1954 – 10 Février</b>	<p>Grave incident à la briqueterie Lafarge de Constantine en grève depuis cinq jours :</p> <p><i>« hier matin Lafarge avait fait appel à des chômeurs... Mis au courant par les grévistes les chômeurs comprirent tout de suite qu'ils ne pourraient jouer le rôle de briseurs de grève. La direction des usines Lafarge avait demandé le renfort de deux camions de police. Pendant que se donnaient les explications, les policiers intervinrent brutalement au nom de la liberté du travail et matraquèrent les travailleurs. C'est alors que fut donné au détachement de police l'ordre de tirer. Plusieurs travailleurs ont été blessés et un a été tué ».</i></p> <p>(in <i>Alger Républicain</i>)</p>
<b>1954 – 18 Février</b>	<p>Le tribunal de Tlemcen inflige 84 années de prison à des militants du MTLD.</p>
<b>1954 – 25 Février</b>	<p>Messali Hadj appelle les militants du Parti à ne plus obéir à la direction.</p>
<b>1954 – 26 Février</b>	<p>Parmi les opérations d'intimidation qu'utilisait le colonialisme il y avait les manœuvres et défilés militaires. L'<i>Algérie Libre</i> signale que « la région de Maghnia... aurait été choisie tout dernièrement pour servir aux manœuvres militaires. Près de 25.000 soldats seraient déjà cantonnés en ville ».</p>



**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1954 – 26 Février</b>	<p>La Haute Administration coloniale craignait des mouvements insurrectionnels. Plusieurs dispositions avaient été prises pour des opérations de dissuasion ; parmi celles-ci la mise à la disposition de hauts fonctionnaires d'armes militaires.</p> <p>L'<i>Algérie Libre</i> fait le compte-rendu du procès des 36 militants de la provocation de Nédroma.</p> <p>Le Sept administrateur de la Commune de Nédroma répond à cette question de l'avocat de la défense :</p> <p><i>« les fonctionnaires français sont-ils tous armés en Algérie ? »</i></p> <p>Réponse : <i>nous avons reçu des armes après les incidents d'Oujda en 1953</i> .</p> <p><i>En effet écrit l'Algérie Libre Le Sept se déplaçait toujours à Nédroma avec sa mitraillette ».</i></p>
<b>1954 – 27 Février</b>	<p>Session extraordinaire du CC du MTL D pour étudier le différent qui devenait de plus en plus public entre Messali Hadj et la CC.</p>
<b>1954 – Février</b>	<p>Ali Mahsas, Radjeff constituent un comité appelant les militants à rester neutres entre les deux tendances en présence.</p>
<b>1954 – Février</b>	<p>Cinq algériens sont condamnés à des peines de prison par le tribunal de Ghazaouet pour des délits politiques.</p>
<b>1954 – 2 Mars</b>	<p>A des fins d'intimidation et pour en même temps rechercher les militants clandestins l'armée française entreprend des manœuvres militaires le long de la frontière algéro-marocaine : 30.000 soldats y participent.</p>
<b>1954 – 23 Mars</b>	<p>Naissance du Comité Révolutionnaire pour l'Unité de l'Action : CRUA. A l'origine de sa création ; Mostéfa Benboulaïd, Dekhli, Ramdane, Bouchouba, Mohamed Boudiaf.</p> <p>Le but de ce comité est de réconcilier les tendances en vue de l'action armée.</p>
<b>1954 – 27, 28 Mars</b>	<p>Session du CC du MTL D. Le secrétaire Général Benkhedda fit un exposé sur la crise : <i>« une grande proportion de comités de kasma avaient coupé avec la direction tant en France qu'en Algérie : « le secrétaire et la direction remirent leur démission ; remise de certains pouvoirs à Messali Hadj.</i></p>
<b>1954 – 5 Avril</b>	<p>Création au Caire d'un Comité de Libération du Maghreb Arabe. Le comité se propose de lutter pour que la Maroc, l'Algérie et la Tunisie <i>« obtiennent leur indépendance complète ».</i></p>
<b>1954 – 28 Avril</b>	<p>Grève d'une journée de tous les travailleurs algériens :</p> <p>Plus de 130.000 grévistes</p> <p><i>« jamais la gare d'Alger, le port n'ont été désertés aussi totalement par les travailleurs. Jamais Alger n'a été aussi vide de trams et de trolleys...</i></p> <p><i>A Jijel on peut estimer à 1.200 le nombre de grévistes sur une population de 20 000 habitants..."</i></p>
<b>1954 – 30 Avril</b>	<p>Marche de la faim des mineurs de Timezrit :</p> <p><i>« dans la nuit du 29 au 30 avril des assemblées de villages ont eu lieu sous l'égide des djemaa. Au cours de ces assemblées il fut décidé que les fellah, les commerçants et les élus du centre municipal participeraient à la marche de la faim aux côtés des mineurs.</i></p> <p><i>Ce 30 à 6 heures 50 le cortège des 700 mineurs et plus de 500 fellahs s'ébranlaient à travers les sentiers.</i></p>

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	<p><i>Après avoir parcouru 16 kilomètres le cortège arriva à 9 heures par rang de 4.</i></p> <p><i>Les mineurs font une entrée impressionnante à Sidi Aich...Le cortège traverse Sidi Aich et lentement monte vers la Commune mixte..."</i></p>
<b>1954 – Avril</b>	La crise du MTLD rebondit.
<b>1954 – Avril</b>	Le CRUA publie un bulletin « <i>Le Patriote</i> » et invite les organismes à bloquer les finances.
<b>1954 – 4 Mai</b>	Après un lock-out de six mois la mine de Timezrit reprend ses activités. La nouvelle direction de la mine signe un protocole d'accord avec les représentants des travailleurs.
<b>1954 – 8 Mai</b>	Victoire des peuples indochinois à Dien Bien Phu. Au Conseil municipal d'Alger Kiouane parle de « <i>malheureuse affaire</i> ».
<b>1954 – 8 Mai</b>	Devant, certainement, des craintes de mouvements insurrectionnels la police lance des opérations de recherche de dépôts d'armes.
<b>1954 – 22, 23 Mai</b>	Session du CC du MTLD qui réproouve les abus de pouvoir, les agressions commises par les messalistes et demandent la tenue d'un congrès démocratique. Moulay Merbah et Mezrane n'ont pas assisté à cette session.
<b>1954 – 29 Mai</b>	Une charte d'union des commandos nord-africains est signée au Caire.
<b>1954 – Mai</b>	Ali Mahsas dénonce les positions du CC et du CRUA.
<b>1954 – Mai</b>	Les partisans du CC sont éliminés de tous les postes de responsabilité.
<b>1954 – 5 Juin</b>	<p>Pham Van Dong<sup>16</sup>, ministre des Affaires Etrangères du Nord Vietnam reçoit à Genève une délégation des syndicats algériens.</p> <p>Il fait la déclaration suivante : « <i>notre combat est le même. La lutte des dockers algériens est considérée par nous comme le symbole de la solidarité de nos deux peuples</i> ».</p>
<b>1954 – 23 Juin</b>	<p>La discussion qui s'est ouverte en vue de la préparation de la Vè Conférence des syndicats permet à un délégué de faire la remarque suivante sur le plan organique :</p> <p><i>« mais il faut le dire, alors que notre influence grandit, nos organisations syndicales ne se développent pas ou même perdent des adhérents.</i></p> <p><i>Cette situation s'explique. Il y a la scission syndicale de 1947 qui en Algérie n'a pas eu de conséquences importantes, mais a néanmoins provoqué parmi les travailleurs une certaine désaffection à l'égard des syndicats.</i></p> <p><i>Il y a la répression patronale et gouvernementale qui fait que depuis des années, les militants sont pourchassés dans les entreprises.</i></p> <p><i>Il y a la radio, la presse qui journallement déversent leurs calomnies sur le CGT ».</i></p>
<b>1954 – 24, 25, 26, 27 Juin</b>	<p>Constitution de l'Union Générale des Syndicats Algériens (UGSA).</p> <p>Les syndicats algériens affiliés à la CGT se transforment en <i>Union Générale des Syndicats Algériens</i> tout en conservant des liens avec la centrale française pour ne pas</p>

<sup>16</sup> POUR SON 99ème ANNIVERSAIRE - MESSAGE AU GÉNÉRAL VO NGUYEN GIAP

FÉVRIER 1950 : LA GRÈVE HISTORIQUE DES DOCKERS D'ORAN UN DÉFI CINGLANT À L'ÉTAT COLONIAL - par Ahmed AABID - *sociologie - article 182.*

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	<p>donner prétexte à une interdiction.</p> <p>Sur les 361 congressistes il y avait 236 algériens et 125 européens.</p> <p>Le rapport d'André Ruiz examine les problèmes de l'unité ouvrière : <i>« s'il convient, dit-il, de ne pas sous-estimer le mal fait par la scission de 1947... le danger le plus grave contre le mouvement syndical algérien serait la scission sur la base raciale ».</i></p> <p>(in : Alger Républicain).</p>
<b>1954 – 27, 28 Juin</b>	<p>Session du CC du MTLD qui a pris les décisions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• retirer les pouvoirs accordés précédemment à Messali Hadj (session du 27, 28 Mars 1954).</li> <li>• Convocation d'une conférence nationale.</li> </ul>
<b>1954 – Juin</b>	Rencontre des différentes tendances du MTLD à Genève pour une tentative de réconciliation.
<b>1954 – Juin</b>	Vingt-deux militants se réunissent à Alger (quartier de la Redoute) décident le passage à l'insurrection. Ils se donnent une direction de cinq membres : Didouche Mourad, Ben M'Hidi, Boudiaf, Bitat, Ben-Boulaid. <sup>17</sup>
<b>1954 – Juin</b>	Khider, Allal El Fassi, Ibrahim Tobbal lancent un appel aux Etats-Unis d'Amérique leur demandant de ne pas permettre que se renouvelle en Afrique du Nord l'expérience du Viet-Nam.
<b>1954 – 10 Juillet</b>	Conférence nationale du MTLD convoquée par le CC. 64 Kasma ont répondu à l'appel.
<b>1954 – 11 Juillet</b>	Session du CC du MTLD. Un message est envoyé aux messalistes pour éviter la division du parti.
<b>1954 – 13, 14, 15 Juillet</b>	Congrès de la tendance messaliste à Hornu (en Belgique). Messali est élu président à vie du MTLD. Les centralistes sont exclus.
<b>1954 – 20, 21 Juillet</b>	Alger Républicain est saisi par deux fois consécutives pour publication d'un reportage mettant en cause la présence française en Algérie.
<b>1954 – Juillet</b>	<p>La police coloniale est sur le qui-vive. Les contrôles à travers tout le pays se multiplient ; exemple la région de Tlemcen comme nous l'a décrit l'<i>Algérie Libre</i> :</p> <p><i>L'arbitraire à Tlemcen est devenu monnaie courante.</i></p> <p><i>La ville est soumise à un véritable état de siège. Des barrages de police sont installés à quelques kilomètres de la ville et dans les faubourgs. Nul n'est épargné.</i></p> <p><i>De paisibles habitants sont arrêtés et pris de chez eux et contraints de fournir leur pièce d'identité faute de quoi... on les conduit au commissariat de police...</i></p> <p><i>Les voyageurs venant ou partant de Tlemcen sont fouillés et provoqués.</i></p> <p><i>Les rafles sont devenues permanentes. Nul n'est épargné.</i></p> <p><i>D'autres personnes connues pour leurs opinions politiques sont enlevées... sous les prétextes les plus divers.</i></p> <p><i>Ils sont soumis à des interrogations. Notre élite policière s'amuse à démoraliser et à sonder ses victimes ».</i></p>
<b>1954 – Juillet</b>	Campagne à travers tout le pays de boycottage des cigarettes.

<sup>17</sup> Dans le contexte de juin 1954, Lire document : **Amar Ouamrane, juin 1954 (extraits du livre "En Algérie du temps de la France" de Jean Galland) ...**

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

<b>1954 – 8 Août</b>	Journée de solidarité avec les détenus politiques se trouvant à la prison d'El-Asnam.
<b>1954 – 13, 14, 15, 16 Août</b>	<p>Congrès des centralistes qui prend les décisions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rejet de l'accusation de déviation formulée par Messali Hadj.</li> <li>• Confirmation de la politique tracée par le deuxième congrès.</li> <li>• Déchéance de Messali, Mezerna et Merbah de toutes les fonctions que le parti leur avait confiées.</li> <li>• Dénonciation de l'assemblée fractionnelle de Belgique.</li> </ul>
<b>1954 – Août</b>	<p>Alger Républicain fait état de rumeurs qui circulent à la mine de l'Ouenza :</p> <p><i>« lors de la préparation de la Vé conférence algérienne des syndicats, les responsables syndicaux ont au cours de l'assemblée générale demandé aux travailleurs de se solidariser avec les peuples frères de Tunisie et du Maroc.</i></p> <p><i>Ce discours fut déformé et on a attribué aux responsables syndicaux le discours suivant : « les travailleurs sont invités à prendre les armes pour chasser les Français comme le font les Tunisiens ».</i></p> <p><i>Cela a suffi pour qu'il y ait une descente de police.</i></p> <p><i>La perquisition avait pour but de trouver des documents portant atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat.</i></p> <p><i>Ce fut une mobilisation complète de la police : PRG (renseignements généraux), gardes mobiles, gendarmes, gardes champêtres.</i></p> <p><i>Dès quatre heures tout le quartier où habitaient les camarades était investi.</i></p> <p><i>On interdisait la sortie de tous les travailleurs se rendant à leur travail et à l'un d'entre eux qui demandait des explications on répondit : « tu vas aviser tes camarades, ça va être la grève et vous allez tous venir vous rassembler ici ».</i></p>
<b>1954 – Août</b>	<p>Nouvelle description des marcheurs de la « faim » :</p> <p><i>« chaque année au moment où les vignes ploient sous les grappes juteuses, d'étranges cohortes d'hommes faméliques, sillonnent les routes de l'opulente Mitidja et de toutes les régions viticoles algériennes.</i></p> <p><i>Ce sont les saisonniers qu'attirent les vendanges.</i></p> <p><i>Ces hommes viennent de Kabylie, des Hauts Plateaux désertiques, des régions où la terre est ingrate où la récolte est déficiente ».</i></p> <p><i>(in ; Alger Républicain).</i></p>
<b>1954 – 1<sup>er</sup> Septembre</b>	Le CC du MTLD publie un nouveau journal la « Nation Algérienne ».
<b>1954 – 9 Septembre</b>	<p>Tremblement de terre de la région d'El-Asnam : plus de 1000 morts.</p> <p>Un grand mouvement de solidarité se développe dans le pays et auprès de l'émigration.</p>
<b>1954 – 11 Septembre</b>	Loi qui établit la parité de la représentation des deux collèges. L'application de cette loi n'aura pas lieu en raison de la guerre d'indépendance.
<b>1954 – 10 Octobre</b>	Naissance du Front de Libération Nationale (FLN). Il est préconisé l'insurrection directe pour aboutir à « la restauration d'un état algérien démocratique et social dans le cadre des principes islamiques ».
<b>1954 – 15 Octobre</b>	Le Gouverneur Général de l'Algérie Roger Léonard et le Résident de France en

**CHRONOLOGIE DES FAITS ET MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES EN ALGERIE 1830 – 1954**  
*Abderrahim Taleb Bendiab – Alger - édition 1983*

	Tunisie Boyer de la Tour se réunissent à Constantine.
<b>1954 – 17 Octobre</b>	Au congrès des maires à Oran François Mitterand Ministre de l'Intérieur déclare : « <i>de toute manière, je peux l'affirmer la présence française sera maintenue dans ce pays</i> ».
<b>1954 – 16, 22 Octobre</b>	François Mitterand Ministre de l'Intérieur entreprend une visite en Algérie. Il annonce un certain nombre de décisions en matière sociale, économique et administrative en faveur des travailleurs algériens.
<b>1954 – 28 Octobre</b>	Dans un discours prononcé au Conseil Général de Constantine René Mayer fait allusion aux incursions des « <i>fellaghas</i> » en territoire algérien.
<b>1954 – 1<sup>er</sup> Novembre</b>	Déclenchement de la lutte armée sous la direction du FLN-ALN. <sup>18</sup>

*Texte mis en ligne sur socialgerie, le 30 avril 2013*

<http://www.socialgerie.net/spip.php?article1169>

18

- [بيان 1 نوفمبر 1954](#)
- **Front de Libération Nationale -PROCLAMATION du 1er Novembre 1954**  
*in " À VOUS QUI ÊTES APPELÉS A NOUS JUGER !" NOVEMBRE 54 N'A PAS JAILLI DU NÉANT ...*
- **DÉCLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE ALGÉRIEN du 2 Novembre 1954**  
*Texte en format pdf téléchargeable*  
**Une du journal LIBERTÉ du 4 novembre 1954 (scan)**
- **"POURQUOI LE 1er NOVEMBRE 1954 ?" - RÉFLEXION SUR LA PORTÉE ET LA SIGNIFICATION DU DÉCLENCHEMENT DE L'INSURRECTION ARMÉE ALGÉRIENNE** - par Sadek Hadjerès - 22 Mai 2012 - Table ronde IREMMO - semaine consacrée au cinquantenaire de l'indépendance.  
et brève 435 : **50ème ANNIVERSAIRE DE LA FIN DE LA GUERRE DE LIBÉRATION EN ALGÉRIE - QUELQUES LIENS UTILES sur socialgerie.**
- **Le 1er novembre 1954, chez les Benni Yenni (extraits du livre "En Algérie du temps de la France" de Jean Galland)...**  
*in : L'HISTOIRE PAR LE BOUT D'UNE LORGETTE IDÉOLOGIQUE - LES COMMUNISTES ET LE 1ER NOVEMBRE 54 - article de Sadek Hadherès le 6 novembre 2005*